



# Assemblée générale

Soixante-treizième session

8<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 26 septembre 2018, à 9 heures  
New York

Documents officiels

Président : M<sup>me</sup> Espinosa Garcés. . . . . (Équateur)

*En l'absence de la Présidente, M. Santos Maraver (Espagne), Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 h 5.

## Allocution de M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama

**Le Président par intérim (parle en espagnol) :**  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Panama.

*M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en espagnol) :**  
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Varela Rodríguez (parle en espagnol) :** J'adresse mes salutations à la Présidente de l'Assemblée générale, M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, que je tiens à féliciter d'être la première femme d'Amérique latine à occuper ce poste important à l'ONU.

Je veux aussi saluer le Secrétaire général António Guterres pour son engagement renouvelé dans l'Organisation. Au peuple panaméen, j'exprime une fois de plus, de cette tribune, ma gratitude pour la chance qui m'a été donnée de le servir.

Je reviens à l'Assemblée pour la septième fois et ce faisant je m'appête à clore le chapitre de ma vie où j'étais chef d'État. Dans quelques mois, j'en ouvrirai un nouveau où je serai un citoyen du monde, mais un citoyen décidé à continuer de soutenir les efforts de cette institution, luttant pour la paix et la justice sociale et marchant dans les pas de grands dirigeants tels que Nelson Mandela et Kofi Annan.

Durant ces années, j'ai été témoin des délibérations et des efforts de l'ONU visant à trouver l'harmonie dans le monde. Certains des dirigeants que j'ai écoutés dans cette salle ne sont plus des nôtres; certains sont partis dans la paix, d'autres dans des conditions violentes.

Nous avons atteint des buts ambitieux, de l'approbation des objectifs de développement durable à l'engagement de les réaliser d'ici à 2030. Il reste néanmoins bien des défis à relever, comme par exemple le rétablissement de la paix en Syrie. Le thème de la présente session nous amène à la réflexion suivante : faisons-nous le nécessaire, en tant que dirigeants, pour que l'Organisation ait une réelle incidence sur la vie des gens? La réponse est dans l'engagement de ceux d'entre nous qui sont chargés de présider aux destinées de nos pays alors que nous entrons dans le futur.

L'Organisation a été fondée sur la conviction que les dirigeants mondiaux devraient être capables de montrer la voie à suivre pour régler nos différends de façon pacifique. Nous qui participons à ce rassemblement annuel avons la responsabilité de concrétiser

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

18-29872(F)



Document adapté

Merci de recycler



ce rêve de paix et de fraternité. La paix est menacée non seulement par les armes mais aussi par les injustices, la pauvreté, la faim, les inégalités et le manque de possibilités dont nos peuples souffrent. Par conséquent, au titre de l'engagement que nous avons pris en adoptant les objectifs de développement durable comme politique d'État, notre gouvernement a constamment progressé dans la réalisation de ces objectifs au cours des quatre dernières années. Nous avons reconstruit des villes entières, et plus de 100 000 familles panaméennes auront une nouvelle maison pour que leurs enfants puissent mener une vie digne.

Au moyen d'un vaste recensement portant sur les questions de santé, nous avons identifié les principales maladies qui touchent nos citoyens, ce qui nous permet d'administrer des traitements préventifs.

Nous sommes en train de transformer le système éducatif panaméen de manière à ce qu'il soit bilingue et plus équitable. Plus de 6 000 enseignants panaméens ont été formés à l'étranger pour donner des cours d'anglais et plus de 3 000 nouvelles salles de classe sont en construction pour nos élèves. En outre, nous travaillons au renforcement du système d'enseignement technique supérieur. Je suis très fier d'informer l'Assemblée qu'en ce moment même une équipe d'instructeurs panaméens apprend l'anglais à des enfants syriens réfugiés dans le camp de Zaatari, en Jordanie.

Grâce à des investissements sans précédent, nous dotons actuellement plusieurs villes du pays de systèmes d'assainissement modernes et nous construisons des usines de traitement des eaux usées pour élargir sensiblement l'accès à l'eau potable. Nous sommes le pays d'Amérique latine qui investit le plus dans la mobilité urbaine, avec 2 000 kilomètres de nouvelles routes et, s'agissant du métro, 22 kilomètres qui seront bientôt exploités et 26 kilomètres dont la construction va débiter. Nous avons réduit de moitié l'insécurité, secouru des milliers de jeunes qui étaient aux mains de bandes criminelles, et renforcé les capacités de nos forces de l'ordre.

Le Panama est à présent un pays très différent de celui qui m'a été confié en 2014. Devant tous les Panaméens et devant le monde entier, je peux dire aujourd'hui, la tête haute, que nous avons réussi à transformer la politique en service public et à rebâtir notre démocratie de telle sorte qu'elle fonctionne pour les générations futures. J'ai gouverné en paix, par le dialogue et le consensus, en invoquant le pouvoir de l'État uniquement pour protéger le peuple, et non pour

le contrarier. J'ai tenu la promesse que j'avais faite, le premier jour de mon mandat, de lutter frontalement contre la corruption et de veiller à ce que personne ne soit au-dessus des lois.

Il reste de nombreux défis à relever. Le système judiciaire rencontre encore des problèmes de taille dans son combat contre l'impunité. Nous travaillons sans relâche à renforcer nos institutions et à consolider notre jeune démocratie, en respectant et soutenant les autorités élues quelles que soient leur affiliation politique et leur communauté d'origine, et en rehaussant nettement leurs capacités économiques.

L'an prochain, le Panama tiendra ses septièmes élections démocratiques, sous la houlette d'un organisme électoral qui a fait la preuve qu'il était le garant d'un suffrage transparent. Grâce à la profonde réforme électorale que nous conduisons, la période de campagne à venir sera la plus équitable, la plus courte et la plus transparente de l'histoire de notre pays. Pour la première fois, l'État aura la responsabilité totale du financement de toutes les campagnes médiatiques.

Nous continuons de nous affirmer comme un pays d'union, avec une forte connectivité aérienne qui se trouve consolidée par un nouvel aéroport; une connectivité maritime, rehaussée par l'élargissement du Canal et l'apparition de nouveaux ports; et une connectivité humaine, en quoi notre position géographique et des installations comme un nouveau centre de conventions et un nouveau port de croisière joueront un rôle important. Nous mettons une plateforme logistique et financière au service du commerce mondial et nous la défendons et la protégeons pour qu'elle ne serve pas à des activités illégales. Nous avons vu le succès de l'élargissement du Canal, qui représente les principes de notre pays par sa capacité à unir le monde, sa neutralité permanente et son ouverture au commerce mondial. Cette voie interocéanique a été récupérée par les Panaméens grâce aux deux traités concernant le Canal de Panama et à la décision courageuse d'un homme, l'ancien Président des États-Unis Jimmy Carter, dont l'engagement, je le reconnais publiquement aujourd'hui, a changé le cours de l'histoire de notre nation.

Nous sommes passés par des situations complexes qui ont affecté l'image de notre pays, mais nous avons réussi à aller de l'avant en vertu du principe selon lequel la justice devient une injustice quand elle nuit à des innocents, et nous avons démontré au monde que la réussite de notre pays et de notre économie était uniquement due au travail honnête de notre peuple. Les efforts que nous

avons déployés ces dernières années pour atteindre les objectifs de développement durable ont permis de soustraire plus de 150 000 Panaméens à la pauvreté, soit une réduction de cinq points de pourcentage, de 25 % à 20 %. Nous avons maintenu un taux de croissance économique annuel de 5 %, renforcé le système de protection sociale pour les personnes âgées et les étudiants, et sensiblement amélioré l'infrastructure hospitalière, le système éducatif et la scolarisation, de même que l'accès à l'eau potable, l'éducation et le logement.

Nous avons également accueilli dans la dignité des dizaines de milliers de citoyens d'autres pays qui cherchaient sur notre territoire un avenir meilleur pour leur famille. Nous avons été témoins de la crise migratoire qui a poussé 100 000 Haïtiens à fuir vers le Brésil en raison du grand tremblement de terre de janvier 2010. Une fois au Brésil, ils ont été obligés de migrer de nouveau à cause de la crise économique qui faisait rage dans le pays. Beaucoup ont perdu la vie en chemin. Je salue le Chili pour le rôle de chef de file qu'il a joué afin de trouver remède à cette tragédie humaine en ouvrant la porte à ces réfugiés.

Je vois la tragédie de la migration dans le visage de Juan, un Africain de sept ans qui vit maintenant au Panama après avoir perdu sa mère alors qu'ils traversaient à pied les montagnes entre le Panama et la Colombie. Cet enfant a fait naître au plus profond de mon cœur la conviction que les pays doivent mieux gérer les flux migratoires, de façon plus organisée, tout en respectant le droit de tout être humain de se mettre en quête d'une vie meilleure. Des milliers de migrants d'autres continents passent notre frontière avec la Colombie par la dangereuse jungle du Darién, risquant leur vie dans l'espoir de réaliser leurs rêves. L'enseignement tiré de ces crises migratoires ne nous laisse d'autre choix que d'appeler vigoureusement le Gouvernement vénézuélien, une fois de plus, à rétablir le dialogue politique pour se constituer à nouveau en société démocratique fondée sur la démocratie, de manière à éviter d'autres migrations en masse et à dépasser la crise humanitaire des Vénézuéliens qui cherchent à satisfaire leurs besoins élémentaires.

On ne peut endiguer ces flux migratoires qu'en éliminant les raisons qui contraignent les citoyens à quitter leur pays, se mettant eux-mêmes et mettant leur famille en danger. Cela représente un défi considérable pour les Nations Unies. Nous avons pris une part active à l'élaboration du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui doit être adopté cette

année sous l'égide de l'ONU, dans le but de contribuer, en faisant fond sur notre expérience, au cadre mondial qui permettra de répondre à ces crises. Il incombe à nos pays de mettre au point des politiques de gestion ordonnée des flux migratoires dans le respect de la dignité humaine. Dans les jours qui viennent, le Panama annoncera des mesures humanitaires destinées à venir en aide aux familles vénézuéliennes qui résident dans notre pays.

Le Panama est un vaste creuset composé de citoyens du monde entier qui sont venus et se sont installés dans notre beau pays. Nous avons appris à vivre dans la paix, en respectant toutes les croyances religieuses, les idéologies politiques et les philosophies. Dans cette ère de communication et de réseaux sociaux, il n'y a pas de place pour la discrimination, de quelque sorte que ce soit. Nous sommes tous des citoyens de cette planète. Elle est notre maison. Les violations signalées des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple frère du Nicaragua risquent de déclencher encore un nouveau mouvement migratoire en Amérique centrale. Je demande une fois de plus au Gouvernement nicaraguayen et aux acteurs de la société civile du pays d'œuvrer au rétablissement de la paix par le dialogue politique.

En 2015, le Panama a servi d'hôte au rapprochement historique entre Cuba et les États-Unis. Je profite de cette occasion pour encourager à un retour sur cette voie et à la reconnaissance des mesures prises par le Gouvernement cubain pour ouvrir son économie dans l'intérêt des Cubains et du développement économique et social de l'île.

Je tiens à souligner que, si notre continent est certes en paix, il n'en reste pas moins que la crise politique au Venezuela, la production de stupéfiants qui va croissant en Colombie, la corruption qui touche tant d'économies de la région et la situation tendue au Nicaragua sont autant de problèmes qui doivent inciter les dirigeants politiques de la région à redoubler d'efforts pour trouver des compromis en vue de rétablir la paix dans ces sociétés.

S'agissant de la lutte contre le trafic de stupéfiants, le Panama entend recentrer sa stratégie pour ne plus simplement interdire les produits et procéder à des arrestations mais aussi rebâtir les communautés et aider les personnes à couper les liens avec les groupes illégaux et à vivre en tant que citoyens loyaux de l'État.

Nous réaffirmons notre détermination à être parmi les principales nations qui travaillent de concert avec les organisations multilatérales pour faire advenir un monde meilleur. À cet égard, en novembre, nous inaugurerons le Centre logistique régional pour l'assistance humanitaire, en présence des ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le Panama met sa connectivité au service de la région pour réagir aux catastrophes naturelles et aux urgences sur le continent.

Tout en respectant différents systèmes de gouvernance, j'estime que la politique à l'avenir consistera à savoir non seulement comment accéder au pouvoir mais également comment en faire usage pour le bien de la population. Convaincu de la nécessité de construire un monde plus juste et plus pacifique, le Panama s'emploie à élargir ses relations bilatérales avec les pays de l'Asie du Sud-Est et ceux du Moyen-Orient et de l'Afrique, ainsi qu'avec l'Australie et la Chine, en vue de nouer des rapports plus étroits avec le monde et de remplir notre rôle de bâtisseur de ponts.

Ces 10 dernières années, j'ai eu l'occasion de me rendre dans plus de 40 pays et d'y prendre connaissance par moi-même de pratiques exemplaires, de technologies et de programmes de coopération, que nous avons pu utiliser dans mon pays. Telle est la nature de la diplomatie – tirer profit de nos moyens de nous aider, et non de nous détruire, les uns les autres. En conséquence, nous travaillons actuellement à l'élaboration d'un monorail, qui repose sur une technologie japonaise, d'un métro utilisant des trains français, d'un système d'enseignement supérieur technique basé sur le modèle singapourien, et de centrales électriques alimentées par du gaz naturel, avec une technologie nord-américaine. Dans le droit fil de son aspiration à être un pont reliant le monde, le Panama accueillera en janvier 2019 les Journées mondiales de la jeunesse, auxquelles assistera le pape François, qui rassembleront des centaines de milliers de jeunes venus de 192 pays et seront axées sur l'objectif commun de parvenir à la paix pour bâtir un monde meilleur et surmonter les barrières culturelles et religieuses.

Je dis au revoir à l'Assemblée générale la conscience tranquille, sachant que le pouvoir politique que mes concitoyens m'ont confié, je l'ai utilisé uniquement à leur avantage, en menant la lutte sans fléchir. La réussite du Panama bénéficie non seulement aux Panaméens mais plus généralement à l'humanité en général. Je tiens à exprimer aujourd'hui, devant

l'Assemblée générale dans son ensemble et devant le monde, mon engagement à continuer d'œuvrer en citoyen responsable de la Terre, avec mon peuple et avec toutes les nations, au renforcement du système des Nations Unies et de tous ses organes de telle sorte que les citoyens de notre belle planète restent toujours au cœur de nos combats et de notre action. Par terminer, je veux faire part aux Membres de la fierté que je ressens d'avoir contribué à renforcer la vocation de mon pays à être un pont au service de la paix, du dialogue et de la justice sociale.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Panama de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Juan Carlos Varela Rodríguez, Président de la République du Panama, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie**

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Namibie.

*M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :

Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Geingob** (*parle en anglais*) : Je félicite M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

Le 21 juillet, le peuple namibien et nos amis du monde entier ont enterré notre premier Ministre des affaires étrangères, M. Theo-Ben Gurirab. Le défunt a représenté pendant de 15 ans auprès de l'ONU notre mouvement de libération, la South West Africa People's Organization. À la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale, sous sa présidence, nous avons adopté les objectifs du Millénaire pour le développement, précurseurs des objectifs de développement durable. La famille de M. Gurirab et le Gouvernement et le peuple namibiens ont été profondément touchés par

les nombreuses condoléances et expressions de sympathie qui ont suivi sa mort. Nous apprécions vivement le service funéraire qui s'est tenu en son honneur ici au Siège.

Il y a deux mois, je me suis rendu au Nigéria pour enterrer l'ancien Secrétaire général adjoint et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji, qui nous avait soutenus durant notre libération. Il y a deux semaines, je suis allé à Accra pour les funérailles de M. Kofi Annan, le septième Secrétaire général de l'Organisation – un fils de l'Afrique dont la flamme s'est éteint mais dont la lumière continuera très longtemps de briller. Il y a quelques jours, dans cette salle même, nous nous sommes réunis pour rendre hommage à cette personnalité admirée, cet architecte de la paix. C'était un homme de grande qualité, qui a consacré toute sa vie d'adulte à la paix et à la sécurité mondiales. Que les âmes de ces fils remarquables de l'Afrique et de l'ONU reposent en paix pour l'éternité.

Après la fin de la guerre froide et du vieil ordre bipolaire, le monde n'a plus cessé de dériver de manière inquiétante vers la généralisation de l'action unilatérale. Cette évolution va à l'encontre de l'un des principes fondamentaux de la démocratie, sur quoi l'Organisation a été bâtie. C'est pour cette raison que nous devons nous empresser d'embrasser pleinement le multilatéralisme, pour contrer l'action unilatérale. C'est également pour cette raison que nous partageons sans réserve le sentiment du Secrétaire général, tel qu'il l'a exprimé au paragraphe 1 de son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/73/1), à savoir que,

« [c]omme les problèmes rencontrés de nos jours revêtent de plus en plus souvent une dimension mondiale, le multilatéralisme est plus important que jamais ».

La République de Namibie a été fondée sur les principes de la démocratie, de l'état de droit et de la justice. Les libertés et les droits fondamentaux inscrits dans notre constitution comprennent pratiquement toutes les libertés et tous les droits reconnus dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Toutefois, ces instruments en eux-mêmes ne suffisent pas à faire advenir le développement durable. La Namibie est consciente que des menaces et difficultés existantes et naissantes continuent d'entraver les efforts individuels et collectifs visant à progresser davantage sur le plan socioéconomique. Elle a donc pris fait et cause pour le développement durable et s'est

engagée à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses principes, objectifs, cibles et indicateurs. De fait, la Namibie a intégré la totalité des 17 objectifs de développement durable et des cibles dont ils sont assortis à ses plans nationaux de développement. Comme notre pays est sec et aride, souvent touché par les sécheresses et crues saisonnières, nous avons intensifié nos efforts de réalisation des objectifs de développement durable dans des domaines critiques tels que l'énergie, l'eau et les écosystèmes terrestres. À cet égard, la Namibie souhaite bénéficier de l'assistance qui doit être fournie par la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, établie à Istanbul le 4 juin, pour identifier et localiser les zones de sécheresse et de crue en temps voulu.

Bien que la Namibie ait connu une croissance économique soutenue durant la majeure partie des 10 dernières années, le chômage reste élevé. Néanmoins, la Namibie a vu l'une des baisses les plus rapides des niveaux de pauvreté dans notre région au cours des 10 dernières années, de 28,8 % à 17,4 %. J'ai également le plaisir d'informer l'Assemblée que l'espérance de vie en Namibie et passée de 58 à 65 ans.

Néanmoins, les inégalités demeurent un problème en Namibie, comme en témoigne le régime foncier biaisé par quoi les Namibiens blancs possèdent 70 % de l'ensemble des terres agricoles. Dans le cadre de son action visant à créer des conditions propices à la lutte contre la pauvreté et au maintien de la paix et de la stabilité, la Namibie tiendra sa deuxième conférence nationale sur les questions foncières durant la première semaine d'octobre. En vue de cette conférence, le Gouvernement a organisé des consultations dans nos 14 régions afin de garantir que le processus soit inclusif. Nous avons foi dans les consultations. Si la diplomatie échoue, les gens partent en guerre. C'est pourquoi nous voulons passer par un processus consultatif inclusif, pleinement conscients comme nous le sommes que l'inclusion crée l'harmonie, de la même façon qu'a contrario l'exclusion crée le conflit. Nous nous sommes concertés pour faire participer autant d'acteurs que possible et veiller à ce que tout se fasse dans le respect de nos lois. En conséquence, nous demandons à tous nos partenaires de développement de soutenir les décisions qui découleront de la conférence, de telle sorte qu'ils puissent continuer de nous aider à opérer notre transformation socioéconomique.

J'ai déjà indiqué que le classement de la Namibie comme nation à revenu intermédiaire supérieur ne tenait

pas compte de la répartition inégale des richesses. Ce statut nous empêche de bénéficier de l'aide publique au développement et de financements abordables consentis à des conditions de faveur. La situation pourrait compromettre les efforts déployés en Namibie et dans d'autres pays en développement afin de mettre pleinement en œuvre le Programme 2030.

Les maladies transmissibles menacent aussi de nous empêcher d'atteindre les objectifs de développement durable. Par conséquent, la Namibie fait sien l'appel lancé pour venir à bout de la tuberculose endémique et réaffirme sa détermination à travailler avec le reste du monde pour atteindre cet objectif. Peuplée d'environ 2,5 millions de personnes, la Namibie arrive au neuvième rang des pays les plus touchés par la tuberculose dans le monde, sachant que la maladie est chez nous l'une des trois principales causes d'hospitalisation. Le Gouvernement namibien a fait la preuve de sa volonté résolue de vaincre ce fléau en intégrant les cibles y afférentes à son cinquième plan national de développement, ainsi qu'en veillant à ce que 70 % des fonds disponibles pour la tuberculose proviennent de sources intérieures.

Je dois avertir que les ressources humaines et financières insuffisantes, les hauts niveaux de pauvreté et le manque de services de santé publique dans les zones rurales suscitent toujours l'inquiétude. En tant que présidente de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), notre pays réaffirme son adhésion à la Déclaration de Maputo sur le paludisme, le VIH/sida, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes, en lien avec le Cadre harmonisé de surveillance du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme dans la région de la SADC, et se joindra à la communauté internationale dans la lutte contre la tuberculose.

Je félicite le Secrétaire général d'avoir lancé la Stratégie mondiale des Nations Unies en faveur des jeunes. L'Afrique compte la population de jeunes qui croît le plus vite. En ma qualité de Président de la SADC, j'informe l'Assemblée que la région a adopté une stratégie tendant à réaliser l'industrialisation d'ici à 2063. À ce sujet, le trente-huitième Sommet de la SADC, tenu à Windhoek en août, a adopté le thème « Promouvoir le développement des infrastructures et l'autonomisation des jeunes pour le développement durable ». Nous sommes convaincus que les jeunes de la région de la SADC, et du monde en général, sont les futurs gardiens de nos infrastructures sociales, politiques, économiques et de gouvernance. Dès lors, il faut leur donner les compétences et la formation requises et les autonomiser

sur le plan économique par l'intermédiaire de l'entrepreneuriat afin qu'ils soient en mesure de présider à un développement fait de croissance inclusive et de prospérité partagée. Comme leurs semblables du reste du monde, les jeunes de la région de la SADC aspirent à de meilleures perspectives. Ils aspirent à un avenir de possibilités et de sécurité de l'emploi, où la quatrième révolution industrielle soit porteuse de chances, pas de menaces. Un avenir caractérisé par l'évolution rapide des technologies, la robotique avancée, l'intelligence artificielle et la mécanisation devrait présenter plus d'options, plutôt que de problèmes, pour nos jeunes et pour l'humanité en général. C'est à nous qu'il incombe d'atténuer les difficultés susceptibles d'aller avec ces progrès, et de comprendre comment ceux-ci peuvent être mis à profit pour permettre aux jeunes de devenir des moteurs de la croissance économique et du développement industriel.

Je souligne qu'en excluant les femmes de certains domaines de la vie on gâche des aptitudes et des compétences qui pourraient autrement contribuer au développement durable. Dans ce contexte, nous félicitons le Secrétaire général de montrer l'exemple en assurant la parité entre les sexes parmi les hauts fonctionnaires et les coordonnateurs résidents du Secrétariat. La Namibie est résolue à concrétiser l'égalité des sexes, comme en témoigne le rôle important que les femmes jouent dans notre vie politique. Feu l'ancien Secrétaire général Kofi Annan avait raison lorsqu'il faisait, à la Conférence sur les femmes africaines et le développement économique, tenue à Addis-Abeba en avril 1998, la précision suivante :

« [L]'égalité des sexes est plus qu'un objectif en soi. C'est une condition préalable pour relever le défi de la réduction de la pauvreté, de la promotion du développement durable et de la bonne gouvernance ».

Le monde devrait faire davantage pour que l'égalité des sexes devienne réalité.

Si nous saluons le Secrétaire général pour ses initiatives de réforme réussies, je rappelle toutefois à l'Assemblée l'engagement historique que nous avons tous pris au Sommet mondial de 2005, qui consistait à

« renforcer l'Organisation des Nations Unies afin de raffermir son autorité et de la rendre plus efficace, et à faire en sorte qu'elle soit mieux à même des'attaquer...à tout l'éventail des problèmes de notre temps » (*résolution 60/1, par. 146*).

Il est temps d'honorer cette promesse, et pertinent, à ce titre, que les Membres de l'ONU fassent preuve de volonté politique pour remédier à l'exclusion de l'Afrique du Conseil de sécurité. Le monde a changé, et l'ordre ancien, inique, ne saurait être maintenu. L'Afrique et ses habitants, dont le nombre s'élève à 1,2 milliard, ne peuvent être privés plus longtemps de la place qui leur revient au sein de cet organe directeur de premier plan.

Pour l'Afrique et le reste du monde en développement, la paix est le principal fondement et le garant essentiel de la croissance économique et du développement durables. En tant que dirigeants, et avec tous les citoyens du grand continent africain, nous devons comprendre qu'il est de notre responsabilité collective de maintenir la paix afin que l'Afrique puisse exploiter tout son potentiel. Il faut réserver le meilleur accueil à toute mesure en faveur d'une Afrique pacifique. Dans cette veine, nous félicitons S. E. M. Abiy Ahmed, Premier Ministre de l'Éthiopie, et son homologue érythréen, S. E. le Président Isaias Afwerki, d'avoir signé un accord visant à mettre fin à la guerre entre leurs deux pays et à renouer ensuite leurs liens diplomatiques et commerciaux. J'ai bon espoir que l'esprit d'unité, de paix et de sécurité qui est incarné dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine s'étendra à toute la Corne de l'Afrique et à l'ensemble des zones en proie à des conflits en Afrique.

La Namibie est un enfant de la solidarité internationale, dans la naissance duquel l'ONU a fait fonction de sage-femme. Nous avons compté sur la solidarité des nations du monde pour nous aider dans notre quête d'autodétermination. Nous appelons donc à l'application des résolutions et décisions de l'Organisation sur la question du Sahara occidental, qui débouchera sur une solution positive, pacifique et permanente répondant aux aspirations et conforme à la volonté des habitants de la région. De même, nous réaffirmons notre soutien à la population du territoire occupé de Palestine dans sa quête d'autodétermination, de justice, de liberté et d'indépendance.

Durant les jours les plus sombres de notre lutte pour l'indépendance, le Gouvernement et le peuple cubains se sont joints à l'Angola pour nous venir en aide et ont versé leur sang pour notre libération, ce qui a abouti à la bataille décisive de Cuito Cuanavale et, par suite, à des négociations, des élections et, finalement, à la liberté. C'est dans l'esprit de cette profonde affinité avec le peuple cubain que nous demandons de nouveau la levée de l'embargo économique et financier qui est imposé à Cuba depuis des décennies alors qu'il n'a plus

lieu d'être et qu'il se distingue par son inefficacité et son caractère contre-productif. Il est maintenant temps pour nous tous de faire preuve de l'esprit d'initiative qui convient pour amener la prospérité et la paix à tous les citoyens de la planète. Il est temps de montrer l'exemple dans l'intérêt de la paix, de l'égalité et de la viabilité. Il est temps de faire en sorte que l'ONU soit utile à tous les peuples du monde. Mettons à profit ce moment unique dans l'histoire.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Namibie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana**

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

*M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Akufo-Addo** (*parle en anglais*) : Le Ghana salue l'élection historique de M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. M<sup>me</sup> Espinosa Garcés est la première femme d'Amérique latine à occuper cette fonction, et nous la félicitons très chaleureusement. Son élection renforce notre conviction commune que l'égalité des sexes doit être au centre de l'action mondiale.

Il y a 13 jours, nous avons inhumé dans son sol natal du Ghana notre frère Kofi Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et premier citoyen de l'Afrique subsaharienne à exercer cette fonction prestigieuse. Au nom du Gouvernement et du peuple ghanéens, je tiens à exprimer notre sincère gratitude au Secrétariat, dirigé par le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, et à l'ensemble

de la communauté internationale pour les nombreuses expressions de regrets et les condoléances que nous avons reçues à l'occasion du décès de Kofi Annan. Nous sommes extrêmement touchés que tant de dirigeants mondiaux et de particuliers aient pris la peine de venir à Accra pour dire au revoir au disparu. La foi passionnée et profonde de Kofi Annan dans l'Organisation et la certitude qui était la sienne qu'une ONU mieux organisée et plus forte ferait du monde un endroit meilleur sont un idéal que nous ne pouvons laisser mourir avec lui.

Aujourd'hui, nous restons face à la triste réalité qui veut que les résolutions, les normes et les votes même répétés du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ne signifient rien si la communauté internationale n'a pas la volonté politique de leur donner suite. Nous persistons à essayer de déterminer ce que devrait être le rôle de l'Organisation. Celle-ci devrait-elle simplement être un club d'États nations réunis pour servir leurs propres intérêts? Qu'en est-il de sa constitution sous l'entame de « nous, peuples », comme déclaré dans son document fondateur? Le thème que nous avons retenu pour la session courante de l'Assemblée a-t-il la moindre pertinence dans la vie réelle? Voulons-nous que l'ONU œuvre vraiment au profit de tous? Voulons-nous une Organisation qui veille au partage des responsabilités pour des sociétés pacifiques, équitables et durables, ou doit-elle rester un endroit où des résolutions sont adoptées mais enfreintes en toute impunité?

Quand certaines des nations du monde se sont réunies à San Francisco il y a 73 ans et ont signé le document historique portant création de l'Organisation, le monde était très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Je ne fais pas seulement référence au nombre d'États représentés dans cette pièce à cette occasion ni au mode de transport que les dirigeants ont emprunté pour venir à la présente séance, par opposition aux avions à réaction qui nous ont tous amenés à New York cette semaine. Je ne fais pas non plus référence aux tweets que nous utilisons maintenant pour communiquer, par opposition à l'élégante écriture manuscrite de 1945. Je fais référence au thème que nous avons choisi pour la présente session de l'Assemblée générale et je me demande s'il aurait été compréhensible pour ce groupe jadis réuni à San Francisco. Nous vivons aujourd'hui dans un monde différent, et nous devrions accepter le fait que l'Organisation doit évoluer pour s'adapter aux besoins contemporains.

Il y a 10 ans, alors que l'Assemblée générale débutait ses travaux, le monde était plongé dans une crise

financière. Les premières scènes de cette crise se sont jouées dans une rue située pas loin de là où nous nous trouvons, mais les conséquences s'en sont fait et continuent de s'en faire sentir dans le monde entier et jusque dans de petits pays comme le Ghana. Certains affirment que le soulèvement est au cœur du changement politique et de l'ouverture de nouveaux horizons dans le monde entier. Aujourd'hui, au moment où nous parlons, les deux plus grandes économies du monde se livrent une guerre commerciale. Cela aura des retombées sur ceux qui n'ont pas voix au chapitre, parmi lesquels de petits pays comme le Ghana. Ces événements sont la preuve, s'il en est besoin, que notre monde est interdépendant. Au Ghana et dans d'autres parties du continent africain, nous sommes déterminés à sortir nos pays de la pauvreté et à les mettre sur la voie de la prospérité. Nous ne croyons pas qu'il faille qu'une nation reste pauvre ou le devienne pour que d'autres prospèrent. Nous pensons qu'il y a assez de place et de ressources sur la planète pour que nous prospérions tous. Mais pour cela, les règles et réglementations que nous élaborons afin d'encadrer nos échanges les uns avec les autres doivent être respectées par chacun d'entre nous.

De l'environnement au commerce, nous devons accepter qu'il ne puisse y avoir de règles différentes pour différents pays. L'ONU est jusqu'à présent pour les nations le meilleur instrument pour aborder leurs aspirations et leurs difficultés. Le Ghana a toujours exprimé sa foi dans l'ONU et cherché à faire sa part dans les efforts déployés pour assurer le succès de l'Organisation. Nous avons fait nôtres les objectifs de développement durable et intégré ces 17 points ambitieux dans notre projet et notre budget nationaux. Le Ghana compte prendre son tour en juillet 2019 et présenter son examen national volontaire au Forum politique de haut niveau du Conseil économique et social. Nous ferons part de nos réussites et de nos problèmes, et indiqueront les possibilités qui s'offrent en termes de nouveaux partenariats et de maintien des partenariats existants.

Il importe de souligner une fois de plus que le fait de plaider pour un ordre mondial en vertu duquel tous les pays s'engagent à respecter les règles ne signifie pas que nous insistons sur un quelconque besoin d'uniformité. Nous sommes fiers de ce qui nous distingue en tant qu'Africains et en tant que Ghanéens. L'an dernier, 55 % des travaux du Conseil de sécurité ont eu trait à l'Afrique. Malheureusement, il s'agissait invariablement de maintien de la paix et de pauvreté. Nous ne voulons plus être l'endroit qui nécessite l'intervention de soldats de la paix et d'organisations non gouvernementales de

lutte contre la pauvreté, si nobles soient leurs fins. Nos organes régionaux, tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et notre organe continental, l'Union africaine, s'emploient systématiquement, malgré d'importants handicaps, à instaurer la paix et la stabilité sur tout le continent, et ils ne tarderont pas à réussir. Nous savons que nous devons éduquer et former notre population, et nous allons y veiller. Nous devons résorber notre déficit en matière d'infrastructures.

Les méthodes traditionnelles de lutte contre ce problème ne constituent pas la réponse. Nous cherchons de nouvelles façons de résoudre ce problème. Le Ghana, comme de nombreux pays d'Afrique, est en train de nouer des relations avec la Chine, afin de prendre des dispositions qui peuvent aider à combler une partie de notre déficit en infrastructures. Ce n'est pas un phénomène propre au Ghana ou à l'Afrique. Nous sommes conscients que les pays développés, riches et bien établis effectuent des visites régulières en Chine et cherchent à établir de nouveaux liens économiques et à améliorer ceux qui existent déjà. Nous ne perdons pas non plus de vue la préoccupation quant à la possibilité d'une recolonisation du continent africain par une nouvelle puissance. Nous devons tirer des enseignements de l'histoire. C'est au tournant du XX<sup>e</sup> siècle que les premiers chemins de fer chinois ont été construits par des sociétés occidentales et financés par des prêts occidentaux à une dynastie Qing quasiment en faillite, et c'est dans ces circonstances qu'un certain port stratégique appelé Hong Kong a été loué pour 99 ans. La suite, comme on dit, tout le monde la connaît.

Aujourd'hui, l'ancienne victime de l'impérialisme ferroviaire occidental prête des milliards de dollars à des pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe pour construire non seulement des chemins de fer, mais aussi des autoroutes, des ports, des centrales électriques et d'autres infrastructures et entreprises. Les échos historiques sont certes inquiétants, mais nous devons et pouvons certainement tirer des leçons de l'histoire. Au Ghana, nous devons construire des routes, des ponts, des chemins de fer, des ports, des écoles et des hôpitaux, et nous devons créer des emplois pour occuper nos jeunes. Il est évident pour nous que la trajectoire de développement sur laquelle nous étions depuis des décennies ne nous menait nulle part. Nous en essayons une autre, et nous apprécierions l'appui et la bonne volonté du monde entier, notamment pour aider à réduire l'énorme flux de fonds illicites en provenance de notre continent.

Il est dans l'intérêt de tous que nous, qui comptons parmi les pauvres du monde, passions rapidement de la pauvreté à la prospérité. Au Ghana et, de plus en plus, dans un nombre croissant de régions d'Afrique, nous sommes déterminés à tracer notre propre chemin vers la prospérité et à apporter notre contribution au monde d'une manière qui nous convienne. Nous ne voulons plus être un fardeau pour les autres. Nous assumerons nos propres responsabilités et bâtirons des sociétés et des nations qui seront attrayantes pour nos jeunes. Nous avons le sens de l'entreprise, la créativité, l'innovation et le travail acharné nécessaires pour mener à bien cette transition, d'où notre vision d'un Ghana et d'une Afrique qui n'ont pas besoin d'assistance.

Il est tout aussi important que l'ONU soit réformée afin de pouvoir diriger le monde transformé et en mutation auquel nous aspirons tous. Les nations puissantes doivent être prêtes à s'adapter aux changements pour rendre notre monde meilleur. Après tout, nous habitons tous la même planète et nous avons tous le même devoir de prudence pour assurer sa survie. La Position africaine commune sur la réforme de l'ONU, telle qu'exprimée dans le Consensus d'Ezulwini, demeure la proposition la plus complète pour la réforme de l'ONU, en particulier celle du Conseil de sécurité. Il est temps que la communauté internationale l'approuve afin de créer une Organisation moderne et adaptée aux objectifs de notre époque.

Que Dieu bénisse l'Assemblée et bénisse l'ONU.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Ghana de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie**

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République d'Estonie.

*M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, est escortée dans la salle de l'Assemblée.*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S.E. M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la

République d'Estonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Kaljulaid** (*parle en anglais*) : Il y a 10 jours, j'étais en Ukraine, en train de ramasser des seringues et des bouteilles vides dans un parc, près d'un jardin d'enfants, dans la ville industrielle de Dnipro. C'était à l'occasion de la première Journée mondiale du nettoyage, la plus grande action de la société civile jamais entreprise grâce aux technologies numériques et la volonté de millions de bénévoles. Quinze millions de personnes dans 140 pays, dont de nombreux présidents et premiers ministres, y ont participé et ont décidé de faire quelque chose pour notre planète. Ils réagissaient au tollé des Estoniens qui ont lancé cette action volontaire de nettoyage il y a 10 ans. Il est très facile de parler d'un environnement plus propre ou des changements climatiques, mais si l'on veut vraiment faire avancer les choses, très souvent, il faut tout simplement se lever et le faire soi-même.

C'est aussi, à bien des égards, la raison pour laquelle l'Estonie brigue un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2020-2021, les petits pays n'ayant pas de temps à consacrer aux petits objectifs. Notre objectif, entre autres, est de faire adopter le tout numérique au Conseil de sécurité. En tant que citoyens d'un État entièrement numérisé, les Estoniens comprennent mieux les cyber-risques que la plupart des gens. Nous voulons donner notre point de vue afin d'assurer la sécurité des êtres humains dans ce nouveau monde où les menaces liées à la cybercriminalité sont combinées aux menaces classiques. La vision que nous avons de notre candidature et de l'ONU dans son ensemble repose sur trois mots clefs : empathie, égalité et efficacité.

Premièrement, en ce qui concerne l'empathie, aussi triste que cela puisse paraître, nous devons parler honnêtement de nos préoccupations. L'agression devrait être désignée comme tel, la guerre est la guerre et l'occupation demeure l'occupation. Qu'il s'agisse de l'Afrique ou de l'Europe, je suis toujours profondément touchée par la misère que causent la guerre et les conflits, comme je le suis lorsque je parle avec des femmes et des enfants déplacés dans l'est de l'Ukraine occupée ou avec des personnalités politiques géorgiennes auxquelles on dit qu'à cause de l'occupation, leur pays sera toujours privé de la pleine participation aux instances démocratiques mondiales que nous, qui sommes plus chanceux qu'eux, chérissons. L'Estonie est solidaire de toutes les personnes touchées par les conflits, le terrorisme

et l'extrémisme violent. Nous leur tendons la main au moyen de l'aide humanitaire, d'une assistance pratique et de nos soldats de la paix, de l'Afrique au Moyen-Orient. Nous faisons ce que nous pouvons, mais nous avons l'impression que ce n'est jamais assez.

L'agression militaire en cours dans l'est de l'Ukraine se poursuit au cœur même de l'Europe. La péninsule de Crimée reste occupée, tout comme certaines parties de la Géorgie, et il n'y a pas de solution aux conflits violents et à long terme en Afrique. Il est difficile de tolérer ces situations tragiques. Pourtant, faire la langue de bois pour se sentir mieux n'est pas une solution. Aux personnes en détresse, la reconnaissance de leur véritable situation, parallèlement à l'humble acceptation du fait que nous ne pouvons pas faire mieux que compatir, donne au moins un peu d'espoir – l'espoir qu'un jour les choses pourraient s'améliorer; un espoir qui ne peut se nourrir d'euphémismes qui évitent d'admettre sans détours la réalité.

En juillet, nous sommes tous parvenus à un accord sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, et j'attends avec impatience son adoption à Marrakech en décembre. Mais un accord doit être mis en œuvre. S'il n'est pas mise en œuvre, il est creux, aussi creux que les jours à venir pour ceux qui ne savent pas où ils passeront la nuit ou comment calmer leurs enfants en pleurs, affamés et effrayés. Nous devons nous lever et apporter notre aide.

Il en va de même pour l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Pour relever le défi mondial lié aux changements climatiques qui touchent des milliards de personnes, nous devons mettre en œuvre les engagements que nous avons pris collectivement, car les effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir dans le monde entier, non seulement dans les pays en développement – en particulier dans les petits États insulaires, où les habitations, l'accès à la nourriture et même à l'eau potable sont gravement menacés et où les pays sont obligés de surmonter des obstacles variés et coûteux pour avoir accès aux fonds de secours – mais aussi dans le monde développé où des personnes ont perdu leurs proches, ou dans des foyers en raison des feux de forêt en Europe ou des ouragans en Amérique latine et dans le Pacifique.

Pourtant, nous ne nous attaquons toujours pas aux causes profondes du problème, nous ne rendons pas le monde plus sûr pour nos enfants en appliquant à toute production et utilisation de l'énergie les meilleures normes technologiques adaptées et disponibles,

tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Nous ne devons également jamais oublier de simples gestes, éteindre la lumière lorsque nous quittons une pièce ou installer un climatiseur qui s'arrête automatiquement lorsque nous ouvrons la porte – agissons selon nos moyens lorsque nous ne pouvons pas encore le faire au niveau mondial.

Nous sommes tous égaux dans cette salle, non seulement parce que nous l'avons déclaré dans la Charte des Nations Unies, mais aussi parce que les défis auxquels nous sommes maintenant confrontés vont affecter chacun d'entre nous. L'égalité face aux défis mondiaux n'est que la loi de la nature, qui est beaucoup plus forte que notre droit international ne pourrait jamais être. Pourtant, l'espace juridique international est important, car les solutions communes exigent le respect de tous et de chacun.

Nous voyons des solutions dans la pensée libérale, mais le progrès n'est pas possible par la polarisation, la fragmentation ou le tribalisme. Le progrès est le fruit du débat et de la recherche de solutions communes. L'égalité souveraine – la notion que tous les États souverains sont égaux – est un principe fondamental des relations et du droit internationaux. Le rôle de l'ONU est d'assurer cette égalité, en tant que gardien du système mondial fondé sur des règles. Nous dépendons les uns des autres, que cela nous plaise ou non.

Et très souvent, ce ne sont pas les organisations internationales ou l'État qui font avancer les choses, mais les militants de base et les organisations non gouvernementales qui ont une vision et un sens des responsabilités. Une approche volontaire fondée sur des principes peut déplacer des montagnes d'inefficacité, de mauvaise gouvernance, de négligence et d'absence d'idées. Elle peut guider et favoriser l'élaboration de politiques, mais pas la remplacer.

Des mouvements féministes récents comme *HeForShe* ont beaucoup progressé dans la lutte contre la violence sexiste et sexuelle. L'égalité des sexes est au cœur même des droits de l'homme. Dans cet esprit, l'Estonie travaille activement au sein de la Commission de la condition de la femme. J'ai accepté avec joie et humilité l'invitation du Secrétaire général António Guterres à coprésider le Groupe de pilotage de haut niveau de l'initiative Chaque femme, Chaque enfant pendant les deux prochaines années. Au cours de mon mandat, j'ai l'intention de faire connaître les efforts héroïques que les gens déploient à l'échelle mondiale, souvent sans aucun soutien institutionnel. Je souhaite montrer

le nombre d'idées intéressantes qui existent dans le monde – des solutions qui ont déjà été trouvées et mises en pratique, mais seulement à petite échelle, qui aident quelqu'un, quelque part, et qui attendent d'être exposées et améliorées afin d'aider autant de personnes que possible dans le monde. J'espère faire connaître davantage, mais aussi diffuser les pratiques exemplaires, ce qui revient souvent au même. C'est ainsi que je peux agir en tant qu'individu.

En termes d'efficacité, mon troisième mot clef, rien n'est plus important qu'un multilatéralisme réellement efficace. En raison de son caractère inclusif, l'Organisation jouit d'une grande légitimité et, en raison de ses normes élevées, elle est une force morale. Les intérêts nationaux doivent être mesurés à l'aune du droit international. Ceux qui ne sont pas si puissants, les petits États, le comprennent bien.

En ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité, il nous faut plus de flexibilité pour atteindre un consensus. Les peuples et les États, grands et petits, doivent avoir le sentiment que le Conseil de sécurité agit au mieux de leurs intérêts. Trop souvent, le Conseil est victime de ses divergences internes et de procédures maladroites. Cependant, il ne doit pas être rendu impuissant, en particulier lorsque des atrocités de masse sont commises.

Nous avons, de concert avec le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence (Groupe ACT), demandé que les membres du Conseil de sécurité assument leurs responsabilités et soient plus comptables de leurs actes s'ils s'opposent à une action contre les violations du droit international humanitaire. Que 117 États aient déjà signé le code de conduite du Groupe ACT est significatif. En outre, nous appuyons sans réserve la proposition du Président français Emmanuel Macron, avec le Mexique, les Pays-Bas et d'autres États, que face aux grandes souffrances humaines, les membres permanents s'abstiennent volontairement de recourir à leur veto.

De plus, sur le plan de l'efficacité, les technologies de l'information et des communications peuvent révolutionner l'entrepreneuriat, l'éducation, l'emploi en général et même les soins de santé. Les services numériques en ligne assurent la croissance économique, éliminent les barrières inutiles entre les citoyens et l'État, ainsi qu'entre les entreprises et les secteurs, et transcendent les limites géographiques. L'Estonie a partagé ses connaissances avec de nombreux pays du monde et continuera de le faire, en coopération avec le

Programme des Nations Unies pour le développement, l'Union africaine et tous ceux qui s'y intéressent et le souhaitent.

Les nouvelles technologies doivent toujours être considérées comme des catalyseurs. Elles créent l'égalité des chances si elles sont soutenues par des politiques appropriées. Les risques qui y sont liés ne doivent pas être passés sous silence, d'autant plus qu'ils ne remplacent pas la plupart des risques classiques, mais au contraire les renforcent. Toutefois, un espace juridique international bien défini devrait permettre de répondre aux besoins de l'humanité et d'éviter des scénarios dignes de l'Armageddon.

Aucune nouvelle technologie ne peut prospérer dans un monde divisé. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin du libre-échange à l'échelle mondiale comme facteur essentiel de développement et de croissance à long terme. L'Estonie, en tant que petit pays tributaire des exportations, plaide en faveur du libre-échange, notamment en améliorant l'accès des pays en développement aux marchés et les conditions commerciales des investissements. Le commerce et l'économie sont étroitement liés à la sécurité, comme l'histoire l'a si souvent montré.

Nous devons protéger ce que le monde développé a réalisé, ce que représente l'Organisation mondiale du commerce et ce que les régions et les organes en devenir ont entrepris de réaliser - par exemple, le libre-échange et l'emploi en Afrique grâce à l'espace juridique défini par l'Union africaine. Nous leur souhaitons un succès rapide et nous les soutenons dans leurs efforts, le cas échéant, en partageant notre propre expérience en ce qui concerne le passage direct aux technologies numériques.

L'empathie commence par soi-même. Si nous voulons nous soucier des autres, nous devons nous soucier de nous-mêmes, des gens et de l'environnement autour de nous. Étant connectés et plus interdépendants que jamais, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'être égocentriques et ignorants. Nous avons tous besoin de garder l'intérêt général à l'esprit. L'empathie peut facilement se traduire par l'efficacité si nous voulons vraiment faire avancer les choses. Les mots sont importants, mais ils ne suffisent pas s'ils ne sont pas suivis d'actions concrètes.

Les guerres et les conflits continuent, le réchauffement de la planète s'accélère et les montagnes et les tas de débris qui nous entourent ne cessent d'augmenter. Nous avons la responsabilité commune de prendre les

devants pour prévenir et relever les défis de notre temps. Lorsque nous nous sentons impuissants, quelques fois il est préférable de poser le petit geste dont nous sommes capables. En général, si nous y mettons tous un peu de notre, les choses ne peuvent que s'améliorer. Notre planète ne peut plus se permettre de subir du parasitisme, des lamentations, et des aveux « d'impuissance »; de subir notre inaction; ou de payer le prix pour notre confort actuel – alors levons-nous et agissons.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République d'Estonie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée.*

#### **Allocution du général Michel Aoun, Président de la République libanaise**

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République libanaise.

*Le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée.*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Aoun** (*parle en arabe*) : Je voudrais, en premier lieu, féliciter M<sup>me</sup> Espinosa Garcés pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session et lui souhaiter plein succès dans cette mission. Je tiens également à remercier S.E. M. Miroslav Lajčák pour les efforts déployés à la présidence de l'Assemblée générale à sa session précédente, et à féliciter le Secrétaire général pour ses efforts, notamment son projet de réforme à la tête de l'ONU.

Le thème que la Présidente du débat général a proposé, « Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées au service de sociétés pacifiques, équitables et durables », est une proposition louable car elle prouve que l'Organisation des Nations Unies est aujourd'hui consciente de la nécessité d'améliorer réellement le rôle qu'on attend d'elle. Conformément à ses buts et principes fondateurs, l'ONU se doit d'être la conscience mondiale

qui préserve l'équilibre, interdit les violations, applique la justice et préserve la paix. Toutefois, nous avons vu qu'à de nombreuses reprises, le Conseil de sécurité a été incapable d'adopter des résolutions équitables et parfois cruciales pour un peuple donné, à cause du droit de veto. Certains États refusent d'appliquer des résolutions qui ne leur conviennent pas, faisant fi de leur caractère obligatoire et imminent. Ci-après, quelques exemples qui illustrent la souffrance subie par notre région.

La résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, qui a demandé à Israël à retirer sans délai ses forces de tout le territoire libanais, ne fut mis en œuvre que 22 ans plus tard sous la pression de la résistance du peuple libanais. La résolution 181 (II) de l'Assemblée générale de 1947, concernant la partition de la Palestine, a été considérée comme ayant un caractère contraignant bien que ne l'ayant pas, et elle a été appliquée immédiatement. Dans le même temps, la résolution 194 (III) de 1948, qui prévoyait le retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie dès que possible, n'est toujours pas appliquée 70 ans après son adoption. De toute évidence, le droit de veto existe pour de nombreuses raisons, mais son utilisation a nui à de nombreux États et peuples, en particulier dans notre région, et les a privés de leurs droits légitimes.

Par conséquent, si l'ONU veut être un chef de file mondial pertinent pour tous, elle doit être réformée de manière à tenir compte de la nécessité de l'élargissement du Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses Membres. Elle doit également travailler de manière plus transparente, démocratique et équilibrée. En outre, il importe que l'Assemblée générale reflète plus étroitement l'orientation réelle de la communauté internationale.

Les Nations Unies sont également appelées à renforcer les droits de l'homme dans le monde entier. Le Liban, qui a grandement contribué à la Déclaration universelle des droits de l'homme, exprime son attachement à la Déclaration dans le préambule de sa Constitution. Nous mettons l'accent sur la liberté de l'individu dans la société et soulignons que toute violation des droits de l'homme dans n'importe quel pays peut entraîner des conflits à l'avenir.

À cet égard, nous tenons à dire que le Liban accomplit des progrès réguliers en ce qui concerne la promotion des droits de l'homme aux niveaux législatif et exécutif. Le Parlement libanais a adopté une loi portant création d'un comité national des droits de l'homme, qui prévoit la création d'un comité chargé

d'enquêter sur les allégations de torture et de mauvais traitements. Dans ce contexte, nous mettons la touche finale à un plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, qui demande aux États Membres de mettre en place des plans d'action pour permettre aux femmes de participer à la prise de décisions, aux négociations et aux efforts visant à régler les conflits. Le plan d'action libanais garantit la participation des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux et permet de renforcer leur rôle dans la prévention des conflits, tout en promulguant des lois visant à prévenir la discrimination à leur égard et à les protéger contre la violence et l'exploitation.

Au Liban, nous essayons d'atténuer les effets des conflits consécutifs autour de nous. Au niveau sécuritaire, le Liban a réussi à renforcer sa sécurité et sa stabilité, après avoir vaincu les groupes terroristes dans les zones rurales de l'est et du nord du pays et démantelé leurs cellules dormantes.

Au niveau politique, le Liban a organisé des élections parlementaires conformément à une loi basée sur la proportionnelle pour la première fois de son histoire. Ce scrutin a permis une représentation plus juste de toutes les composantes de la société libanaise. Aujourd'hui, le Liban est en voie de former un gouvernement qui reflète les résultats de ces élections.

Au niveau économique, les grandes lignes d'un plan de redressement ont été tracées. Ce plan prend en considération les décisions de la Conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises afin de stimuler les secteurs productifs, de moderniser les infrastructures et de combler le fossé entre les recettes et les dépenses du budget.

Cependant, le Liban continue de subir les conséquences des événements en Syrie. Depuis le début de la guerre dans ce pays, les vagues de réfugiés fuyant l'enfer de la guerre ont commencé à affluer vers le Liban, qui a fait de son mieux pour leur garantir une vie décente. Toutefois, leur nombre augmente et cela affecte les communautés libanaises, et ce à plusieurs niveaux : sécuritaire avec l'augmentation du taux de criminalité de plus de 30 %; économique avec l'augmentation du chômage à 21 %; et démographique avec l'augmentation de la densité de population, qui est passée de 400 à 600 habitants au kilomètre carré. Ajoutons à cela, la limite de nos capacités et la rareté des aides internationales qui font que le Liban est dans l'incapacité de continuer à porter ce fardeau, d'autant plus que la majorité du territoire syrien est désormais sécurisé.

Pour cette raison, dans mon discours de l'année dernière à cette même tribune (voir A/72/PV.11), j'ai parlé de retour sécurisé. À l'époque, j'ai fait la différence entre ce type de retour et le retour volontaire. À l'exception d'une petite minorité, les Syriens qui ont afflué au Liban ne sont pas des réfugiés politiques. La majorité d'entre eux s'est rendue au Liban à cause de la situation sécuritaire ou pour des raisons économiques.

J'ai ici une carte émise en 2014 par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui montre la progression du nombre de déplacés syriens inscrits de 25 000 en 2012 à plus d'un million en 2014 – en à peine deux ans – ainsi que leur répartition sur le territoire libanais. Ce document illustre parfaitement mes propos. Dans ce contexte, je note que les Nations Unies ont arrêté de dénombrer les déplacés syriens en 2014. La Sûreté générale libanaise a toutefois poursuivi ses recensements qui montrent que leur nombre a dépassé 1,5 million de déplacés.

À la lumière de tout cela, je confirme à nouveau la position de mon pays en faveur du renforcement du droit à un retour digne, sécurisé et permanent des Syriens déplacés à leur terre, sans plus tarder. Leur retour ne doit pas être lié à un règlement politique, car personne ne sait quand cela se fera. Nous refusons et rejetons tout projet de nationalisation des déplacés ou des réfugiés. Ainsi, nous accueillons favorablement toute initiative – à l'instar de l'initiative russe – qui vise à régler la question du déplacement.

L'histoire nous a appris que l'injustice mène à la guerre, et que l'absence de justice et l'application d'une politique de deux poids, deux mesures alimentent le ressentiment, qui provoque l'extrémisme, la violence et le terrorisme. Malheureusement, les approches politiques internationales envers la région du Moyen-Orient manquent toujours de justice et affirment une chose et son contraire. La cause palestinienne illustre parfaitement cette situation, car l'impunité qui l'entoure a provoqué de nombreuses guerres au Moyen-Orient et engendré une résistance qui ne cessera pas tant que ne sera pas éliminée l'iniquité et tant que la justice ne régnera pas.

Récemment, la communauté internationale a voté au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale contre la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël. Malgré les résultats des deux votes qui reflètent la volonté de la communauté internationale, certaines ambassades ont déménagé à Jérusalem. Une loi définissant Israël comme l'État-nation juif a été adoptée. Cette

loi injuste est basée sur le refus d'autrui et sape clairement toute tentative de paix et de projet reconnaissant deux États.

Par ailleurs, il a été décidé de couper les aides à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dont le but est de répondre aux besoins des Palestiniens et de les protéger jusqu'à ce que soit trouvée une solution à leurs souffrances. Est-ce que les souffrances des réfugiés palestiniens sont terminées pour que le rôle de l'UNRWA le soit aussi? L'objectif est-il de les dépouiller de leur statut de réfugiés et de les intégrer dans leur pays d'accueil afin d'éliminer l'identité palestinienne et les contraindre à se naturaliser?

Les Palestiniens sont un peuple qui s'est retrouvé sans identité ou sans patrie du jour au lendemain par le fait d'une décision prise par ceux-là mêmes qui sont censés défendre les États faibles. Que chacun d'entre nous imagine un instant qu'une telle résolution internationale le spolie de sa terre et de son identité, et tandis qu'il tente de résister, des coups lui sont assésés pour le faire lâcher prise. Telle est aujourd'hui la situation du peuple palestinien, un peuple disséminé aux quatre coins du monde. Peut-on l'accepter pour nous-mêmes et nos peuples? La conscience mondiale peut-elle l'accepter? Est-ce que les chartes et pactes internationaux le stipulent? Qui peut garantir que les petits peuples, comme le peuple libanais, n'auront pas à subir un tel destin?

Et pendant ce temps, les violations israéliennes de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, qui dépassent le nombre de 100, se poursuivent au sol, par mer et par air, bien que le Liban respecte entièrement cette résolution.

Notre monde souffre aujourd'hui d'une crise d'extrémisme et de fanatisme qui se reflète dans le refus de la différence d'autrui, de sa culture, sa religion, sa couleur et sa civilisation, voire le refus de son existence même. Il est probable que cette crise s'exacerbe. Aucun pays n'est à l'abri des effets dévastateurs de cette crise sur les sociétés et les États qu'elle pousse à l'implosion.

L'ONU et avant elle, la Société des Nations, se sont trouvées impuissantes à interdire les guerres, instaurer la paix et faire régner le droit, notamment dans notre région. L'une des causes les plus importantes étant le manque d'une culture de la paix basée sur la connaissance de l'Autre avec ses différences et l'application de la coexistence. Aujourd'hui, il est urgent d'établir un

dialogue inter-religieux, interculturel et interracial et de créer des institutions internationales spécialisées dans la diffusion de la culture du dialogue et de la paix.

De par sa société plurielle où coexistent chrétiens et musulmans se partageant le pouvoir et l'administration, de par l'expertise acquise par ses ressortissants disséminés à travers le monde, de par la succession de civilisations et de cultures sur son sol au fil des siècles, le Liban est un exemple unique, habilité à créer une académie internationale chargée de promouvoir de telles valeurs : « L'Académie de rencontre et de dialogue entre les hommes ». À partir de cette même tribune, j'ai lancé l'année dernière une initiative visant à faire du Liban un centre mondial de dialogue inter-religieux, interculturel et interracial. Aujourd'hui, nous aspirons à ce que cette initiative soit consolidée par la ratification d'une convention multilatérale afin d'instaurer cette académie au Liban et d'en faire un projet international de rencontre et de dialogue permanent et de promotion de l'esprit de coexistence, en concordance avec les objectifs de l'ONU et la déontologie de la diplomatie préventive pour éviter les conflits.

L'Homme est l'ennemi de ce qu'il ignore et de ceux qu'il méconnaît. Le chemin du salut réside dans la rencontre, le dialogue, le rejet du discours violent et l'application de la justice entre les peuples, qui seule rend à nos sociétés la stabilité et la sécurité et réalise le développement durable qui reste l'objectif principal.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République libanaise de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*Le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie**

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Croatie.

*Mme Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente

de la République de Croatie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Grabar-Kitarović** (*parle en anglais*) : Nous vivons à une époque de grandes possibilités et de graves défis. Nous sommes plus interconnectés que jamais, mais le monde reste divisé à bien des égards. Les progrès technologiques ont permis à notre monde de devenir un véritable village planétaire. Nos citoyens sont devenus des citoyens du monde et sont bien informés et fortement motivés par l'évolution de la situation dans le monde. Ils comptent sur un leadership mondial en ces temps de changements rapides et de grande complexité et attendent de nous tous que nous soyons une source d'inspiration.

Qu'est-ce que les peuples recherchent aujourd'hui? Qu'attendent-ils d'un dirigeant? Des discours éloquentes? Ceux-ci n'ont plus vraiment d'importance. Des exploits? Oui, en effet, mais ce qu'ils attendent de nous, ce sont surtout des gestes tout simples qui nous rassemblent et qui témoignent de notre compassion et de notre respect les uns pour les autres. Ils attendent de nous intégrité et inspiration.

Cet été, le football – fait pour le moins inattendu – a suscité une réaction mondiale qui nous a unis momentanément dans nos aspirations communes à l'excellence. Après le succès de l'équipe nationale croate, j'ai reçu de nombreux lettres et messages de félicitations de tous les coins du monde – de la Chine, de l'Australie, de l'Arabie saoudite, de la France, de Trinité-et-Tobago et du Népal. Je remercie tous ceux qui nous ont adressé ces paroles aimables. Vishal Bagale, de l'Inde, a aimablement déclaré : « L'équipe croate a vraiment bien joué. Elle a conquis nos cœurs ». Shabbir Allam a écrit en croate « *Svi kao jedno* » – « Nous sommes tous comme une seule personne ». Gilberto Castillo, de la Colombie, a souligné que la finale était

(*l'oratrice poursuit en espagnol*)

« bien méritée pour un pays qui s'est surpassé et est devenu un grand exemple, après les situations historiques difficiles qu'il a connues. C'est vraiment un exemple à suivre. »

(*l'oratrice reprend en anglais*)

Opshori Nondona, une jeune fille de 14 ans originaire de Dhaka, au Bangladesh, a été particulièrement persistante pour faire passer son message. Elle a écrit :

« Cette année, le monde entier a rendu hommage à un petit pays magnifique – la Croatie – grâce

à la puissance du football. Maintenant, le monde sait quelle peut être la puissance d'un beau petit pays. »

Ces messages ne sont qu'une petite partie de nombreux que nous avons reçus. Le point commun de la plupart de ces messages, qui ressort de chacun d'entre eux, c'est que la Croatie – qui n'est pas un grand pays par la taille de son territoire, par sa population ou même par ses moyens économiques – est devenue une métaphore, pour tous ceux qui nous ont félicités, de ce qu'un pays peut faire pour inspirer les autres et pour se hisser au sommet du monde, en conquérant le cœur des populations du monde entier et en suscitant un enthousiasme que leur pays peut faire de même.

« La valeur d'un pays ne se mesure pas à sa taille », a souligné le Français Bernard Stem. En effet, on n'a pas besoin d'être grand physiquement pour exceller; il faut du courage et de la persévérance. Par-dessus tout, il faut avoir une vision commune et œuvrer de concert pour la concrétiser. Ce n'est pas la taille du territoire qui compte, mais la taille et la qualité des idées. La grandeur ne se mesure pas seulement en termes de volume, mais aussi et surtout en termes de détermination à atteindre un objectif. Les joueurs croates ont sans doute individuellement fait preuve d'une grande habileté et d'une bonne technique sur le terrain, mais ce qui explique leur victoire, c'est qu'ils ont joué ensemble en tant qu'équipe.

L'ONU est un lieu où nous devons faire montre de notre volonté d'agir ensemble et de jouer en équipe. Nos adversaires sont nombreux : la pauvreté, la faim, le terrorisme et l'extrémisme, l'instabilité, le manque d'instruction, l'inégalité entre les sexes et l'exclusion des femmes dans de nombreuses sociétés, les risques auxquels l'environnement est confronté, les menaces qui pèsent sur la sécurité et le mépris de la dignité humaine. Nous, les dirigeants, devons comprendre que nous sommes une équipe qui doit travailler ensemble pour tirer parti de nos forces et remédier à nos faiblesses afin de faire de notre monde un monde meilleur et d'être une source d'inspiration pour l'excellence à l'échelle mondiale. Nous devons jouer un rôle de premier plan non seulement pour gérer les crises et régler les problèmes, mais aussi pour répandre l'espoir et l'optimisme. Nous devons manifester notre humanité, notre solidarité et notre compassion et, ce faisant, nous devons avant tout nous respecter les uns les autres. Le respect, voilà l'atout le plus précieux dont nous disposons dans nos relations interpersonnelles et internationales.

En tant qu'États Membres de l'ONU, il nous incombe de préserver la pertinence, l'efficacité et l'efficience de l'Organisation et d'être à la hauteur de tous les défis auxquels nous pouvons être confrontés. Toutefois, il ne suffit pas de renforcer la prise de conscience des problèmes les plus pressants. Nous devons également promouvoir l'adoption des instruments et cadres nécessaires pour y remédier et, surtout, veiller à leur mise en œuvre. À défaut, cette tribune se bornera à être une scène mondiale au service de ses propres intérêts, théâtre de paroles creuses et d'inaction.

Au fil des ans, nous avons souvent appris à nos dépens que les gouvernements, tout comme les organisations internationales, ont leurs limites. Cela nous a également enseigné la valeur et l'importance de l'inclusivité, et le rôle important que le secteur privé, le milieu universitaire, la société civile et les personnalités d'exception peuvent jouer dans de nombreux domaines différents. La Croatie compte beaucoup de Luka Modrić, et pas uniquement dans le sport. Nos citoyens excellent dans tant de domaines. Marin Soljačić, véritable Nikola Tesla des temps modernes, est en train de mettre au point un transfert d'énergie sans fil; Iva Tolić mène des travaux révolutionnaires en biologie cellulaire et moléculaire, Ivan Mrvoš est créateur de mobilier urbain intelligent pour les villes du futur et Mate Rimac construit des voitures électriques, pour ne citer que quelques exemples parmi tant d'autres.

Repoussons donc les limites formelles de nos organisations. Célébrons l'abondance des talents qui nous entourent. Faisons en sorte que la science et l'innovation soient une source d'inspiration, de même que nos brillants concitoyens à l'intérieur de nos frontières et notre diaspora travailleuse et bien établie partout dans le monde. Faisons en sorte que notre action dévouée et inlassable à l'ONU soit une source d'inspiration. Des actes, et non des paroles; l'inclusion, et non l'exclusion ou l'isolement; l'autonomisation et la motivation sont les clefs du succès.

Nous sommes un village planétaire, mais la plupart du temps, nous avons tendance à laisser passer les occasions d'intégrer le programme mondial dans nos foyers, dans nos communautés et dans nos familles. Nous oublions également d'inclure nos foyers, nos communautés et nos familles dans ce programme mondial. Ce sont les immenses tragédies provoquées par des catastrophes, des crises mondiales, des guerres ou les changements climatiques qui nous rappellent ce qui est en jeu pour nous tous. Dans le monde d'aujourd'hui,

cette approche, incarnée par le multilatéralisme, subit des pressions de plus en plus fortes. C'est d'autant plus préoccupant qu'aucun État ne pourra répondre seul ou individuellement aux questions les plus importantes pour l'humanité. Le multilatéralisme est indispensable, mais je suis d'accord avec ceux qui appellent à apporter des changements dans le système multilatéral : nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons repenser des mécanismes et instruments vieux de plusieurs décennies afin de les adapter à l'époque moderne et aux besoins contemporains.

Puisque nous célébrons cette année deux anniversaires très importants – les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les 25 ans de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne – le moment est bien choisi pour rappeler que le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit a toujours été une condition préalable à une stabilité, une paix et un développement de long terme. Nous ne devons pas non plus oublier le soixante-dixième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Nous devons tirer les enseignements des tragédies de Srebrenica et du Rwanda – que le grand Secrétaire général Kofi Annan, à qui je rends aujourd'hui un hommage particulier, avait qualifiées de honte pour l'ONU. N'oublions jamais ces heures sombres.

Cette année, la Croatie célèbre le cinquième anniversaire de son adhésion à l'Union européenne (UE). La Croatie est un exemple éloquent du pouvoir de transformation que recèle l'entrée dans l'UE, et des avantages qu'apporte l'accession à un espace où la paix, la liberté, la dignité humaine et la prospérité sont la norme, et non de simples idéaux. C'est pour ces raisons notamment que la Croatie appuie avec force la poursuite de l'élargissement de l'UE à nos voisins du sud-est. Il est bien entendu indispensable de résoudre toutes les questions en suspens que la guerre a laissées, tout en s'engageant de manière constructive dans une coopération régionale et en établissant des relations de bon voisinage. Dans ce cadre, nous continuerons d'accorder une attention particulière aux questions touchant aux droits des minorités, aux personnes disparues, à la compétence en matière de crimes de guerre, aux victimes de guerre et aux poursuites nationales contre les crimes de guerre.

Des relations de bon voisinage mutuellement bénéfiques dépendent dans une large mesure des déclarations qui sont faites de l'autre côté des frontières. En effet, il est très facile d'opter pour une rhétorique

incendiaire et révisionniste en fonction des circonstances politiques nationales, mais réparer les dommages causés prend beaucoup, beaucoup plus de temps. En Bosnie-Herzégovine, notre voisin le plus proche et un pays extrêmement important pour la Croatie, nous décelons un risque d'incertitude juridique et d'instabilité politique et institutionnelle dans le sillage des élections prévues en octobre prochain, car le cadre électoral n'a pas été amendé pour respecter pleinement les droits et l'égalité des Bosniaques, des Croates et des Serbes, les trois peuples constitutifs de la Bosnie-Herzégovine, conformément à la décision de la Cour constitutionnelle concernant la représentation légitime et proportionnelle des peuples constitutifs à tous les niveaux du Gouvernement, y compris la présidence. Et bien qu'il appartienne aux deux parties concernées d'arrêter les modalités du dialogue Belgrade-Pristina, nous devons être extrêmement prudents face aux propositions susceptibles d'avoir des implications régionales, notamment s'agissant d'idées relatives à des échanges de territoire. À défaut, nous risquerions d'ouvrir une nouvelle boîte de Pandore potentiellement composée de nouvelles revendications territoriales, ce qui pourrait donner lieu à une grave instabilité et à des menaces sécuritaires.

Certains faits nouveaux donnent néanmoins matière à optimisme, et ont également attesté d'un leadership courageux dans notre propre région du sud-est de l'Europe. Nous nous félicitons vivement de la signature de l'accord mettant fin au différend toponymique qui opposait Skopje et Athènes, et nous espérons que le référendum qui aura lieu dimanche insufflera un élan crucial pour permettre au pays de poursuivre son intégration à l'Europe.

En adoptant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que l'Accord de Paris sur les changements climatiques, un accord historique, et le Programme d'action d'Addis-Abeba, nous avons envoyé un message fort : il est possible d'espérer un avenir meilleur. Toutefois, si nous voulons que nos efforts soient couronnés de succès, nous devons mobiliser la coopération de tous les partenaires. C'est ainsi que nous pourrions réaliser le progrès social, protéger l'environnement, créer une croissance économique et construire un monde plus juste, plus stable et plus pacifique. Le phénomène des changements climatiques incontrôlés est l'une des menaces les plus graves dont nous sommes régulièrement témoins – des vagues de chaleur aux incendies de forêt, qui ne se limitent plus à la Californie ou à la Méditerranée, mais que l'on voit désormais aussi dans des endroits comme la Scandinavie, en passant par

les typhons historiques qui ont frappé le Japon ou les Philippines et la fonte des calottes glaciaires aux pôles de la planète.

Aucun pays ne peut se mettre à l'abri des effets négatifs des changements climatiques, et la Croatie ne fait pas exception. Pour la Croatie qui compte plus de 1 000 îles, îlots et récifs, et est dotée d'une riche histoire fondée sur son patrimoine méditerranéen, la mise en œuvre des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est aujourd'hui d'une importance capitale pour son avenir. Dans le monde entier, y compris en Croatie, nous constatons une hausse de la température des mers et des changements des écosystèmes irréversibles et sans précédent. Dans la magnifique mer Adriatique qui baigne la Croatie, l'une des plus propres au monde, nous avons déjà enregistré plus de 20 nouvelles espèces de poissons tropicaux, dont certaines sont extrêmement invasives et qui pourraient modifier de manière irréversible l'équilibre écologique. Nous pourrions bientôt être exposés au danger de l'élévation du niveau de la mer, qui est déjà une question existentielle pour de nombreuses petites îles dans le monde. On estime que le niveau de la mer Adriatique augmentera de près d'un demi-mètre d'ici à l'an 2100, submergeant ainsi certains lieux et trésors du patrimoine mondial, tels que Split, Trogir et Dubrovnik. Voilà pourquoi la lutte contre les changements climatiques n'est pas quelque chose d'abstrait. Il s'agit d'un sujet des plus sérieux qui exige notre attention constante et entière.

L'un des défis les plus importants en matière d'action climatique et de développement durable pour la Croatie a trait à la nécessité d'inverser les tendances démographiques sur nos îles, qui sont en train de devenir des lieux où les écoles n'ont pas d'enfants et où les églises voient davantage d'enterrements que de baptêmes et de mariages. Et pourtant, nous retrouvons les problèmes auxquels sont confrontées un grand nombre de ces îles dans de nombreuses parties du monde. Nous devons améliorer les transports et les liaisons abordables entre les îles et le continent. Nous devons régler les problèmes d'approvisionnement en eau et fournir de l'eau potable et des services d'assainissement. Nous devons investir dans l'éducation, la technologie, la science et l'innovation afin que les sociétés et les familles puissent de nouveau prospérer sur les îles.

Une solution pourrait résider dans la croissance bleue, une stratégie à long terme qui vise à soutenir la croissance durable dans les secteurs marin et maritime

de manière générale. Les mers sont des moteurs de l'économie, qui présentent un grand potentiel d'innovation et de croissance, et devraient croître deux fois plus rapidement que l'économie principale d'ici à 2030. Cette croissance est particulièrement la bienvenue dans un certain nombre de domaines, tels que le tourisme côtier viable, de nouvelles prestations de santé, une meilleure desserte des îles, une croissance et des emplois bleus durables, les technologies marines, les énergies renouvelables, la gestion des menaces écologiques maritimes et la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, mais aussi l'amélioration de la sûreté et de la sécurité s'agissant du trafic maritime et de la pollution maritime transfrontière.

L'une des questions sur lesquelles je voudrais particulièrement insister aujourd'hui est le problème de plus en plus inquiétant des déchets marins, un problème qui menace la vie marine dans tous les océans du monde et concerne plus de 600 espèces marines. Les zones côtières de la Croatie sont gravement touchées par une mauvaise gestion des déchets chez nos voisins du sud de l'Adriatique. Nous devons nous atteler de toute urgence au problème croissant de la pollution des mers et des océans par les plastiques, si nous voulons laisser aux générations futures un monde viable. Les débris plastiques – et, chaque année, environ 8 millions de tonnes finissent dans nos océans et nos mers – sont particulièrement inquiétants, parce qu'ils sont résistants à la dégradation environnementale. La pollution par les plastiques non seulement nuit à la vie marine, mais elle introduit également des polluants toxiques dans la chaîne alimentaire, qui nous touche nous, êtres humains tout en haut de cette chaîne. Nous pouvons commencer à résoudre ce problème en formant et en associant tout un chacun à une conversation pour repenser la question du plastique, en remettant en cause la perception de la société selon laquelle cette substance indestructible peut être traitée comme une substance jetable.

À cet égard, une attention particulière devrait être accordée au projet Ocean Cleanup, qui a conçu et mis au point la première méthode réalisable pour débarasser les océans des plastiques. Sa première mission, qui vise à éliminer 50 % de ce que l'on appelle la plaque de déchets du Pacifique Nord en seulement cinq ans, a commencé il y a quelques semaines. Les médias l'appellent Pac-Man en référence à l'un des premiers jeux vidéo populaires. Boyan Slat, le jeune homme derrière l'invention, est un brillant scientifique d'origine croate, vivant aux Pays-Bas, et il mérite pleinement d'être reconnu ici aujourd'hui, sous le logo des Nations Unies,

où sont clairement représentés nos océans. Mon pays se prépare déjà activement à honorer ses obligations au titre de l'Accord de Paris.

Cette année a été une année de réformes de l'ONU à plus d'un titre – non seulement grâce aux résultats obtenus dans les secteurs essentiels de la paix et de la sécurité, du développement et de la gestion de l'ONU, mais aussi en raison du caractère transformateur de nos efforts mutuels pour adapter l'Organisation au XXI<sup>e</sup> siècle. Le monde a profondément changé depuis 1945 et la naissance de l'ONU. Dans nos réformes, il est indispensable de trouver le juste équilibre entre le maintien du cadre fondamental reposant sur la Charte des Nations Unies et la souplesse qu'exigent nos nouvelles réalités et nos besoins actuels. Dans la conduite des réformes de l'ONU, nous ne devons pas perdre de vue le Programme 2030. Nous avons besoin d'une ONU qui puisse faire face aux changements constants et aux défis croissants qui se posent à l'échelle internationale, que ce soit dans le domaine de la sécurité régionale, de la gestion des conflits, des menaces qui pèsent sur l'environnement, des droits de l'homme ou des technologies de pointe qui transforment fondamentalement le monde du travail ou encore le désarmement.

Je saisis également cette occasion pour féliciter le Secrétaire général et son équipe des efforts inlassables qu'ils déploient pour mener à bien les réformes. Nous avons encore du pain sur la planche, mais nous devons déjà être satisfaits des résultats obtenus et des tendances mises en place cette année. Si nous voulons aller de l'avant et ne laisser personne de côté, si nous voulons vraiment rendre l'ONU plus pertinente et, ce faisant, plus efficace, nous devons également prendre conscience du fait que l'Organisation est et doit être bien plus que simplement New York, Genève, Vienne, Nairobi ou tout autre lieu où se déroule une conférence. Le multilatéralisme commence chez nous et dans nos esprits. Ce ne peut pas être un événement annuel. Ce doit être notre quotidien, une façon d'opérer dans le monde. Tout ce que nous voulons réaliser dans le monde, tout ce dont nous avons convenu à ce jour sous ce dôme sera plus facile à accomplir avec la compréhension et l'appui de nos citoyens.

Afin de faire face à toutes les épreuves et à tous les adversaires que j'ai mentionnés dans mon allocution – à la fois dans celle que j'ai prononcée et dans la version écrite plus complète qui a été distribuée –, nous devons montrer notre détermination à prendre le risque de la prise de décisions. Nous devons être ouverts à de

nouvelles idées et nous devons montrer nos émotions et faire preuve d'empathie et surtout d'enthousiasme. L'enthousiasme est contagieux. Comme l'a dit Nelson Mandela – Madiba – dont nous avons célébré le centième anniversaire il y a deux jours, « Cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait ».

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Croatie de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*Mme Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen**

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Yémen.

*M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président du Yémen, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Mansour** (*parle en arabe*) : Au nom du Gouvernement et du peuple de la République du Yémen, je tiens à féliciter M<sup>me</sup> Espinosa Garcés, et la République amie de l'Équateur, de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa présente session, et à lui souhaiter plein succès. Je remercie également son prédécesseur de sa remarquable présidence de la session précédente. Je remercie le Secrétaire général de son action sincère et exceptionnelle, en particulier de ses tentatives de promouvoir la paix dans mon pays, le Yémen, ainsi que son Envoyé spécial pour le Yémen, M. Martin Griffiths, dont nous appuyons les efforts constants.

C'est la quatrième fois depuis 2015 que je prends la parole depuis cette tribune de l'Assemblée. Nous sommes toujours en proie à une guerre imposée au peuple yéménite, un peuple chargé d'histoire, par des milices armées qui reçoivent un appui financier, médiatique, militaire et logistique de l'Iran et du Hezbollah. Ce sont des extrémistes. Ils ont recours à des tactiques

de gangsters, faisant par exemple exploser des maisons et des lieux de culte et posant des mines avec une audace sans précédent. Ils recrutent des enfants de force et usent de l'extorsion et du racket pour amasser des fonds. Ils nous ont privés de nos libertés et de nos droits tout en semant l'anarchie au sein de nos institutions. Toutefois, tandis que je m'adresse à l'Assemblée, le Gouvernement yéménite et nos autorités locales et nos organismes publics travaillent tous d'arrache-pied depuis notre capitale provisoire, Aden, ainsi que dans diverses provinces libérées, pour rétablir la sécurité et la stabilité, ainsi que pour fournir des services et créer un État civil démocratique et fédéré, où les droits de l'homme sont préservés, la dignité des femmes et des jeunes protégée et les droits de l'enfant et de divers groupes marginalisés de la société respectés, un État où règnent la justice et l'égalité, conformément aux résultats de notre Conférence de dialogue national et grâce à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe, à son mécanisme de mise en oeuvre et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Dans mes précédentes déclarations du haut de cette tribune, j'ai souligné que la situation délicate au Yémen n'était pas celle d'un conflit politique qui peut être maîtrisé grâce à un dialogue. J'ai dit qu'il ne s'agissait même pas d'un coup d'État, tels qu'ils sont traditionnellement définis et comme cela est le cas dans d'autres États. Il s'agit d'une série de tentatives visant à saper les fondements de la coexistence entre les Yéménites et à porter atteinte à leurs croyances modérées et aux principes nationaux tels qu'établis par les deux révolutions glorieuses du 26 septembre et du 14 octobre. Nous luttons contre un groupe religieux complexe qui croit par principe en son droit divin et exclusif de diriger. Il méprise toutes les valeurs contemporaines de la démocratie et des droits de l'homme. Sur le plan social, il se considère comme une race à part et exige que le peuple le glorifie. Il s'agit d'un groupe qui a eu recours à toutes les formes de violence pour anéantir la société et semer la haine entre les citoyens. Sur le plan national, il s'agit d'un groupe qui a abandonné toute loyauté envers la nation et qui est devenu un adversaire de guerre interposé redevable à l'Iran et au Hezbollah. Toute tentative visant à faire la paix avec lui est donc vouée à l'échec, malgré les importantes concessions auxquelles nous avons consenti pour instaurer la paix au Yémen.

C'est dans ce contexte que j'appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités en faisant pression sur l'Iran pour qu'il cesse d'intervenir au Yémen et d'appuyer les milices houthistes, et pour

qu'il respecte les résolutions internationales et s'associe aux efforts de paix. À plusieurs reprises, du haut de cette tribune, j'ai dit à l'Assemblée que l'Iran mène des interventions flagrantes au Yémen. Il finance les milices houthistes et leur fournit des armes, des missiles, du matériel et des experts. Il vise les eaux internationales et régionales et compromet les routes de navigation internationales, et ses politiques permettent l'afflux de drogues vers d'autres pays ainsi que le trafic de drogues en général. Il appuie le terrorisme par l'intermédiaire des houthistes, d'Al-Qaïda et de Daech.

Le Gouvernement yéménite a toujours tendu la main à la paix, série de consultations après série de consultations à Vienne, à Genève et au Koweït, et même après le retour de notre délégation de Genève au début du mois. Notre délégation de haut niveau s'est efforcée de saisir toute occasion qui permettrait de soulager les souffrances de son peuple et de parvenir à la paix. Toutefois, l'intransigeance et l'impudence des milices houthistes insurgées ont déçu les espoirs du peuple yéménite que tout progrès puisse être réalisé, même sur le plan humanitaire. C'est typique de ce groupe terroriste.

Je tiens à souligner une fois de plus, du haut de cette tribune, que nous sommes prêts pour la paix. Nous ne plaidons pas pour la guerre et la vengeance, mais bien pour la paix et l'harmonie. Nous sommes tout à fait conscients de nos responsabilités envers le peuple yéménite, qui se montre patient. Ce que nous recherchons, c'est une paix durable sur la base d'un mandat national, régional et international. Nous voulons rétablir notre État et mettre fin au coup d'État à tous les égards. Nous défendons les principes selon lesquels notre État doit avoir une souveraineté sur l'ensemble de notre territoire national et selon lequel seul l'État doit posséder des armes lourdes et de moyen calibre. C'est le seul moyen d'instaurer la stabilité au Yémen. Tout autre moyen ne fera que retarder ce processus, puis préparer le terrain à de nouveaux cycles de guerre et de conflit.

Nous savons que nous ne pouvons pas parvenir à la paix en suppliant ces gangsters, comme le font certains États Membres. Au contraire, nous pouvons instaurer la paix en appliquant avec diligence les résolutions internationales pertinentes. Les États Membres doivent tout mettre en oeuvre pour les appliquer, en particulier la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité, qui appelle les houthistes à se retirer des villes, à céder le contrôle des institutions et à déposer les armes sans conditions. Par conséquent, je voudrais appeler le Conseil à agir de manière résolue pour faire respecter

ses résolutions, comme il l'a fait pour veiller à ce qu'il y ait une transition politique et un dialogue national au Yémen, qui a duré plus d'un an.

Je voudrais mettre en exergue les efforts résolus que le Gouvernement yéménite déploie pour protéger les civils, en particulier les femmes et les enfants. Nous ne prenons pas pour cible les civils, les écoles, les hôpitaux ou les zones résidentielles où se trouvent des positions des rebelles. Nous avons mis en place une commission d'enquête nationale indépendante sur les violations des droits de l'homme qui enquête sur toutes les allégations de violations de quelque nature que ce soit. Toutes les unités militaires de l'armée yéménite ont également reçu pour instruction non seulement de ne pas recruter des enfants, mais aussi de les protéger, de réhabiliter les enfants capturés durant les combats avec les rebelles et de faire en sorte qu'ils puissent retourner à l'école.

Il est bien connu que notre pays connaît une situation économique difficile à cause de la guerre. Les milices ont épuisé nos ressources et nos réserves internes et internationales, et ce sont nos citoyens qui en ont subi les conséquences. Pour régler ces problèmes et éviter que la situation ne continue de se détériorer, nous avons pris toute une série de mesures. Tout récemment, le mois dernier, nous avons créé une commission économique qui a été autorisée par le Gouvernement à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour enrayer la chute de notre monnaie et élaborer une vision économique globale qui pourra nous aider à nous adapter à cette situation sans précédent. Le Gouvernement, la commission économique et la Banque centrale du Yémen ont pris de nombreuses mesures correctives et publié des instructions immédiates pour créer les conditions optimales qui nous permettront de faire face à nos difficultés économiques. Il s'agit notamment d'autoriser l'exportation de pétrole et de gaz, de mettre un terme à la fuite des devises étrangères, de mettre un terme aux importations de produits de luxe et de relever les taux d'intérêt. À cet égard, les dépôts saoudiens ont contribué à atténuer la crise économique, même si ce n'est pas la première mesure qui a été prise pour enrayer la chute de notre monnaie. Le Yémen a plus que jamais besoin de l'appui de tous, de toute urgence.

Malgré nos ressources limitées et la situation actuelle, notre pays continue de participer véritablement et efficacement à la lutte contre le terrorisme, qui constitue une menace sans précédent pour la paix et la sécurité internationales, ainsi que pour le développement. Dans le cadre de notre politique nationale de lutte

contre ce fléau qu'est le terrorisme, le Gouvernement ne relâchera pas ses efforts et prendra toutes les mesures qui s'imposent pour lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, et nous mettons tout en œuvre pour continuer à appliquer nos lois dans ce domaine. Le Gouvernement yéménite a imposé des contrôles très stricts sur des transactions financières suspectes et a renforcé la coordination, la coopération et l'échange d'informations avec toutes les parties prenantes concernées aux niveaux régional et international. Le Gouvernement yéménite ne ménagera pas non plus ses efforts pour lutter contre les drogues et le trafic de drogues, qui appuie et finance les actes terroristes des milices houthistes, d'Al-Qaida et de Daech. J'appelle tous les États à coopérer et à coordonner leurs efforts avec nous dans la lutte contre le trafic de biens culturels aux fins de financement des activités des milices et des groupes terroristes.

Par une heureuse coïncidence, aujourd'hui, le grand peuple yéménite célèbre le cinquante-sixième anniversaire de notre révolution glorieuse du 26 septembre, grâce à laquelle le Yémen est devenu une république démocratique il y a plus d'un demi-siècle. Nous sommes fiers de pouvoir rappeler ici les actes glorieux du Yémen et la lutte de ses héros libéraux. Nous tenons à rappeler à notre peuple que la longue histoire des sacrifices que les Yéménites ont consentis pour venir face au sous-développement, au règne du clergé, à l'injustice et à la tyrannie est complétée par les sacrifices des héros qui défendent aujourd'hui notre révolution, notre République et notre unité nationale. Au XXI<sup>e</sup> siècle, nous ne pourrions jamais accepter le retour au pouvoir des mollahs sous une nouvelle forme, à savoir des milices houthistes qui souhaitent que le Yémen retourne à l'époque sombre du despotisme.

Le Yémen est l'origine et la source de l'arabisme. Elle continuera de garder la tête haute, fière et unie sous un régime juste et fédéré à la hauteur des ambitions et des attentes de notre grand peuple. Je suis triste de voir le sang couler sur notre territoire, où que ce soit, mais je me sens responsable devant Dieu et devant le peuple de mettre fin à ce bain de sang, à cette guerre qui a été imposée à notre peuple. Nous continuerons d'œuvrer de bonne foi et avec patience aux côtés du reste du monde et de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité. Il est de notre devoir d'atténuer les souffrances de notre peuple sur l'ensemble du territoire de notre pays bien-aimé, qui s'emploie à mettre en œuvre les conclusions de la Conférence de dialogue national, qui ont bénéficié de l'appui unanime

de tous les partis politiques et organisations de la société civile au Yémen, y compris les houthistes, et qui ont été élaborées dans la perspective de la Constitution de notre nouveau pays fédéré.

À cet égard, au nom du peuple yéménite, je tiens à remercier le Roi, le Gouvernement et le peuple du Royaume d'Arabie saoudite. Ce pays a joué un rôle de premier plan pour atténuer les souffrances humanitaires au Yémen grâce à son appui soutenu et à son action en matière d'aide humanitaire et de reconstruction, notamment le programme saoudien de reconstruction et de développement du Yémen, un projet remarquable visant à développer les zones les plus touchées de notre pays. Ces efforts commencent à avoir des effets positifs aussi bien sur l'économie que sur les citoyens yéménites dans tous les territoires libérés. Je voudrais en outre remercier sincèrement les organisations humanitaires des pays de la coalition arabe, ainsi que les pays donateurs frères et amis, sans oublier les différents organismes des Nations Unies, pour leurs efforts exceptionnels sur le plan humanitaire. Je voudrais également saisir cette occasion pour appeler de nouveau tous les donateurs à honorer les engagements qu'ils ont pris de contribuer au plan d'aide humanitaire pour le Yémen en vue de continuer à atténuer les souffrances de mon peuple.

Les souffrances du peuple palestinien s'intensifient de jour en jour, en raison des politiques israéliennes d'occupation des territoires palestiniens. C'est là la principale source de tensions au Moyen-Orient. Le peuple palestinien attend depuis longtemps une solution juste qui garantira la création de son État indépendant et la fin de ses souffrances. À cet égard, nous appelons la communauté internationale à continuer d'appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, afin de lui permettre de continuer à aider les réfugiés palestiniens.

J'espère que les travaux de l'Assemblée générale à la présente session seront couronnés de succès. J'espère que, d'ici à la prochaine session, la paix régnera au Yémen et dans le monde entier.

*M. Gata Mavita Wa Lufuta (République démocratique du Congo), Vice-Président, assume la présidence.*

Pour terminer, je voudrais, du haut de cette tribune, saluer notre grand peuple yéménite tout entier, lui qui lutte partout pour créer un Yémen nouveau et fédéré, un Yémen empreint de justice, d'égalité et de bonne gouvernance. J'adresse à tous nos concitoyens, sans exception, où qu'ils se trouvent, toutes mes

félicitations à l'occasion du cinquante-sixième anniversaire de la glorieuse révolution du 26 septembre et du cinquante-cinquième anniversaire de la révolution immortelle du 14 octobre. Je veux également dire à tous les Yéménites honorables, libres et volontaires que, pour défendre les objectifs des révolutions de septembre et d'octobre, il faut mettre en œuvre les documents issus de la Conférence de dialogue national et créer un nouveau Yémen fédéré, composé de l'ensemble de ses six régions. Que les martyrs de la liberté reposent en paix! Je souhaite également un prompt rétablissement aux Yéménites blessés, et une liberté retrouvée à ceux qui ont été enlevés.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Yémen de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République orientale de l'Uruguay.

*M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Vázquez (parle en espagnol)** : Je salue l'Assemblée au nom du peuple de la République orientale de l'Uruguay, pays situé dans le Cône Sud du continent américain. Petit pays, l'Uruguay s'enorgueillit néanmoins d'institutions démocratiques fortes, de la stabilité sociale et économique, de valeurs et principes clairement définis et de progrès tangibles dans tous les domaines. Certes, il n'est pas et ne sera jamais un pays parfait – cela étant, les pays parfaits existent-ils? – mais c'est un pays qui, à son modeste niveau, s'efforce jour après jour d'aller de l'avant sans qu'aucun de ses habitants ne soit laissé de côté. Parce que c'est cela le développement; un processus multidimensionnel et

dynamique pour le bien-être de chacun des citoyens et la prospérité de tous. Le rapport sur le développement inclusif publié en janvier 2018 par le Forum économique mondial classe mon pays parmi les 10 marchés émergents les plus inclusifs au monde, au deuxième rang des pays d'Amérique latine, au regard de ses politiques publiques efficaces, grâce auxquelles la croissance économique permet de réduire les inégalités, de promouvoir l'inclusion sociale et d'instaurer l'équité intergénérationnelle.

Malgré tout, nous l'admettons, il nous reste beaucoup à faire. À cet égard, il est une question particulière qui concerne de nombreux pays, dont l'Uruguay, et que je voudrais évoquer brièvement. Les critères et la méthodologie appliqués par l'Organisation de coopération et de développement économiques pour évaluer le développement des pays en fonction de leur revenu par habitant recèlent, à notre humble avis, une grave injustice. Du fait de cette méthodologie, l'Uruguay, à l'instar d'autres pays de la région, est considéré depuis 2013 comme un pays à revenu élevé et, depuis cette année, ne réunit plus les critères qui lui permettraient de bénéficier de l'aide publique au développement. Le fait que nos progrès soient reconnus est encourageant pour nous, mais nous ne sommes pas d'accord avec le nouveau classement, et ce, pour une raison fondamentale : si croissance et développement sont liés, ce sont néanmoins, comme les membres le savent bien, deux choses différentes. L'Uruguay a connu une forte croissance économique ces 15 dernières années, laquelle a permis à des milliers de ses habitants de sortir de la pauvreté. Toutefois, des écarts structurels persistent.

Le développement en transition n'est pas un concept fantasque. C'est l'expression la plus aboutie de la situation de pays qui, comme l'Uruguay, sont sur la voie du développement mais ont encore besoin d'être accompagnés par une coopération repensée et réorientée. Or, dans le cas présent, les progrès sont certes reconnus mais, dans le même temps, leur poursuite est rendue plus difficile. Tout le paradoxe est là : c'est un peu comme si on punissait ceux qui s'efforcent de bien faire les choses. Nous espérons que ce critère sera bientôt révisé.

Au-delà de ce que je viens d'énoncer, nous sommes d'avis que la vie des pays ne se résume pas au développement économique ni à la distribution des ressources. En Uruguay, nous le savons et nous avons plaidé aux niveaux national et international en faveur d'un programme axé sur la réalisation des objectifs de développement durable, tels qu'adoptés par l'Assemblée

dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, un programme qui mette l'accent en particulier sur la transformation de la matrice énergétique en faveur des sources d'énergie renouvelables et l'adaptation aux changements climatiques vérifiables que nous connaissons; sur la réalisation de progrès s'agissant de la responsabilité irrévocable de protéger notre environnement; et, comme les membres le savent, sur la lutte pour la santé de nos peuples, qui est une lutte pour la vie, principal droit de l'homme qu'ont tous les êtres humains sur cette planète.

En conséquence, nous avons mis en œuvre des politiques strictes pour le contrôle de la consommation de tabac et la prévention des maladies non transmissibles, l'un des pires fléaux de l'humanité. À cela s'ajoute notre participation active au niveau international, puisque nous coprésidons la Commission indépendante de haut niveau sur les maladies non transmissibles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et avons accueilli la Conférence mondiale de l'OMS sur les maladies non transmissibles en octobre 2017. À cette occasion, nous avons adopté la Feuille de route de Montevideo 2018-2030 dans laquelle nous avons réaffirmé notre volonté de prendre des mesures audacieuses pour réduire d'un tiers le nombre de décès prématurés dus à ces maladies. Il nous reste beaucoup à faire. Il nous reste beaucoup à faire pour lutter contre le tabac, cet agent pathogène mortel qui tue plus de 7 millions d'habitants de ce monde par an, soit bien plus que le nombre de personnes tuées par les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi nous invitons humblement tous les pays à appliquer les mesures prévues par l'Organisation mondiale de la Santé.

Ces éléments et d'autres – comme le programme numérique universel, pour lequel nous avons mis au point deux plans, le plan Ceibal et le plan Ibirapitá que je n'ai pas le temps de détailler ici – font état d'un petit pays, d'un pays modeste, d'un pays confiant, qui avance dans une direction concrète, une direction qui consiste ni plus ni moins à améliorer la qualité de vie de tous ses habitants, sans discrimination aucune.

L'Uruguay, c'est également sa région, c'est également le monde. Dans ce sens, nous réaffirmons notre engagement historique en faveur d'un système international multipolaire plus participatif, plus juste et plus équilibré. Cet engagement se reflète dans les principes de base de notre politique étrangère depuis des décennies, comme, par exemple, premièrement, l'attachement au maintien de la paix, au désarmement et à la sécurité

internationale, ainsi que la participation de nos forces armées aux opérations de maintien de la paix; deuxièmement, le ferme rejet par notre pays du terrorisme, de la criminalité organisée et de tous les types de violence et de discrimination, qui, malheureusement, se retrouvent un peu partout dans le monde; troisièmement, l'appui au règlement pacifique des différends et l'égalité souveraine des États, quelle que soit leur taille et le nombre de leurs habitants; quatrièmement, un attachement sans faille au droit international que nous respectons strictement, car c'est le meilleur garant de la souveraineté des peuples et de leur coexistence pacifique; cinquièmement, un attachement indéfectible à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme; sixièmement, l'adhésion à des préceptes fondamentaux, tels que la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, le respect de la souveraineté et l'autodétermination des peuples; et, septièmement, la promotion du multilatéralisme dans toutes ses facettes, politiques, économiques, culturelles, etc., car c'est le meilleur moyen de relever les défis mondiaux auxquels l'humanité est confrontée.

Dans un contexte international turbulent dans lequel le monde ressemble à un asile d'aliénés dirigé par ses propres malades, nous affirmons plus que jamais les valeurs et les principes que je viens de mentionner. Dans ce contexte, nous appelons à œuvrer de concert et avec détermination au renforcement et à la modernisation du système international et de l'Organisation des Nations Unies. Il ne s'agit pas là de simples mots. C'est ce à quoi nous nous sommes employés résolument en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité durant l'exercice biennal 2016-2017. Nous faisons de même aujourd'hui au Conseil économique et social et avons présenté notre candidature en tant que membre du Conseil des droits de l'homme pour la période 2019-2021. La vocation de l'Uruguay est pacifiste, solidaire et attachée à la paix et à la sécurité mondiales.

Du haut de cette tribune, où il est possible d'évoquer une infinité de sujets qui présentent un intérêt pour l'humanité, je voudrais terminer mon intervention en évoquant un qui, à notre humble avis, doit être traité en priorité avant tous les autres. Je veux parler de la dégradation de l'environnement et des conséquences des changements climatiques. La crise à laquelle nous sommes confrontés au niveau mondial doit être gérée de façon décisive par les dirigeants de chacun des pays représentés ici. C'est le combat de tous. C'est une lutte pour la vie. Nous exhortons les puissants de ce monde à respecter les accords internationaux de protection de l'environnement et à s'efforcer d'éviter les maux

qui frappent essentiellement les populations les plus pauvres de la planète. Nous devons prendre des mesures actives pour protéger toutes les personnes dans le monde, en particulier les plus pauvres, qui sont celles qui souffrent le plus. Le monde souffre lui aussi, tout comme un être vivant souffre, des différents facteurs de risque qui le détruisent peu à peu, jour après jour, ce monde qui est notre seul foyer aujourd'hui et le seul foyer des générations futures. Ce monde souffre de la guerre, de l'appât du gain aveugle d'industries qui tuent l'humanité, comme l'industrie du tabac, qui se moquent de l'environnement, de la pollution et des conséquences du consumérisme sauvage que nous connaissons.

Tout comme notre comportement a une incidence directe sur notre santé et qu'il est du devoir des États de lutter pour la vie de leurs habitants, il est de notre devoir à nous tous sur cette planète de lutter pour le lieu dans lequel nous vivons et que nous aurons à laisser à ceux qui viendront après nous. C'est le cas de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, conclu en décembre 2015 dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, entré en vigueur en 1994. Étant donné qu'il représente le meilleur espoir pour la survie et la sécurité du monde, ainsi qu'un engagement essentiel en faveur de la réalisation du Programme 2030, nous réaffirmons notre attachement à cet accord. Nous exhortons une fois de plus les puissants dirigeants des pays de ce monde à respecter et à appliquer ces accords. Les accords sont signés pour être appliqués – et celui-ci doit être appliqué tout particulièrement. Nous appelons également tous les États qui n'ont pas ratifié l'Accord de Paris à le faire dans les meilleurs délais. Dans ce domaine comme dans tant d'autres aspects de la vie, il ne faut pas se précipiter, mais il ne faut pas non plus se mettre en retard. Il ne reste pas beaucoup de temps à l'humanité pour adopter les accords nécessaires afin de protéger l'environnement.

Pour terminer, nous sommes convaincus que le système des Nations Unies représente la meilleure chance qu'a l'humanité d'aborder avec confiance et optimisme les problèmes que recèlent le présent et l'avenir, et d'agir en conséquence. Nous devons tous nous mobiliser pour accomplir cette tâche commune. Les États Membres peuvent compter sur nous, et nous savons pouvoir compter sur eux.

**Le Président par intérim :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République orientale de l'Uruguay de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

*M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Duque Márquez** (*parle en espagnol*) : C'est pour moi un immense honneur de prendre pour la première fois la parole à l'Assemblée générale, qui est chargée d'histoire et d'importance, en ma qualité de Président de la Colombie. Je suis fier d'avoir été élu avec le plus grand nombre de voix de notre histoire électorale et de faire partie d'une nouvelle génération de Colombiens désireux d'unir le pays autour d'objectifs communs.

La Colombie est un pays magique dans lequel cohabitent de multiples races, régions, coutumes et écosystèmes. C'est un pays où la culture, le patrimoine ancestral, la nature et l'esprit travailleur et dévoué des citoyens définissent la grande résilience d'une société qui ne plie pas devant l'adversité. La force patriotique, travailleuse et infatigable du peuple colombien lui a permis de gagner le respect du monde, de susciter l'intérêt des investisseurs et de tracer un chemin de progrès, avec des institutions démocratiques.

Nous sommes parvenus à maintenir la croissance économique en dépit d'instabilités régionales complexes. Nous avons transformé nos villes, dynamisé les secteurs productifs et élargi la classe moyenne tout en relevant les défis de la mondialisation. Nous promouvons l'égalité des sexes dans le monde du travail et le secteur de l'enseignement. En reconnaissance de ces progrès, j'ai formé le premier Gouvernement paritaire hommes-femmes de l'histoire de mon pays. Cependant, il reste beaucoup à faire dans ce domaine, et nous continuerons d'aller de l'avant. La fierté que j'éprouve en racontant cela me pousse et m'encourage, en tant que Colombien,

d'autant plus que nous célébrerons en 2019 le bicentenaire de notre indépendance.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons être déterminés à réaliser la justice sociale, à rejeter la haine, la polarisation et l'esprit de revanche et à nous concentrer sur l'adoption d'un pacte pour la Colombie – un pacte d'équité. C'est l'invitation que nous formulons : élaborons ensemble un plan et un programme de développement pour définir les politiques de l'État au cours des prochaines décennies, avec pour objectif la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030, dans un cadre de légalité et d'entrepreneuriat qui nous permettra de réaliser l'équité souhaitée et nécessaire. Je veux que le pacte que nous proposons soit fondé sur la légalité. La paix est un objectif pour tous les Colombiens, et nous travaillerons tous, absolument tous, avec acharnement pour y parvenir. Cela dit, la paix doit être fondée sur le droit, qui conjugue les biens publics que sont la sécurité et la justice.

Notre gouvernement fera le nécessaire pour que le processus de démobilisation, désarmement et réinsertion entamé ces dernières années soit mené à bien. Nous offrirons à ceux qui ont fait le choix d'un retour véritable à la légalité, sur la base des principes de vérité, de justice, de réparation et de non-répétition, de réelles possibilités de progrès et de protection. Je remercie l'ONU de son appui et de sa volonté de contribuer à la réussite de ce processus. C'est la raison pour laquelle nous lui avons demandé de poursuivre ces efforts. De même, nous travaillerons pour veiller à ce que les ressources et les investissements qui font naître l'espoir parviennent à toutes les régions du pays, en particulier celles qui ont été touchées par la violence. La Mission des Nations Unies en Colombie et nos organes de contrôle savent que notre gouvernement a hérité d'un processus fragile à de nombreux égards. La première fragilité est budgétaire; de nombreux engagements ont été pris sans mobiliser les ressources suffisantes. La deuxième fragilité est institutionnelle; une architecture disparate et complexe a été mise en place, qui est à ce jour incapable d'avancer efficacement vers la réalisation de tous les objectifs.

Je tiens cependant à réitérer devant l'Assemblée que notre objectif, l'objectif de la Colombie, est d'honorer nos obligations à l'égard de ceux qui ont véritablement renoncé à la violence. Nous espérons pouvoir compter sur l'appui financier de l'ensemble de la communauté internationale pour consolider ce processus. Mais, de la même manière que nous tiendrons parole à

l'égard de ceux qui se soumettent aux règles, nous avons le devoir d'appliquer la loi de manière exemplaire à l'encontre de ceux qui persistent dans la voie de la criminalité. Nous n'accepterons pas un retour de la violence. Ceux qui restent dans le monde du crime et se rient des victimes et de la générosité du peuple colombien sentiront tout le poids de la justice.

Si nous voulons que la Colombie brille et que brille la paix, nous devons vaincre le trafic de drogue. En ce qui concerne les cultures illicites, il y a quelques semaines, nous avons eu connaissance d'une situation alarmante. La tendance progressive observée au cours des cinq dernières années ne peut se poursuivre, car ces semailles sont devenues le moteur et la raison de l'apparition de dangereux groupes armés organisés. C'est pourquoi nous sommes déterminés à démanteler ces réseaux de criminalité transnationale en adoptant une démarche intégrée.

Le trafic de stupéfiants est une menace mondiale. Il est certain que nous devons faire plus en matière de prévention et de prise en charge des toxicomanes depuis une perspective de santé publique. C'est une vérité incontestable. Cependant, il est tout aussi certain que le trafic de stupéfiants en Colombie porte préjudice à l'environnement, détruit les institutions, et surtout corrompt la société. La lutte contre ce phénomène, tout en promouvant une société qui rejette les drogues et leurs effets dévastateurs sur la santé et la société, est un devoir moral.

Nous avons commencé à prendre des mesures, et je tiens à souligner qu'il y a deux jours, nous avons appuyé l'appel mondial à l'action contre le problème de la drogue, en reconnaissant que c'est une tâche universelle à laquelle tous les pays doivent contribuer, notamment ceux dont la consommation augmente et ceux qui sont fabricants de précurseurs chimiques. Sous la direction des États-Unis, 130 pays se sont engagés à poursuivre cette lutte. Nous ne nous avouerons pas vaincus et nous n'accepterons pas la fatalité de l'addiction, qui détruit l'âme de tant de jeunes.

La légalité signifie également qu'il faut lutter contre la corruption. La corruption représente une menace pour la démocratie, les valeurs sociales et les institutions, et elle doit être combattue avec détermination. Dès l'entrée en fonction de notre gouvernement, nous avons présenté des mesures au Congrès, et par la suite, en réponse à l'appel du peuple, nous avons lancé un programme ambitieux et nécessaire en collaboration avec tous les partis politiques. Nous avons montré au

monde que nous sommes capables de nous unir pour réaliser des objectifs nationaux. J'invite la communauté internationale à renforcer tous les instruments et mécanismes de sanctions pour combattre la corruption transnationale. La lutte contre la corruption est une tâche qui nous concerne tous, et nous ne devons ménager aucun effort pour démasquer les coupables et accélérer les sanctions judiciaires et sociales.

Notre pari en matière de développement, notre pacte pour la Colombie, vise également à encourager l'entrepreneuriat et la relance de l'économie. Les objectifs de développement durable valident notre programme pour une Colombie où la science et la technologie sont stimulées par la connectivité, l'accès au capital, le développement de l'économie créative et la promotion de la recherche – une Colombie déterminée à protéger la biodiversité, à promouvoir les énergies renouvelables, à réduire l'empreinte carbone individuelle et à inculquer aux citoyens une éthique inébranlable.

Le monde doit savoir que telle est la Colombie que nous voulons construire. Nous travaillerons jour après jour pour y parvenir. C'est notre objectif, c'est notre motivation, et c'est la raison pour laquelle je dois avertir le monde que la réalisation de ces objectifs représente un défi considérable.

Ce défi que doit affronter notre pays se compose de milliers de visages apeurés qui ont les os transis, l'estomac affamé et le cœur qui saigne pour leur patrie. C'est un défi, car ces personnes sont à la merci des intempéries et errent dans l'incertitude sur les routes colombiennes. Ce sont nos frères vénézuéliens qui fuient une dictature. Un grand nombre d'entre eux sont des enfants innocents, livrés à eux-mêmes et exposés à la tragédie du déracinement. Alors qu'en six ans, le conflit en Syrie a généré un flux de 600 000 migrants par an rien que vers la Turquie, en moins de deux ans, la Colombie a ouvert ses portes à près d'un million de frères vénézuéliens. Nous les avons reçus à bras ouverts et nous continuerons de le faire quelles que soient nos difficultés sociales et budgétaires parce que nous sommes unis par des liens fraternels.

Nous devons cependant continuer de nommer les choses par leur nom. Nous traversons la crise migratoire et humanitaire la plus révoltante de l'histoire récente de la région parce qu'une dictature a choisi d'anéantir les libertés. Je tiens à affirmer aujourd'hui que le droit à l'autodétermination des peuples ne peut être manipulé pour devenir le droit à l'autodétermination des oppresseurs. Le monde doit agir et s'unir pour que cet exode

tragique prenne fin et qu'un peuple puisse voir l'espoir prendre son essor.

C'est un défi mondial. La fin de la dictature, le rétablissement de la démocratie et la pleine liberté représentent l'unique option envisageable. C'est pourquoi la communauté internationale doit exiger la libération immédiate des prisonniers politiques, définir rapidement les meilleurs moyens de régler cette crise et éviter que cette désolation et ce désespoir continuent de s'accroître.

Je prie l'ONU d'écouter notre demande. Je me félicite qu'elle ait pris en compte la demande de la Colombie et que le Secrétaire général ait nommé M. Eduardo Stein Représentant spécial conjoint pour les réfugiés et les migrants vénézuéliens, élevant ainsi ce débat. Je remercie également tous les pays qui ont participé hier à la réunion de haut niveau organisée par la Colombie, durant laquelle l'engagement régional à lutter contre cette crise humanitaire a été clairement affirmé. Ces mesures doivent s'accompagner de la création d'un fonds multilatéral pour prendre en charge les migrants, qui sont victimes de cette dictature. C'est pourquoi nous devons lancer la proposition formulée par la Banque interaméricaine de développement et son Président, M. Luis Alberto Moreno. Cependant, il importe également de mobiliser tous les mécanismes internationaux pertinents pour que les responsables de cette tragédie abjecte soient dénoncés et fassent l'objet d'enquêtes et de sanctions de la part de la Cour pénale internationale.

C'est un honneur pour moi de prendre la parole à l'Assemblée, de présenter notre vision pour la Colombie, d'appeler à la solidarité mondiale en faveur du peuple vénézuélien et de lancer une invitation. Le monde a plus que jamais besoin de la coopération et du multilatéralisme. Le moment est à l'intégration, et non à l'éloignement. Le moment est venu de promouvoir le commerce et la coopération pour créer des possibilités communes.

Nous avons le devoir de continuer à avancer dans un monde où les alliances nous permettent d'atténuer les effets des changements climatiques, de consolider un commerce juste, de lutter contre la corruption et la criminalité transnationale, de créer des possibilités d'emploi, de mettre fin à la discrimination et de consolider le principe de la production basée sur la conservation et de la conservation tout en produisant.

La Colombie de la légalité, de l'entrepreneuriat et de l'équité que nous voulons construire est déjà en marche, et rien ne nous fera perdre l'espoir de devenir

un pays qui pense en grand, qui rêve d'un avenir meilleur et qui œuvre à l'intégration des nations.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de la Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de S. M. le Roi Tupou VI, Souverain du Royaume des Tonga**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi des Tonga.

*Le Roi Tupou VI, Souverain du Royaume des Tonga, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Tupou VI, Souverain du Royaume des Tonga, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Roi Tupou VI (parle en anglais)** : Je félicite S. E. M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. Elle peut compter sur le plein appui de la délégation des Tonga dans sa conduite éclairée des travaux. Je remercie son prédécesseur, S. E. M. Miroslav Lajčák, du brio avec lequel il a présidé l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session, et en particulier d'avoir fait en sorte que les travaux de l'Assemblée générale soit centrés sur l'être humain et la quête de la paix et d'une vie décente pour tous sur une planète viable. Je félicite également S. E. M. António Guterres pour la manière exemplaire dont il continue de diriger le Secrétariat. Les Tonga appuient pleinement le travail en cours sur la réforme, notamment l'examen extrêmement important des bureaux multipays des Nations Unies dans la région des îles du Pacifique.

Ma délégation et moi-même voudrions aussi féliciter la Présidente d'avoir choisi un thème aussi opportun que pertinent. « Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables » reflète avec justesse qui nous sommes en tant que collectif s'agissant de garantir que les travaux de l'Organisation des Nations Unies aient un sens pour ceux qui comptent le plus – nos peuples. Nous saluons

le choix de ce thème comme principe directeur de nos travaux durant la présente session.

En guise de contribution à la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la réalisation des objectifs de développement durable, y compris les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, Orientations de Samoa, les Tonga ont intégré les deux accords dans leurs processus de planification nationale. Les priorités du programme de développement du Gouvernement pour la période 2018-2021 sont alignées sur 13 des 17 objectifs de développement durable, à savoir les objectifs 1 à 4, 6 à 9 et 13 à 17.

Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable demeure un outil important, auquel les Tonga souscrivent, pour assurer suivi et contrôle et responsabiliser les États Membres vis-à-vis de leurs engagements grâce aux examens nationaux volontaires, qui sont liés au Programme 2030 et au Programme d'action d'Addis-Abeba. Les Tonga se réjouissent à la perspective de présenter leur premier rapport national volontaire au Forum de haut niveau en 2019.

En 2019, le Forum politique de haut niveau consacra également un jour de son débat ministériel de haut niveau à l'examen à mi-parcours des Orientations de Samoa. Les Tonga ont eu le plaisir d'organiser, en juin, la réunion préparatoire de la région du Pacifique pour l'examen à mi-parcours des Orientations du Samoa, dont le rapport constitue l'itération la plus récente de l'aspiration de la région du Pacifique au développement durable. Les Tonga comptent sur la participation des petits États insulaires en développement et d'autres partenaires, au Samoa à la fin du mois prochain, pour produire le rapport interrégional final devant être examiné l'année prochaine par le Forum politique de haut niveau, dans le cadre de l'examen à mi-parcours des Orientations de Samoa.

À cet égard, nous saluons l'importante contribution du Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, du Département des affaires économiques et sociales, et du Bureau sous-régional pour les îles du Pacifique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Les Tonga se félicitent de la convocation, demain, de la troisième Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies

non transmissibles. La lutte contre la menace que posent les maladies non transmissibles pour les personnes, les familles et les communautés a été reconnue comme étant largement sous-financée, compte tenu de son ampleur.

Aux Tonga, nous sommes heureux d'annoncer des baisses louables dans la prévalence de la consommation de tabac et d'alcool. Les Tongans mangent plus sainement et font davantage d'exercice physique. Nous ne sommes toutefois pas sans nous heurter à des défis, comme le montre, par exemple, l'augmentation du taux d'obésité. Le Gouvernement tongan s'attaque à ce problème en augmentant le prix des aliments nocifs pour la santé et en réduisant celui des choix alimentaires sains pour la population.

Les changements climatiques continuent de représenter une grave menace pour la sécurité des États insulaires. À Nauru au début du mois, les dirigeants du Pacifique ont approuvé un concept élargi de sécurité dans leur communiqué et la Déclaration de Boe, liant, entre autres, changements climatiques et menaces à la paix et à la sécurité internationales. À cet égard, les Tonga se félicitent de la création du Groupe des Amis sur le climat et la sécurité, pour mieux mettre en exergue le lien qui existe entre les menaces des changements climatiques et celles qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

Nous constatons avec préoccupation les effets dévastateurs des changements climatiques sur notre environnement marin. Les lignes de base qui déterminent nos frontières territoriales, une fois qu'elles ont été établies au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ne devraient pas être affectées et devraient demeurer inchangées, malgré les effets de l'élévation du niveau de la mer. Notre souveraineté ne doit pas être compromise par les changements climatiques. Nous saluons les travaux de la Commission du droit international sur cette question extrêmement importante et d'actualité, qui sera examinée par la Sixième Commission.

Les Tonga espèrent vivement faire avancer ce travail important à la vingt-quatrième session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que présidera la Pologne en décembre. Notre ambition est que nous nous attaquions avec force aux effets néfastes des changements climatiques et que nous trouvions sans délai des innovations en matière d'adaptation pour les petits États insulaires en développement.

Les Tonga ont participé cette année à la première Conférence intergouvernementale sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en haute mer et des fonds marins. Nous espérons que la convergence progressive des points de vue aboutira à un avant-projet d'instrument juridiquement contraignant, qui sera présenté pour examen aux deuxième et troisième réunions de la Conférence intergouvernementale, lesquelles se tiendront respectivement en mars et en août 2019.

Les Tonga ont également poursuivi leur participation à l'Autorité internationale des fonds marins afin de veiller à la bonne gestion des ressources de la Zone. Les Tonga remercient les membres de l'Autorité qui les ont réélus au Conseil cette année et nous attendons avec intérêt de travailler ensemble à l'élaboration de l'important projet de règlement relatif à l'exploitation. Les Tonga se réjouissent également à la perspective d'accueillir le premier atelier régional de l'Autorité internationale des fonds marins au début de 2019 pour étudier les avantages de l'exploitation minière des fonds marins pour l'économie bleue des îles du Pacifique et pour avancer dans l'élaboration d'un traité régional sur l'exploitation minière des grands fonds marins.

Nous tenons à saluer notre partenariat en cours avec l'Italie dans le cadre du comité mixte visant à renforcer les capacités des Tonga dans le domaine de l'environnement et des océans. Nous saluons également le travail du secrétariat de la Communauté du Pacifique, le Secrétariat du Commonwealth et le Pew Charitable Trust s'agissant du traité régional.

Les Tonga ont commandé l'année dernière leur première centrale de production indépendante d'énergie solaire, et sont fermement convaincues qu'elles pourront atteindre l'objectif de 50 % d'énergie renouvelable d'ici à 2020 grâce à des accords de partenariat public-privé plus solides. Les Tonga voudraient se féliciter du partenariat établi avec le Gouvernement autrichien, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Communauté du Pacifique pour mettre en place le Centre du Pacifique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, une entité régionale spécialisée qui appuie les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique des îles du Pacifique. Nous saluons également l'annonce faite par le Gouvernement norvégien, qui s'est engagé à verser 2 millions de dollars à l'appui de l'important travail que doit réaliser le Centre.

Enfin, le développement durable - que ce soit, entre autres, via la bonne santé et le bien-être, l'action contre les changements climatiques, la vie sous-marine ou l'énergie propre et à un coût abordable - n'est possible que dans un climat de la paix et de sécurité internationales. Nous continuons de nous tourner vers le Conseil de sécurité pour qu'il protège les innocents contre toutes les formes de menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, que ce soient les menaces habituelles comme les conflits armés ou les nouvelles menaces comme les changements climatiques, pour ne laisser personne de côté.

Que Dieu Tout-Puissant guide et bénisse la Présidente de l'Assemblée générale, les États Membres de l'ONU et leurs Gouvernements et peuples.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Roi des Tonga de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*Le Roi Tupou VI, Roi des Tonga, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Mali.

*M. Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Boubacar Keita** : Je commence par vous transmettre à l'Assemblée les salutations les plus cordiales du peuple malien - de Kayes à Kidal et de Sikasso à Taoudéni, en passant, entre autres, par Kona, ville martyre, dans la région de Mopti.

Je voudrais ensuite adresser à M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, mes chaleureuses félicitations pour sa brillante élection à la présidence de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale. Il s'agit là d'un choix qui l'honore. Et, au-delà de sa personne, ce choix honore son beau pays, l'Équateur, avec lequel le Mali entretient d'excellentes relations de coopération. Je voudrais lui dire qu'aujourd'hui, notre pays, le Mali, avec le concours des Nations Unies et

de la communauté internationale, est arrivé à un point important de son destin après l'élection présidentielle que nous venons de réussir.

Mais qu'il me soit aussi permis, selon la tradition, de féliciter son prédécesseur, S. E. M. Miroslav Lajcak, de la Slovaquie, pour les résultats remarquables atteints lors de la soixante-douzième session. Je tiens également à adresser ma profonde gratitude au Secrétaire général de l'Organisation commune, António Guterres, pour son leadership et pour ses nombreuses initiatives visant à renforcer davantage l'efficacité et la crédibilité de l'action des Nations Unies dans le monde.

Avant de poursuivre, chacun comprendra que je rende ici un vibrant hommage à la mémoire de feu Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, arraché à notre affection, le 18 août dernier. Je garde de lui le souvenir d'un grand diplomate africain, qui a œuvré, toute sa vie durant, pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales. du développement dans le monde.

Le Mali se réjouit de la décision de la Présidente de placer la présente session sous le thème « Faire de l'ONU une organisation pour tous une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables ». Assurément, ce thème revêt une importance particulière pour tous les États Membres de l'Organisation, dont les buts et principes demeurent pertinents, y compris dans le domaine de la prévention et de la gestion des multiples crises auxquelles « Nous, peuples des Nations Unies » sommes confrontés.

Pour sa part, le Mali salue la contribution immense et multiforme de l'Organisation des Nations Unies à son processus de stabilisation en cours. C'est le lieu de rendre hommage aux femmes et aux hommes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), pour leur engagement et leur sacrifice, dans un contexte sécuritaire que nous savons complexe et difficile.

Nous avons, en tant que dirigeants, la responsabilité notre l'Organisation encore plus pertinente et plus efficace pour tous. Pour ce faire, l'ONU a besoin de réformes, gages de sociétés internationales pacifiques, inclusives, équitables et durables. À cet égard, le Mali accueille favorablement les réformes initiées par le Secrétaire général dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité.

Cependant, il nous faut conforter ces initiatives, en acceptant de réformer également certains organes principaux, notamment le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, y compris dans leur composition et leurs méthodes de travail. C'est également au prix de ces réformes indispensables que nous serons en mesure, collectivement, de nous hisser à la hauteur des aspirations profondes de nos peuples et de « préserver les générations futures du fléau de la guerre », comme le stipule la Charte des Nations Unies.

L'année 2018 consacre la poursuite et le renforcement de la marche démocratique et républicaine du Mali et de son peuple vers la paix, la stabilité et le développement, au grand bénéfice de l'ensemble des populations de la région du Sahel, voire au-delà. En effet, malgré les défis de tous ordres auxquels mon pays est confronté, l'élection présidentielle a pu se dérouler dans les délais constitutionnels, les 29 juillet et 12 août 2018, dans des conditions saluées par l'ensemble de la communauté internationale. Le caractère inclusif de l'organisation de ce scrutin, attesté par la participation de tous les acteurs politiques et de la société civile, a permis aux citoyens d'exprimer librement leur choix et de prouver la maturité politique, démocratique et républicaine du peuple malien.

Pour ma part, au sortir de ces élections, j'ai pris la pleine mesure de la confiance que la nation malienne vient de renouveler à ma personne. C'est pourquoi, je me suis engagé à restaurer la confiance entre l'État et les citoyens, et à améliorer davantage la gouvernance du pays. Parallèlement, je travaillerai sans relâche à la mise en œuvre diligente et inclusive de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, qui, je ne cesserai jamais de le rappeler, est la seule alternative pour notre pays pour renouer avec la paix et la stabilité, condition *sine qua non* de tout développement. Pour atteindre ces objectifs, dans le contexte qui est celui de mon pays, une union sacrée de toutes les forces vives de la nation s'impose. De même, je réitère mon engagement indéfectible à privilégier le dialogue et la concertation, pour la gestion des affaires publiques.

Comme on peut le constater, je reste déterminé à faire avancer le processus de paix au Mali, et à sortir mon pays de la plus grave crise de son histoire. C'est ainsi que, sous mon autorité, le Gouvernement et les autres acteurs maliens ont réalisé, avec l'appui de nos partenaires, des avancées importantes dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Au nombre de ces avancées majeures, il me plaît de souligner l'absence de belligérance et d'affrontements entre les forces armées maliennes et les mouvements armés, depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali en mai/juin 2015. Aussi, voudrais-je rappeler, pour m'en réjouir, le retour de l'Administration malienne à Kidal et dans les autres régions du nord du pays. La présence de l'État dans ces régions, durement affectées par la crise, a notamment rendu possible l'ouverture des classes au bénéfice des enfants. Elle a également contribué à la fourniture progressive des services sociaux de base nécessaires aux populations pour le bénéfice des dividendes de la paix.

En outre, je note avec satisfaction la création et l'opérationnalisation en cours des régions de Ménaka et de Taoudéni, l'installation des autorités intérimaires dans les cinq régions du nord, le lancement des opérations du Mécanisme opérationnel de coordination à Kidal, Tombouctou et Gao, la poursuite du processus de désarmement, démobilisation et réintégration et de la réforme du secteur de la sécurité.

Je sais que ces acquis sont fragiles. Je sais aussi qu'il nous faut faire plus et mieux. C'est tout le sens de la feuille de route du 22 mars 2018. J'ai instruit le Gouvernement d'honorer les engagements qui lui incombent au titre de ces mécanismes.

Cependant, je dois dire avec force que la volonté politique seule ne suffit pas pour réaliser tous les engagements prévus dans l'Accord. Il faut aussi des moyens techniques et financiers adéquats. C'est le lieu de réitérer mon appel en faveur de la mobilisation effective et rapide des ressources promises par nos partenaires, en vue de nous aider à réaliser, dans les délais convenus, tous les engagements contenus dans cette feuille de route.

Je puis assurer l'Assemblée, au demeurant, que le peuple du Mali apprécie hautement la solidarité agissante de la communauté internationale, à travers la présence et l'appui de la MINUSMA, des forces européennes, de la Force française Barkhane, du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et des pays voisins.

En plus des effets dévastateurs des changements climatiques sur les conditions de vie de nos populations, le Sahel reste confronté, depuis plusieurs années, au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée et

aux trafics en tout genre, notamment celui de drogue, d'armes, de marchandises illicites et de migrants, et le blanchiment d'argent. Une guerre d'antéchrist, d'avant le Prophète, une guerre menée au nom de l'obscur, où la mort n'est pas un accident, une fatalité de la bataille, voire un sacrifice suprême, mais bien le but ultime – voilà ce à quoi nous avons affaire dans le Sahel. On comprendra donc l'acuité de la lutte contre le terrorisme à laquelle nous sommes absolument obligés.

Pour lutter contre ces menaces, nous avons mis en place, en novembre 2014 à Nouakchott, le G5 Sahel, qui comprend la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, afin de mutualiser nos efforts pour faire dans notre espace aux questions de sécurité et de développement, car nous avons bien compris le lien qu'il y a entre la fragilité de États, la précarité de nos populations quelquefois, et le parti que certains peuvent en tirer pour les subvertir. Cependant, la Force conjointe du G5 Sahel peine à être pleinement opérationnelle, faute d'un mandat adapté et, surtout, de financement approprié.

Nous estimons que la lutte contre le terrorisme au Sahel est une contribution importante à la sécurité mondiale. C'est pourquoi, nous continuons de demander au Conseil de sécurité d'autoriser le déploiement de cette force sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, assorti d'un financement adéquat, pérenne et prévisible, y compris à travers les Nations Unies, afin de lui permettre d'accomplir durablement et efficacement sa mission.

Dans le même esprit, nous invitons nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, qui ont fait des annonces de contributions financières, en février 2018 lors de la Conférence de Bruxelles, à honorer leurs engagements en faveur de la Force conjointe du G5 Sahel. Parallèlement à la réponse sécuritaire, le G5 Sahel s'attelle à la mise en œuvre de son Programme d'investissements prioritaires, en vue de relever les défis du développement, qui sont parmi les causes profondes de l'instabilité dans notre espace commun.

Au plan national, je fais de la lutte contre la pauvreté une des priorités de mon second quinquennat. Lors de ma prestation de serment, le 4 septembre, je me suis engagé devant la nation malienne à user de toutes mes forces pour optimiser notre système de solidarité nationale, en vue de l'émergence d'un Mali qui ne laisse personne de côté. Je veux lancer un nouveau modèle social fondé sur l'égalité, la justice sociale et la création des conditions de réussite pour tous. La promotion de

la jeunesse malienne sera au cœur de mon action pour les cinq prochaines années. J'ai fait de la jeunesse, la grande cause de mon second mandat. J'engagerai un pacte national pour la jeunesse, à travers des investissements considérables dans la refondation de notre système éducatif et de formation, ainsi que de promotion de l'emploi.

Dans le même registre, je vais poursuivre et intensifier la réalisation de vastes projets d'infrastructures routières, d'agriculture, d'eau, d'énergie et de logements sociaux. Je reste persuadé que l'exécution de ces actions prioritaires va accélérer la mise en œuvre, au plan national, des objectifs du développement durable. À cet égard, le Mali se félicite d'avoir présenté, en juillet 2018 ici même à New York, son rapport national volontaire pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Pays à la fois d'origine, de transit et d'accueil de migrants, le Mali salue la conclusion des négociations sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et, j'ajouterai, humaines. Cette décision collective donne l'espoir aux 250 millions de migrants à travers le monde et au-delà, à toute l'humanité, en ce moment où la question migratoire est devenue un enjeu majeur pour tous les États. Naturellement, le Mali prendra une part active à la Conférence internationale de Marrakech, en décembre 2018, dont l'objectif est l'adoption formelle du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui nous offre désormais un cadre de gestion globale de la gouvernance des migrations au niveau mondial. Parallèlement, le Mali continuera à assumer sa part de responsabilité dans la gestion des flux migratoires, conformément à sa politique nationale de migration.

En dépit de la situation intérieure du pays, le peuple et le Gouvernement maliens demeurent attentifs à la situation en Afrique et dans le reste du monde. En Afrique, nous nous réjouissons de la normalisation des relations diplomatiques entre l'Éthiopie et l'Érythrée, ainsi que de la conclusion d'un accord de paix entre nos frères au Soudan du Sud. Par la même occasion, nous exprimons notre haute appréciation de la bonne tenue des élections législatives en Mauritanie, République sœur, tout en félicitant le peuple de ce pays frère et ami pour sa maturité politique et son engagement démocratique.

Cependant, nous sommes profondément préoccupés par la situation en Libye, qui continue, hélas, d'impacter négativement la sécurité et la stabilité de la

région du Sahel. Face à cette situation qui n'a que trop duré, nous lançons un vibrant appel à la communauté internationale, aux fins d'amener les parties libyennes à privilégier le dialogue et la recherche de solutions durables à leur crise.

De même, le Mali suit attentivement avec préoccupation la situation au Proche-Orient, notamment dans les territoires occupés. Le peuple malien réaffirme son soutien au peuple palestinien frère dans sa lutte légitime pour l'autodétermination. Le Gouvernement malien appelle à la reprise des négociations israélo-palestiniennes, en vue de la solution à deux États, Israël et Palestine, vivant côte à côte, en paix et à l'intérieur des frontières sûres et internationalement reconnues.

Au plan humanitaire, le Mali s'inquiète de la situation précaire des 65 millions de réfugiés et déplacés internes dans le monde, du fait des conflits armés, des catastrophes naturelles et des changements climatiques. J'ai, en ce moment, une pensée toute particulière pour mes compatriotes réfugiés dans les pays voisins, que je remercie pour leur hospitalité et leur générosité. Je voudrais assurer mes compatriotes que le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour continuer à les assister, et pour créer les conditions leur permettant de rentrer dignement et en toute sécurité dans leurs localités d'origine.

Le Mali n'a jamais cessé de croire en la solidarité internationale et se réjouit de sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies, dont il bénéficie aujourd'hui du soutien multiforme. Le Mali, que j'ai le privilège de diriger aujourd'hui, réaffirme son engagement à prendre sa part, toute sa part, dans la construction d'un monde pacifique, équitable et prospère pour tous.

Je termine en renouvelant la profonde gratitude du peuple et du Gouvernement maliens à l'endroit des Nations Unies, de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, pour l'appui constant au processus de paix au Mali. Pour ma part, je réaffirme mon engagement total à ne ménager aucun effort pour assurer une mise en œuvre diligente et intégrale de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Mali de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Angola.

*M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Lourenço** (*parle en portugais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : L'Assemblée générale tient sa soixante-troisième session à un moment particulier, alors que nous rendons hommage à deux grandes figures de la politique mondiale, tous deux fils de l'Afrique : Nelson Mandela et Kofi Annan.

Aujourd'hui, un an exactement après mon investiture à la présidence de la République d'Angola, j'ai l'honneur, au nom du peuple angolais, de prendre la parole pour la première fois du haut de cette tribune devant l'ensemble de la communauté internationale, représentée ici par ses plus hautes personnalités. Je salue les chefs d'État et de gouvernement ici présents, ainsi que les responsables de différents organisations et organes internationaux, qui, à mon avis, sont les principaux artisans de l'avenir de notre planète.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier l'ensemble de la communauté internationale de l'appui qu'elle a apporté à la cause de la paix et de la réconciliation dans mon pays, l'Angola. Je tiens à remercier tout particulièrement l'ONU du rôle décisif qu'elle a joué dans l'instauration d'une paix durable en Angola par l'entremise de deux missions de paix - la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et la Mission d'observation des Nations Unies en Angola - et du travail important accompli par ses institutions spécialisées, notamment l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial.

Par ailleurs, nous estimons que l'expérience de l'Angola en matière de consolidation de la paix et de réconciliation entre les parties au conflit a été un exemple positif pour l'ONU, dans le sens qu'elle a permis de tirer des enseignements utiles sur la façon

d'aborder les processus de paix dans d'autres régions du monde. L'Angola a une expérience unique pour ce qui est de préserver et de maintenir durablement la paix, de continuer à consolider la réconciliation nationale, l'intégration sociale et le pardon mutuel, en vue de parvenir à l'apaisement après la fin du conflit armé, il y a de cela 16 ans.

*M. Ten-Pow (Guyana), Vice-Président, assume la présidence.*

C'est à l'Assemblée générale que les meilleures solutions aux problèmes et aux conflits les plus graves qui risquent de mettre en danger la survie même de l'humanité sont examinées et adoptées. Je pense à la faim et à la pauvreté qui touchent des millions de citoyens dans le monde, au réchauffement de la planète et à ses conséquences, aux migrations massives et surtout aux migrations illégales, au trafic de drogues, au trafic d'organes humains, à la traite d'enfants et de femmes à des fins de prostitution forcée, à l'intolérance et à l'extrémisme religieux, au terrorisme, aux conflits armés interethniques, aux guerres entre pays ou encore à la prolifération incontrôlée des armes nucléaires.

Créée il y a 73 ans dans le but déclaré de rétablir la paix et l'harmonie universelles, de conférer les mêmes droits aux pays, grands et petits, et d'instaurer un monde caractérisé par la coopération, le progrès et le bien-être, l'ONU est encore loin d'atteindre les objectifs énoncés dans sa Charte. S'il est vrai que juste après la création de l'ONU, la polarisation du monde en deux systèmes politiques et économiques antagonistes a entravé la mise en œuvre des principes en faveur de la paix et de la sécurité internationales, il serait injuste de ne pas reconnaître le rôle louable que l'ONU a joué pour mettre fin au colonialisme, promouvoir les droits de l'homme, appuyer le développement international et la coopération et gérer et contenir les foyers de tension dans le monde.

En dépit des progrès accomplis jusqu'à présent, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur des conflits de longue date qui n'ont pas encore été réglés, comme celui qui oppose les Israéliens et les Palestiniens au Moyen-Orient, qui ne peut être réglé que par une solution fondée sur la coexistence pacifique de deux États, comme le préconisent l'ONU et la grande majorité de ses États Membres.

Nous nous félicitons des efforts déployés récemment par les États-Unis d'Amérique, la Corée du Nord et la Corée du Sud, avec la contribution de la République

populaire de Chine, en vue de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, ce qui a permis de réduire considérablement des tensions qui risquaient de provoquer un conflit nucléaire très dangereux non seulement la région mais aussi pour la sécurité internationale en général.

Avec la fin de ce qu'on appelait la guerre froide, symbolisée par la chute du mur de Berlin en 1989, un nouveau paradigme politique orienté vers le multilatéralisme a vu le jour, et l'ONU a repris avec empressement son action visant à établir un ordre mondial pacifique. Nous sommes convaincus qu'en œuvrant résolument de concert, nous pouvons atteindre cet objectif.

Aujourd'hui, alors que la mondialisation est en plein essor, il n'est pas juste que de multiples conflits – qui semblent être sans issue – aux dimensions variables persistent dans plusieurs régions du monde, ou que des populations entières continuent de subir leurs conséquences tragiques et soient pratiquement abandonnées à leur sort.

C'est dans ce contexte que de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une réforme en profondeur de l'ONU pour qu'elle reflète mieux le monde d'aujourd'hui. En effet, suite à l'émergence de nouveaux pôles de pouvoir économique et financier et en raison des progrès technologiques et scientifiques, des changements aux structures et aux mécanismes d'intervention de l'Organisation s'imposent, ainsi qu'une réforme du Conseil de sécurité et l'augmentation du nombre de ses membres pour que les différentes régions géopolitiques de notre planète soient mieux représentées.

La configuration politique du monde contemporain, dans lequel les conflits locaux, régionaux et intraterritoriaux sont au centre des tensions internationales et des menaces à la paix, nécessite que l'ONU joue un rôle de plus en plus actif dans la promotion et le suivi des processus de démocratisation politique, économique et sociale. C'est le meilleur moyen de régler les conflits – qu'ils soient nationaux, ethniques, religieux, voire internationaux –, qui, dans la plupart des cas, résultent de politiques autoritaires ou d'exclusion, d'intolérance ou de radicalisme, ou même d'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains. Le terrorisme international, la criminalité transnationale organisée, l'immigration clandestine, la xénophobie, la traite des êtres humains et le trafic de drogues, entre autres fléaux, ont désormais atteint des proportions inédites, affectant la qualité de vie des habitants de la planète et exigeant une coordination au plus haut niveau de tous les États Membres de l'Organisation.

La soixante-treizième session de l'Assemblée générale a pour thème « Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables ». L'ONU doit par conséquent accorder la priorité à la promotion et la défense des droits de l'homme et s'efforcer de remédier aux problèmes mondiaux que rencontre l'humanité – tels que ceux liés à la sécurité, à l'environnement, aux inégalités entre riches et pauvres et au développement – en vue de préserver la paix mondiale. Nous préconisons la décentralisation du système financier mondial, fondée à la fois sur la promotion des systèmes régionaux d'intégration commerciale et économique et sur le renforcement des institutions financières régionales dans des conditions permettant un développement économique plus durable.

Tout au long de notre histoire de pays indépendant, notre coopération avec l'ONU a toujours été une constante; elle nous a permis non seulement de nous atteler, désormais, à relancer notre économie, mais aussi de prendre part à la recherche de solutions favorables à une paix, une démocratisation et un développement effectifs de l'Afrique australe et centrale. La République d'Angola se dit prête à continuer d'appuyer tous les efforts visant à promouvoir la coopération entre les nations du monde entier, à consolider la paix et à défendre des relations fondées sur la coopération, le commerce et l'investissement, aux niveaux bilatéral et multilatéral.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Angola de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des Conseils d'État et des ministres de la République de Cuba.

*M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président des Conseils d'État et des ministres de la République de Cuba, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président des Conseils d'État et des ministres de la République de Cuba, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Bermúdez** (*parle en espagnol*) : Il est impossible d'être ici, de parler depuis cette tribune au nom de Cuba et de ne pas évoquer des moments historiques qui le sont à la fois pour l'Assemblée générale et pour notre mémoire la plus chère : Fidel Castro, Ernesto Guevara, Raúl Castro Ruz et notre ministre de la dignité, Raúl Roa, pour ne citer que les plus importants, ont fait retentir ici non seulement la voix de notre peuple, mais aussi celle d'autres peuples latino-américains et caribéens, africains, asiatiques, non alignés, avec lesquels nous menons, côte à côte, depuis plus d'un demi-siècle, la bataille pour un ordre international juste, que nous sommes encore loin d'avoir gagnée.

C'est absurde, mais tout à fait cohérent avec l'irrationalité d'un monde où les 0,7 % les plus riches de la population peuvent s'approprier 46 % de toute la richesse créée, tandis que les 70 % les plus pauvres n'ont droit qu'à 2,7 %; où 3,46 milliards d'êtres humains survivent dans la pauvreté, 821 millions ont faim, 758 millions sont analphabètes et 844 millions manquent du service essentiel qu'est l'accès à l'eau potable. Ce sont là des chiffres que les institutions mondiales élaborent et gèrent habituellement, certes, mais qui ne semblent pas pour autant suffire à mobiliser la conscience de ce qu'on appelle la communauté internationale.

Ces réalités ne sont pas le fruit du socialisme, comme le Président des États-Unis l'a affirmé hier dans cette salle (voir A/73/PV.6). Elles sont le résultat du capitalisme, et notamment de l'impérialisme et du néolibéralisme, de l'égoïsme et de l'exclusion qui accompagnent ce système, et d'un paradigme économique, politique, social et culturel favorisant l'accumulation de la richesse entre les mains de quelques-uns seulement, au prix de l'exploitation et de la misère des grandes majorités.

Le capitalisme a renforcé le colonialisme et donné naissance au fascisme, au terrorisme et à l'apartheid; il a entraîné l'expansion des guerres et des conflits, de même que les violations de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, ainsi que la répression des travailleurs, des minorités, des réfugiés et des migrants. Il est à l'opposé de la solidarité et de la

participation démocratique. Les modèles de production et de consommation qui le caractérisent favorisent le pillage et le militarisme, et ils constituent une menace pour la paix; ils sont aussi à la base de violations des droits de l'homme et constituent le plus grave danger pour l'équilibre écologique de la planète et la survie des êtres humains.

Alléguer que l'humanité ne dispose pas des ressources matérielles, financières et technologiques suffisantes pour éliminer la pauvreté, la faim, les maladies et d'autres fléaux, c'est vouloir nous berner. Ce qui manque, en vérité, aux pays industrialisés, c'est la volonté politique, alors qu'ils ont pourtant le devoir moral, la responsabilité historique et les ressources suffisantes pour régler les problèmes mondiaux les plus urgents. En vérité, alors que, censément, on manquerait de ressources pour atteindre les objectifs et cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ou pour faire face aux retombées croissantes des changements climatiques, on a gaspillé 1 740 milliards de dollars en dépenses militaires en 2017, un record depuis la fin de la guerre froide.

Les changements climatiques sont une autre réalité incontournable, et même une question de survie pour l'espèce humaine, en particulier pour les petits États insulaires en développement. Certains de leurs effets sont d'ores et déjà irréversibles. Les données scientifiques indiquent que la température a augmenté de 1,1 degré Celsius par rapport à l'ère préindustrielle et que neuf personnes sur 10 respirent un air pollué. Pourtant, les États-Unis, l'un des principaux pollueurs d'hier et d'aujourd'hui, refusent d'accompagner la communauté internationale dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, compromettant ainsi la vie même des générations futures et la survie de toutes les espèces, dont l'espèce humaine.

Qui plus est, comme s'il ne planait pas assez de menaces sur l'humanité et ses créations éblouissantes, l'impérialisme s'efforce de perpétuer et d'étendre son hégémonie militaire et nucléaire au détriment de la majorité des peuples qui aspirent à un désarmement général et complet, un idéal que Cuba partage, au point d'avoir été le cinquième État à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 31 janvier dernier.

Dans l'enceinte de l'Organisation qui est née de la volonté des hommes de surmonter grâce au dialogue entre les nations les destructions qu'avait laissées une guerre terrible, on ne saurait taire les dangers qu'impliquent pour tous les êtres humains l'exacerbation

des conflits locaux, les guerres d'agression déguisées en interventions humanitaires, le renversement par la force de gouvernements souverains, les coups d'État dits « doux » et les ingérences dans les affaires intérieures des États, tous agissements auxquels recourent fréquemment certaines puissances sous les prétextes les plus divers.

La coopération internationale pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme pour tous est un impératif, mais leur manipulation discriminatoire et ciblée à des fins de domination viole le droit à la paix, à l'autodétermination et au développement des peuples.

Cuba rejette la militarisation de l'espace et du cyberspace, ainsi que le recours secret et illégal aux technologies de l'information et des communications pour attaquer d'autres États.

Le multilatéralisme et le plein respect des principes et normes du droit international sont impératifs, si l'on veut progresser vers un monde multipolaire, démocratique et équitable, garantir la coexistence pacifique, préserver la paix et la sécurité internationales et trouver des solutions durables aux problèmes systémiques.

Face à cette logique, le recours toujours plus fréquent du Gouvernement étasunien, dans sa conduite et sa rhétorique, à la menace ou à l'emploi de la force, à l'unilatéralisme, aux pressions, aux représailles et aux sanctions, ainsi que son abus du droit de veto au Conseil de sécurité pour y imposer son ordre du jour politique, posent d'énormes menaces à l'Organisation des Nations Unies elle-même. Pourquoi ne concrétisons-nous pas une bonne fois pour toutes la promesse de renforcer l'Assemblée générale comme principal organe de délibération, de décision et de représentation? La réforme du Conseil de sécurité ne doit être ni retardée ni empêchée; il doit s'adapter d'urgence à notre temps en se démocratisant dans sa composition et ses méthodes de travail.

Je tiens à réitérer aujourd'hui ce que le Commandant-en-chef de la révolution cubaine Fidel Castro Ruz a affirmé à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ONU, résumant les aspirations les plus nobles de la majorité de l'humanité :

« Nous voulons un monde sans hégémonismes, sans armes nucléaires, sans interventionnismes, sans racisme, sans haines nationales ou religieuses, sans outrages à la souveraineté des pays, respectueux de l'indépendance et de l'autodétermination des peuples, sans modèles

universels qui ne font aucun cas des traditions et des cultures de toutes les composantes de l'humanité.

Nous voulons un monde sans blocus cruels qui tuent des hommes, des femmes et des enfants, des jeunes et des vieux, telles de silencieuses bombes atomiques ». (*A/50/PV.35, p.21*)

Depuis, plus de 20 ans se sont écoulés, et aucun des maux qu'il a signalés n'a été guéri; au contraire, ils se sont tous aggravés. Nous avons absolument le droit de nous demander pourquoi, et le devoir d'insister sur la recherche de solutions effectives et justes.

Notre Amérique fait aujourd'hui l'objet de menaces persistantes, lesquelles sont incompatibles avec la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, signée à La Havane par les chefs d'État et de gouvernement en 2014 au deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. L'actuelle Administration étasunienne, qui a proclamé que la doctrine Monroe était toujours d'actualité, attaque avec une hargne spéciale, dans un redéploiement de sa politique impériale dans la région, le Venezuela.

Face à ce climat menaçant, je tiens à réitérer notre soutien absolu à la révolution bolivarienne et chaviste, à l'union civico-militaire du peuple vénézuélien et à son gouvernement démocratique légitime, dirigé par le Président constitutionnel Nicolás Maduro Moros. Nous rejetons les tentatives d'intervention et les sanctions contre le Venezuela, visant à asphyxier l'économie et à nuire aux familles vénézuéliennes. Nous rejetons les appels visant à isoler cet État souverain, qui ne fait de mal à personne.

Nous rejetons de même les tentatives de déstabiliser le Gouvernement du Nicaragua, un pays épris de paix qui a offert à son peuple des progrès notables sur les plans sociaux et économiques, et en matière de sécurité citoyenne.

Nous dénonçons l'emprisonnement à des fins politiques de l'ancien Président Luiz Inácio Lula da Silva et la décision visant à empêcher le peuple de voter pour le leader le plus populaire du Brésil et de l'élire à la présidence du pays.

Nous nous solidarisons avec les nations des Caraïbes qui demandent en toute légitimité des réparations pour les horribles séquelles de l'esclavage,

ainsi que le traitement juste, spécial et différencié qu'elles méritent.

Nous réaffirmons notre engagement historique envers l'autodétermination et l'indépendance du peuple portoricain frère.

Nous appuyons l'Argentine quand elle réclame en toute légitimité le retour sous sa souveraineté des îles Malvinas, Sandwich du Sud et Géorgie du Sud.

Nous réitérons notre appui inconditionnel à un règlement vaste, juste et durable du conflit israélo-palestinien, qui doit passer par la création de deux États afin que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination et disposer d'un État indépendant et souverain dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous rejetons l'action unilatérale des États-Unis qui ont installé leur représentation diplomatique à Jérusalem, ce qui aggrave encore plus les tensions dans la région. Nous condamnons les actions barbares des forces israéliennes contre la population civile à Gaza.

Nous réaffirmons notre solidarité immuable avec le peuple sahraoui et appuyons la recherche d'un règlement définitif de la question du Sahara occidental, afin que le peuple puisse exercer son droit à l'autodétermination et vivre en paix sur son territoire.

Nous appuyons la recherche d'un règlement pacifique et négocié de la situation qu'on a imposée à la Syrie, sans ingérence extérieure et dans le plein respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Nous repoussons toute intervention directe ou indirecte qui se réaliserait sans l'accord des autorités légitimes de ce pays.

L'expansion continuelle de l'OTAN vers les frontières russes provoque de sérieux dangers, aggravés par des sanctions arbitraires que nous rejetons.

Nous demandons la mise en œuvre de l'accord nucléaire avec la République islamique d'Iran.

Nous nous félicitons du rapprochement et du dialogue entre les deux Corée, qui constituent le moyen d'instaurer une paix durable et d'assurer la réconciliation nationale et la stabilité dans la péninsule coréenne. Dans le même temps, nous condamnons fermement l'imposition unilatérale et injuste des sanctions contre la République populaire démocratique de Corée, ainsi que l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de ce pays.

Les violations des règles du commerce international et les mesures punitives contre la Chine, contre l'Union européenne et d'autres pays auront des conséquences nocives, notamment pour les États en développement.

Prônant le dialogue et la concertation, nous pouvons annoncer que l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba est entré en vigueur à titre provisoire et qu'il constitue un bon point de départ pour développer des liens fructueux entre les parties.

L'Administration étasunienne maintient envers Cuba une rhétorique agressive et une politique qui vise à saboter le système politique, économique, social et culturel de mon pays. Faisant fi des intérêts des deux peuples et cédant aux pressions de secteurs minoritaires, l'Administration étasunienne s'est attachée à fabriquer de toutes pièces, sous divers prétextes, des scénarios de tension et d'hostilité qui ne profitent à personne, et ce, bien que nous ayons des relations diplomatiques formelles et des programmes de coopération mutuellement avantageux dans un nombre limité de secteurs. Nos peuples ont des liens historiques et culturels toujours plus étroits dans différents domaines, dont les arts, le sport, les sciences et l'environnement. Les potentialités en vue de relations commerciales fluides sont bien connues, et une entente authentique et respectueuse bénéficierait aux intérêts de toute la région.

Mais le trait essentiel et caractéristique des relations bilatérales reste le blocus, qui vise à étrangler l'économie cubaine afin d'engendrer des pénuries et de troubler l'ordre constitutionnel. C'est là une politique cruelle qui punit les familles cubaines et toute la nation. Il constitue le système de sanctions économiques le plus complet et le plus prolongé qu'on ait jamais imposé à aucun pays. Il a été et il reste un obstacle fondamental au développement de notre pays et aux espoirs de progrès et de bien-être de plusieurs générations de Cubains. Comme Cuba l'a dit pendant tant d'années dans cette même salle, le blocus porte aussi gravement préjudice, par son application extraterritoriale agressive, à la souveraineté et aux intérêts de tous les pays.

Au nom du peuple cubain, je remercie l'Assemblée générale de son refus quasi unanime du blocus économique, commercial et financier imposé à mon pays par les États-Unis. Toutefois, les agissements du Gouvernement de ce pays contre Cuba vont plus loin et incluent des programmes publics et cachés d'ingérence grossière dans nos affaires intérieures, pour lesquels

il utilise des dizaines de millions de dollars qui sont officiellement adoptés dans le cadre de son budget, en violation des normes et principes sur lesquels repose l'Organisation, et, en particulier, de la souveraineté de Cuba en tant que nation indépendante.

Cuba reste disposée à nouer une relation respectueuse et civilisée avec le Gouvernement des États-Unis, sur la base de l'égalité souveraine et du respect mutuel. Telle est la volonté du peuple cubain, et nous savons que la majorité des citoyens des États-Unis, et, en particulier, des Cubains qui résident dans ce pays, partagent cette aspiration.

Nous continuerons de réclamer sans relâche la levée de ce cruel blocus économique, commercial et financier, la restitution du territoire illégalement occupé par la base navale des États-Unis à Guantánamo et la compensation que notre peuple mérite pour les milliers de morts et de mutilés ainsi que pour les préjudices économiques et matériels infligés à Cuba durant tant d'années d'agression.

Cuba sera toujours disposée à dialoguer et à coopérer si on la respecte et si on traite d'égal à égal avec elle. Nous ne ferons jamais de concessions qui lésaient notre souveraineté et notre indépendance. Nous ne négocierons pas nos principes et nous n'accepterons pas de conditions. Malgré le blocus, l'hostilité et les actions des États-Unis pour imposer un changement de régime à Cuba, la révolution cubaine est bien là, vivante et dynamique, fidèle à ses principes.

Que les adversaires de la révolution ne se bercent pas d'illusions face au changement générationnel au sein de notre gouvernement : nous sommes la continuité, pas la rupture. Cuba a continué de prendre des mesures pour perfectionner son modèle de développement économique et social dans le but d'édifier une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable. Telle est la voie que nous avons choisie librement. Le peuple cubain ne replongera jamais dans le passé ignominieux dont il s'est libéré au prix des plus grands sacrifices, au terme de 150 ans de lutte pour l'indépendance et pour la pleine dignité. Conformément à la décision de la majorité écrasante des Cubaines et des Cubains, nous assurerons la continuité de l'œuvre engagée voilà presque 60 ans.

Forts de cette conviction, nous avons engagé un processus de réforme de la Constitution, projet véritablement participatif et démocratique dont discute le peuple et qui sera finalement adopté par référendum. Je

suis convaincu que nos objectifs stratégiques resteront inchangés et que le caractère irrévocable du socialisme sera confirmé. Les principes de notre politique extérieure resteront inaltérables. Comme l'a affirmé Raúl Castro Ruz, le premier Secrétaire de notre parti, lors de son intervention pour le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies :

« La communauté internationale pourra toujours compter sur la voix sincère de Cuba pour dénoncer l'injustice, l'inégalité, le sous-développement, la discrimination et la manipulation, et pour réclamer l'instauration d'un ordre international plus juste et plus équitable, réellement axé sur l'être humain, sur sa dignité et sur son bien-être » (A/70/PV.14, p.7).

Cuba, au nom de laquelle je parle aujourd'hui, poursuit fièrement cette politique indépendante, souveraine, fraternelle et solidaire avec les pauvres de la terre, producteurs de toute la richesse de la planète, mais qu'un ordre mondial injuste punit par la misère, au nom de mots comme démocratie, liberté et droits de l'homme, que les puissants, en réalité, ont vidés de tout contenu.

Il a été émouvant pour moi de prendre la parole depuis cette même tribune où, il y a aujourd'hui 58 ans, Fidel a exprimé des vérités si puissantes qu'elles nous ébranlent encore, devant les représentants des plus de 190 nations qui, refusant chantages et pressions, remplissent chaque année le tableau de votes de dignes symboles verts pour approuver notre demande de levée du blocus. Je me retire dans l'espoir que les nobles aspirations de la majorité de l'humanité finiront par se réaliser avant que de nouvelles générations ne viennent occuper cette tribune pour réclamer la même chose que ce que nous réclamons aujourd'hui et que ce que nos prédécesseurs historiques ont réclamé hier.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de la République de Cuba, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Libéria.

*M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Weah** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session au nom du Gouvernement et du peuple libériens. Je voudrais tout d'abord féliciter la Présidente de l'Assemblée générale, ainsi que le Gouvernement et le peuple équatoriens, de son élection à la présidence de l'Assemblée à sa soixante-treizième session. Le regard tourné vers l'histoire, le Libéria prend note tout particulièrement du fait qu'elle est la quatrième femme à assumer la présidence de l'Assemblée générale, et nous nous félicitons de son élection.

Je voudrais également exprimer ma gratitude au Secrétaire général, M. António Guterres, dont le dynamisme et la direction éclairée continuent de renforcer l'ONU face aux défis mondiaux permanents.

Il y a tout juste deux semaines, nous nous sommes joints à des millions de personnes au Ghana et dans le monde entier pour dire un dernier adieu à l'ancien Secrétaire général, M. Kofi Annan, qui a consacré sa vie au rétablissement de la paix et au règlement des conflits, une vocation pour laquelle il était renommé, et dont il s'est acquitté avec succès. Avec son décès, l'Afrique a perdu l'un de ses fils les plus illustres, et le monde a perdu l'un des diplomates les plus remarquables de notre temps. Que son âme repose en une paix parfaite.

Vers la fin de l'année dernière, les Libériens ont participé à des élections présidentielle et législatives dont les résultats ont marqué un changement majeur dans les fondements sous-jacents de la dynamique politique libérienne. De manière ordonnée, légale et pacifique, les Libériens ont voté en très grand nombre pour le changement et l'espoir. C'était la première fois en 73 ans que les Libériens bénéficiaient d'une passation pacifique du pouvoir d'un gouvernement démocratiquement élu à un autre. À la fin de la longue campagne, lorsque les résultats ont été annoncés après le second tour, il

est devenu évident que la balance penchait désormais en faveur d'un leadership jeune et qu'un changement de paradigme avait eu lieu, en faveur du changement et de la transformation.

L'ONU et ses divers organes, ainsi que les organisations régionales et nombre de nos partenaires bilatéraux et amis, ont été les témoins directs de la maturité de l'électorat libérien, de notre respect de l'ordre public et du succès de nos processus démocratiques. C'est pourquoi la responsabilité de mener cette transformation m'a été confiée en tant que porte-drapeau de la Coalition victorieuse – pour le changement démocratique, et ce dès mon investiture, le 22 janvier, en tant que 24<sup>e</sup> Président du Libéria. Les défis inhérents à la fonction de diriger sont énormes mais, dans chacun de ces défis, je vois des possibilités de rendre les choses meilleures et d'améliorer de façon permanente la vie de tous les Libériens, tandis que nous mettons au point des politiques et des programmes qui auront un impact positif et durable sur la vie de nos citoyens.

Le programme cadre en vertu duquel nous entendons poursuivre la prospérité est le Programme de prospérité et de développement en faveur des pauvres, notre plan national de développement pour les cinq années à venir. Ce n'est pas seulement un programme en faveur des pauvres, mais de tous les Libériens. Mais c'est le cadre de politique générale qui donne la priorité à la réduction de la pauvreté, et son objectif et son intérêt premiers sont de réduire la marginalisation des plus vulnérables, tout en créant aussi un climat propice à la croissance et à la prospérité des Libériens appartenant aux classes moyenne et aisée. Nous visons à édifier une société harmonieuse fondée sur l'objectif de l'autonomisation économique, en particulier pour les classes défavorisées. C'est pourquoi le Programme en faveur des pauvres est conçu pour autonomiser les personnes, promouvoir la diversification économique, préserver une paix durable et encourager la bonne gouvernance. Nous demandons à nos amis, aux partenaires bilatéraux et aux investisseurs privés d'appuyer le Programme.

Alors que nous sommes concentrés sur les plans d'action pour la mise en oeuvre de notre programme de développement, nous sommes tout à fait conscients de la vulnérabilité de nos jeunes, qui sont nettement désavantagés du fait d'un taux de chômage élevé et du manque de possibilités d'accès à une éducation de qualité. Notre plan est d'inverser cette situation regrettable et de les aider à devenir des citoyens productifs, en fournissant les ressources éducatives adéquates à ceux qui veulent

poursuivre leurs études aux niveaux secondaire et universitaire. S'agissant des jeunes qui ont été laissés de côté en raison de la crise civile désastreuse et qui ont passé l'âge d'être scolarisés, mon gouvernement est en train d'investir dans des programmes d'enseignement professionnel et de formation technique pour renforcer leurs compétences en matière d'entrepreneuriat.

Conscient de l'importance et de l'impact des infrastructures sur le développement social et économique, mon gouvernement a identifié l'investissement dans les routes, l'énergie et les ports comme priorité principale, et sollicite donc un financement et d'autres expertise technique pour mettre en oeuvre ces projets en vue d'atteindre notre objectif, qui est de connecter nos villes et nos villages et de revitaliser notre économie.

L'agriculture, l'avantage comparatif du Libéria, a été aussi identifiée comme l'un de nos principaux instruments de lutte contre la pauvreté, étant donné qu'elle peut nous conduire à l'autosuffisance en matière de production alimentaire et de travail indépendant, et ouvrir la voie à l'industrialisation. En créant une nouvelle zone économique spéciale, nous comptons attirer l'industrie légère, activité à forte intensité de main-d'œuvre.

Nous inspirant de l'expérience acquise en matière de lutte contre l'épidémie d'Ebola qui a, en 2014, coûté la vie à des milliers de citoyens et de personnels de santé libériens, nous comptons organiser efficacement et adéquatement notre système de prestation de soins de santé afin de veiller à ce que la santé et le bien-être de nos populations soient améliorés.

Enfin, nous mettons l'accent sur la sécurité nationale afin que les personnes puissent circuler et vivre librement et sans crainte. Avec le récent retrait de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), c'est nous qui assumons désormais notre propre sécurité. Nous remercions la communauté internationale des sacrifices qu'elle a consentis pour instaurer et maintenir la paix au Libéria après notre long conflit civil. À cet égard, je voudrais remercier personnellement M. Farid Zarif de l'Afghanistan qui, en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général pour le Libéria et dernier Chef de la MINUL de 2015 à 2018, a supervisé le retrait ordonné des contingents, tout en garantissant l'environnement pacifique qui a permis qu'une campagne politique très intense se déroule sans incident.

Mon pays a finalement passé un cap, ayant maintenant vécu plus longtemps en paix que les années de

guerre précédentes, guidé par notre accord de paix signé à Accra il y a 15 ans. Nous remercions les membres et le Conseil de sécurité pour la mission de maintien de la paix de la MINUL, qui a apporté la stabilité et nous a aidés à reconstruire nos institutions et nos communautés. Nous sommes un exemple de maintien de la paix couronné de succès, et nous sommes reconnaissants de l'appui qui nous a été fourni.

Mais une nation qui a connu la guerre civile ne doit jamais prendre la paix pour acquise ni oublier l'ombre qu'un conflit qui a duré des années jette encore sur la vie des populations. Nous devons réaliser et comprendre que notre paix est encore une paix précaire.

Notre population pâtit encore partout dans le pays des séquelles du conflit. C'est pourquoi nous comptons lancer une série de dialogues nationaux pour promouvoir la paix partout au Libéria. Nous devons relancer ces conversations difficiles au niveau local et y inclure nos jeunes afin qu'ensemble, nous ne répétions pas les erreurs coûteuses du passé. Il me semble évident que ces échanges francs sont un pas essentiel pour apporter guérison, réconciliation et unité à nos populations. Notre programme n'est pas un programme qui prône la division, mais plutôt un programme qui crée un environnement favorable à l'unité et à la réconciliation des populations afin qu'elles puissent bénéficier des dividendes économiques de la paix et prospérer.

Je me rappelle avec humilité que j'ai été choisi pour servir comme Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF, une mission que j'ai accomplie avec passion, conviction et détermination pour appuyer les principes que défend l'Organisation et les faire connaître partout dans le monde. J'ai eu le privilège aussi d'avoir été nommé Messenger de la paix pour le Libéria, avec pour mandat d'appliquer ces principes : préserver et maintenir la paix, ce que la mission de maintien de la paix avait réussi à rétablir. Je chéris profondément et personnellement ces principes.

C'est pourquoi je voudrais aujourd'hui, pour terminer, réaffirmer l'appui de mon gouvernement aux efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour instaurer la paix dans le monde, lutter contre le terrorisme et réformer l'Organisation des Nations Unies, ainsi que pour mener à bien la réforme, garantir la sécurité, la bonne gouvernance et la promotion du principe de l'universalité des droits de l'homme. Nous réaffirmons en outre notre attachement à l'état de droit ainsi que notre engagement en faveur de la réduction de la pauvreté, de l'égalité des sexes, de l'élimination de la

violence sexiste et de l'autonomisation des femmes, des filles et des jeunes. Je crois aussi que les Libériens m'ont chargé de la tâche énorme de mettre fin à la corruption dans la fonction publique, et je reste pleinement déterminé à m'en acquitter.

Grâce à l'aide généreuse et au ferme appui de l'Organisation des Nations Unies, d'autres institutions internationales et d'États Membres, et avec la bénédiction de Dieu, nous atteindrons notre objectif qui est de sortir nos populations de la pauvreté et de leur apporter la prospérité.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Libéria de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République slovaque.

*M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Kiska** (*parle en anglais*) : Il faut des décennies pour construire la paix et établir la confiance, mais il suffit de quelques secondes, d'une décision égoïste ou étroite d'esprit, pour les briser. Chaque année, nous nous réunissons ici pour améliorer ce que nous édifions depuis plus de 70 ans : l'idée d'un monde fondé sur des règles et des principes d'humanité, de responsabilité, de tolérance et de coexistence pacifique, où les guerres et les conflits armés n'ont pas leur place, où les différends sont réglés par le dialogue et où les défis sont abordés par le biais de la coopération.

Nous devenons sans cesse plus riches et plus avancés. Avec toutes les ressources que nous pouvons générer ensemble, nous pourrions avoir les moyens nécessaires pour atteindre même les plus pauvres

d'entre les pauvres. Pourtant, nous sommes plus souvent motivés par l'égoïsme et les intérêts à court terme. Au lieu de favoriser la liberté, la coopération et une concurrence saine, nous mettons en place des restrictions et lançons des guerres commerciales. Si la mondialisation a créé des richesses sans précédent, les inégalités divisent encore notre planète. Les statistiques économiques sont positives mais, dans de nombreuses régions du monde, elles ne se sont pas vraiment traduites par une amélioration du bien-être et de la dignité pour chaque être humain. Nous continuons à développer à un rythme stupéfiant des technologies qui nous permettent de nous connecter, de communiquer et d'être plus proches à l'échelle mondiale. Mais la distance entre les personnes et le manque de compréhension et d'empathie à l'égard des autres cultures restent énormes. Pourtant, grâce à l'innovation, le monde n'a jamais été aussi petit. Ce qui se passe à des milliers de kilomètres de distance peut se transformer en un problème mondial en quelques minutes, et les problèmes mondiaux ont un impact direct sur nos citoyens. Dans ce contexte, l'ONU joue un rôle irremplaçable. Elle a un potentiel énorme pour surmonter ces paradoxes. La force de ses principes, son action responsable et sa capacité à stimuler la coopération sont ce qui la rend si unique. Je voudrais aborder ces caractéristiques plus en détail.

Les règles et les principes, ainsi que leur application, doivent rester les piliers de l'Organisation, car il semble aujourd'hui que le respect des règles soit devenu démodé, comme si le fait de les ignorer était un signe de force et le respect un signe de faiblesse.

Les conflits armés se sont multipliés au cours des dernières années. Pour les seules années 2016 et 2017, le nombre de conflits a atteint le pic de l'ère de la guerre froide. Le nombre de victimes civiles augmente. Nous parlons ici de centaines de milliers d'innocents directement touchés par les conflits et la guerre.

La souveraineté et l'intégrité territoriale sont l'ADN de la stabilité et de la sécurité mondiales et régionales. Mais l'occupation de la Géorgie et de l'Ukraine et la déstabilisation dans la région ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres que le respect des règles a été remplacé par une impitoyable politique du plus fort.

La menace des armes nucléaires résonne beaucoup plus souvent que nous aurions pu l'imaginer ces dernières années. Nous espérons que les évolutions en cours en Corée du Nord aboutiront à des résultats tangibles. Nous devons veiller à ce que les accords

soient respectés. Et si tel n'est pas le cas, nous devons agir avec détermination.

Trop souvent, nous voyons des milliers de civils massacrés par leurs propres régimes ou pris dans des conflits interminables, comme si nous étions devenus insensibles face à la violation des normes mêmes de l'humanité et avons cessé de compter les vies innocentes perdues en Syrie, au Yémen, en Palestine, au Myanmar, au Soudan du Sud et ailleurs.

Ensemble, nous sommes convenus que l'utilisation d'armes de destruction massive est inacceptable, sans exception. Toute utilisation d'armes chimiques doit être considérée comme une ligne rouge à ne pas franchir et déclencher automatiquement des mesures résolues. Il est donc honteux de voir le régime syrien tyrannique utiliser à plusieurs reprises des armes chimiques contre ses propres citoyens au nom de sa survie. Quant à nous, Européens, il est choquant de constater les attaques à Salisbury, en Grande-Bretagne, dont les auteurs évitent toute responsabilité et nient les faits sans vergogne.

Il est de notre responsabilité de veiller à ce qu'aucun coupable n'échappe à la justice. Nous devons indiquer fermement que nous ne laisserons pas nos principes se plier à une politique agressive et que nous ne minerons pas l'autorité de l'Organisation par notre inaction.

Nous avons tous une grande responsabilité à l'égard de nos citoyens, de la communauté internationale et de la planète, celle de diriger, de soutenir fermement et de défendre nos valeurs. Nous devons écouter nos populations non seulement pour résoudre leurs problèmes, mais aussi pour voir assez loin pour les inspirer, en particulier face à l'extrémisme, au populisme, au radicalisme, à la xénophobie, au racisme, à la propagande, aux mensonges, à la déformation de la vérité et au terrorisme. Leurs objectifs sont simples mais efficaces : répandre la peur, la haine et le doute, éroder nos convictions et nos valeurs, et saper notre unité. Ils fournissent des solutions en apparence simples et rapides, provoquant des affrontements et créant des lignes de démarcation. Il n'est pas surprenant qu'ils trouvent un terrain fertile partout où nous ne sommes pas à la hauteur de la tâche. Les personnes qui vivent dans la pauvreté, souffrant de la faim ou de maladies et sans accès à l'éducation ou aux soins de santé sont parmi leurs cibles naturelles. Et nous ne gagnerons pas ce combat si nous n'offrons pas à ces personnes et à leurs enfants l'espoir d'une vie meilleure dans la dignité, à l'abri de la peur de la faim ou de la mort. C'est la raison pour laquelle notre unité dans la

mise en œuvre des objectifs de développement, dans la lutte contre les changements climatiques et dans le traitement de la question des migrations est si importante. Nous devons faire de nos plans et de nos promesses une réalité à l'échelle mondiale. Si nous échouons, cela ne serait qu'un signe de notre faiblesse, et nous aurions ainsi abandonné ces gens et cette planète à leur sort.

Les progrès et l'innovation sans précédent dans le domaine de nouvelles technologies donnent lieu à de nouveaux défis. Je suis très préoccupé par les activités malveillantes dans le cyberspace. La manipulation croissante par l'intermédiaire des médias sociaux porte atteinte à la démocratie dans le monde entier et endoctrine nos populations. Le cyberspace ne connaît pas de frontières. C'est un espace anonyme qui offre une marge de manœuvre illimitée pour nous attaquer, par divers moyens : manipuler les élections, influencer les décisions, nous espionner ou s'infiltrer dans nos ordinateurs, nos réseaux et notre vie quotidienne. Ces menaces sont aussi dangereuses que n'importe quelle menace traditionnelle. Par conséquent, nous devons y accorder toute notre attention. Pourtant, nous ne faisons rien ou presque rien pour le moment. Les entreprises mondiales font passer leurs profits avant leurs responsabilités. C'est donc à nous, les États, de mettre en place de nouvelles normes et le cas échéant, de nouvelles réglementations – parce qu'aujourd'hui, ce n'est pas nous qui menons le bal, nous nous contentons de suivre. Et bientôt, le prix de l'inaction pourrait s'avérer être très élevé.

*M. Messahel (Algérie), Vice-Président, assume la présidence.*

Bien souvent, nous entendons des responsables politiques lancer des appels à la lutte contre l'extrémisme et la propagande en utilisant les mêmes outils et les mêmes discours. Ils se trompent énormément. La seule réponse honnête consiste à appuyer la tolérance, la liberté d'expression et la pensée critique dans nos sociétés. La seule défense puissante consiste à renforcer nos valeurs et à apporter des solutions honnêtes aux problèmes de nos populations. Ce n'est qu'en tenant nos promesses que nous pourrions protéger nos administrés contre les idées et la propagande extrémistes. Dans le cadre de cet effort, nous devons nous rappeler que les médias libres sont nos alliés et pas nos ennemis. Ils sont les gardiens de nos principes. Ils sont souvent les premiers à repérer les problèmes. Ils demandent des comptes à ceux qui violent les règles.

Par conséquent, la tendance à l'augmentation des attaques contre les journalistes, des tentatives visant à éliminer la liberté de la presse et des restrictions imposées à la société civile doit nous inquiéter. Malheureusement, l'an dernier, des dizaines de journalistes ont été tués, des centaines d'autres ont été emprisonnés tandis que des milliers ont été victimes d'oppression. Le climat de haine continue de gagner du terrain, et les journalistes sont qualifiés d'ennemis de l'État, d'ennemis des nations ou même d'ennemis des religions. Pourtant, ils jouent un rôle clef dans notre mission d'édifier un monde meilleur et à ce titre, doivent être protégés.

Aucun de nos pays, même le plus puissant, n'est assez grand pour relever à lui seul les défis actuels, qu'il s'agisse des migrations, du terrorisme, des changements climatiques ou de préserver une croissance économique robuste. Certes, en tant que politiciens, notre devoir le plus important est de servir nos peuples, mais nous ne pourrions y arriver que si nous comprenons vraiment l'importance de la coopération, si nous comprenons que si nous voulons vraiment faire de notre monde un monde meilleur, nous devons penser aux autres – les individus, les nations et les pays - et expliquer patiemment ce principe à notre peuple.

Comme l'a dit Kofi Annan,

« Plus que jamais dans l'histoire de l'humanité, nous partageons un destin commun. Nous devons l'affronter ensemble. Voilà pourquoi, chers amis, nous avons créé l'Organisation des Nations Unies ».

J'admets que la voie du multilatéralisme n'est pas toujours facile, mais c'est la seule voie viable. L'ONU ne pourra remplir sa mission, qui si nous, les États Membres, honorons nos engagements et sommes prêts à défendre nos règles et nos principes. Les nobles idéaux et les principes forts de l'Organisation – les valeurs fermes de la tolérance, de l'empathie, de la compassion et de la solidarité – sont les meilleurs outils dont nous disposons pour relever tous ces défis. Si nous protégeons ces valeurs, ce repère moral de l'humanité, alors ces maux que sont la politique agressive du plus fort, le nationalisme égoïste, l'extrémisme et le racisme ne pourront pas l'emporter. Nous ne savons pas forcément ce que nous réserve l'avenir, mais nous savons comment y réagir en suivant ce repère moral. La meilleure garantie que nous puissions avoir en cette période d'incertitude est de protéger nos valeurs.

Je voudrais terminer en félicitant la Présidente de l'Assemblée générale pour son entrée en fonctions. Les défis que je viens de mentionner ne sont pas faciles à relever, mais je suis confiant que l'ONU et son Bureau guideront l'Assemblée en ces temps difficiles avec le plus grand dévouement en vue de la réalisation de nos objectifs communs. Par conséquent, je tiens à remercier et à féliciter son prédécesseur, M. Miroslav Lajčák, pour le professionnalisme avec lequel il a servi les Nations Unies et leurs peuples.

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République slovaque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Andrej Kiska, Président de la République slovaque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée**

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

*M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Moon Jae-in** (*parle en coréen; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens à faire part de mes plus sincères condoléances suite au décès de Kofi Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le monde se souviendra à jamais de son nom, désormais gravé sur le chemin de la paix.

J'adresse mes félicitations à M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. J'espère que la présente session permettra à l'ONU de parvenir jusqu'aux zones du monde les plus reculées. J'espère également que l'Organisation continuera de contribuer à la communauté internationale, sous la direction éclairée du Secrétaire général António Guterres.

Tout comme l'an dernier (voir A/72/PV.11), c'est à nouveau empreint d'un sentiment d'urgence et

d'enthousiasme que je me tiens ici aujourd'hui. Quelque chose de miraculeux s'est produit sur la péninsule coréenne au cours de l'année écoulée. Pour la première fois de l'histoire, le dirigeant de la Corée du Nord a franchi la ligne de démarcation militaire pour se rendre à Panmunjom. Un sommet historique entre les États-Unis et la Corée du Nord s'est tenu sur l'île de Sentosa, à Singapour. Le Président Kim Jong-un et moi-même avons dissipé l'ombre de la guerre et résolu d'inaugurer une ère de paix et de prospérité. Lors du sommet entre les États-Unis et la Corée du Nord, les deux parties sont convenues d'œuvrer à la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne, mettant ainsi un terme à des relations hostiles et établissant un régime de paix permanent. En intervenant, le Président Trump et le Président Kim ont donné un espoir à tous ceux qui désirent l'avènement de la paix dans le monde. La Corée du Nord a démantelé son site d'essais nucléaires de Punggye-ri, sous les regards de la communauté internationale. Les États-Unis et la République de Corée ont suspendu leurs exercices militaires conjoints à grande échelle afin d'instaurer la confiance. Je tiens à remercier et à saluer le courage et la détermination du Président Trump et du Président Kim tandis qu'ils étrennent une nouvelle ère sur la péninsule coréenne, ainsi que dans les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord.

La semaine dernière, à Pyongyang, j'ai rencontré le Président Kim pour la troisième fois et nous avons conclu un accord visant à faire en sorte que la péninsule coréenne redevienne une terre de paix, exempte d'armes et de menaces nucléaires. Le Président Kim a dit espérer achever la dénucléarisation dans les meilleurs délais, afin de se concentrer sur le développement économique. En outre, il s'est engagé à démanteler définitivement, dans un premier temps, le site d'essai de moteurs de missiles et la plateforme de lancement de Tongchang-ri, sous les regards de la communauté internationale, afin d'accélérer les progrès de la dénucléarisation. Il s'est également déclaré fermement disposé à continuer de prendre de nouvelles mesures au titre de la dénucléarisation, comme le démantèlement permanent des installations nucléaires de Yongbyon, à mesure que les États-Unis prendront les mesures correspondantes, dans l'esprit de l'accord de Sentosa.

La péninsule coréenne vit sous un régime d'armistice depuis 65 ans. Il est urgent de mettre fin à la guerre de Corée. C'est le processus que nous devons suivre pour avancer vers un régime de paix. J'attends avec intérêt que des mesures de dénucléarisation ambitieuses soient mises en œuvre entre les pays concernés,

ce qui aboutira à une déclaration mettant fin à la guerre. Indépendamment des défis qui nous attendent, les dirigeants des Corées du Sud et du Nord et des États-Unis avanceront progressivement sur la voie d'une paix fondée sur la confiance mutuelle. Un changement aussi spectaculaire a été rendu possible grâce à l'appui et à l'encouragement de tous ceux qui, partout dans le monde, aspirent à la paix. L'ONU, en particulier, a donné à la Corée du Nord le courage de s'engager sur la voie de la paix. Je tiens à remercier l'Organisation du rôle qu'elle a joué. Ce n'est cependant qu'un début. Je demande aux États Membres qu'ils continuent de nous apporter leur appui et leur coopération tandis que nous nous dirigeons vers une dénucléarisation complète et une paix permanente. La République de Corée ne ménagera aucun effort pour encourager la Corée du Nord à participer à la communauté internationale, dans le respect des résolutions adoptées par l'ONU.

Pyeongcheng, dans la province de Gangwon, nous a donné l'hiver dernier un avant-goût de la paix sur la péninsule coréenne, lorsque la résolution sur la trêve olympique adoptée par l'Assemblée générale en novembre 2017 a porté ses précieux fruits. Le Secrétaire général António Guterres et de nombreux chefs d'État se sont félicités que des athlètes et officiels nord-coréens participent aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongcheng. Ils ont fait part de leurs vœux de voir l'unité et la paix régner dans la péninsule coréenne. Le monde a pris conscience qu'un nouveau chapitre de l'histoire de la paix était en train de s'écrire. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier le Président du Comité international olympique, M. Thomas Bach, de son leadership et de sa contribution, ce qui a permis à la Corée du Nord de participer aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongcheng. À peine plus d'un mois après la clôture des Jeux paralympiques d'hiver de Pyeongcheng, le Président Kim et moi-même nous sommes réunis pour la première fois à Panmunjom. L'ONU s'est félicitée de l'adoption de la Déclaration de Panmunjom et l'a activement appuyée. Ce faisant, elle a insufflé un élan considérable aux réunions qui ont suivi, notamment le deuxième sommet intercoréen, la réunion au sommet entre les États-Unis et la Corée du Nord et le récent sommet intercoréen qui a eu lieu à Pyongyang.

À la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, j'ai exprimé l'espoir que la Corée du Nord opérerait de son propre chef pour la paix, afin d'instaurer une paix saine et durable. Cet espoir était partagé par l'ONU et par la communauté internationale tout entière. La Corée du Nord a répondu favorablement à

nos espoirs et à nos appels. L'allocution du Nouvel An que le Président Kim a prononcée le premier jour de cette année a changé l'orientation de la situation politique dans la péninsule coréenne. La participation de la délégation et des athlètes de Corée du Nord aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongcheng a insufflé l'élan décisif qui a permis de sortir de l'impasse dans laquelle s'enfermait l'instauration de la paix. Le 20 avril, la Corée du Nord a mis officiellement fin à sa politique de développement nucléaire et consacre depuis lors tous ses efforts au développement économique. Le 9 septembre, lors de la cérémonie commémorant le soixante-dixième anniversaire de sa création, la Corée du Nord a exprimé son attachement à la paix et à la prospérité au lieu de vanter ses capacités nucléaires. La Corée du Nord est sortie, de sa propre initiative, de l'isolement dans lequel elle se trouvait de longue date et se présente à nouveau devant la communauté internationale. C'est désormais à la communauté internationale de réagir positivement aux nouveaux choix et aux efforts de la Corée du Nord. Nous devons assurer au Président Kim qu'il a pris la bonne décision en s'engageant pour la dénucléarisation. Nous devons encourager la Corée du Nord à rester sur la voie qui mène à une paix permanente et solide.

Le rôle de l'ONU est crucial. Le Secrétariat a poursuivi ses efforts de dialogue et de mobilisation, notamment en invitant de haut-responsables nord-coréens à des conférences internationales. L'ONU a annoncé sa détermination à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. J'espère sincèrement que la vision de l'Organisation en matière de développement durable se concrétisera sur la péninsule coréenne. Je ne doute pas que, si la communauté internationale ouvre la voie, la Corée du Nord parviendra à avancer à grands pas vers la paix et la prospérité. La République de Corée ne s'épargnera aucun effort pour guider la Corée du Nord dans cette voie. J'appelle les Nations Unies à partager leurs expériences et leur sagesse.

Le processus de dénucléarisation et d'instauration de la paix dans la péninsule coréenne conduit également à la consolidation de la paix et de la coopération en Asie du Nord-Est, où vit un cinquième de la population mondiale et qui représente un quart de l'économie mondiale. Toutefois, les conflits régionaux font obstacle à la poursuite d'une coopération plus large. Nous entendons commencer à œuvrer au règlement des conflits en Asie du Nord-Est, en commençant par la péninsule coréenne.

Le 15 août, j'ai proposé la création d'une communauté ferroviaire est-asiatique, à laquelle participeraient six pays d'Asie du Nord-Est, ainsi que les États-Unis. La Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui a donné naissance à l'Union européenne, est l'exemple vivant de ce qu'une initiative de ce type peut accomplir. Je suis convaincu que la communauté ferroviaire est-asiatique pourra servir de point de départ à la création d'une communauté énergétique et économique en Asie de l'Est et, pour aller un peu plus loin, aboutir à une architecture multilatérale de paix et de sécurité en Asie du Nord-Est. Les deux Corées s'efforcent de restaurer les liaisons ferroviaires et routières interrompues. À l'avenir, la République de Corée mènera des consultations étroites avec les pays de la région pour élaborer des mesures concrètes qui aboutiront à la création de la communauté ferroviaire est-asiatique. Tandis que nous nous employons à concrétiser l'esprit de multilatéralisme de l'ONU et à ouvrir la voie à un avenir marqué par une prospérité partagée, je voudrais demander l'appui et la coopération de la communauté internationale.

La République de Corée, aux côtés de l'ONU, a résisté aux tempêtes de l'histoire moderne. L'Organisation des Nations Unies et la République de Corée partagent des valeurs et des philosophies communes. Ce mois-ci, le Gouvernement de la République de Corée a annoncé sa vision d'une nation inclusive fondée sur une philosophie axée sur l'être humain. Nous cherchons à ériger une nation juste et équitable, et une société au sein de laquelle personne n'est victime de discrimination et chacun vit en harmonie. L'inclusivité est également une philosophie intégrée dans la coopération internationale au service du développement. Le Gouvernement de la République de Corée entend accroître régulièrement sa contribution à la coopération au développement afin de créer une communauté mondiale qui ne laisse personne de côté.

La République de Corée a également revu à la hausse son assistance aux personnes victimes de violations des droits de l'homme et de discrimination, en particulier les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées. Nous avons accru notre aide financière pour les réfugiés à cinq reprises au cours des cinq dernières années. Depuis cette année, la Corée fournit chaque année 50 000 tonnes de riz aux pays en développement connaissant de graves crises alimentaires. Je pense qu'il est nécessaire d'adopter une démarche holistique englobant la paix, le développement et les droits de l'homme afin de régler de manière décisive les crises

humanitaires. Le Gouvernement de la République de Corée participera aux débats et fournira un appui afin que l'ONU devienne une organisation pour tous.

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toute personne qui a lutté contre les abus de pouvoir afin de promouvoir les droits de l'homme porte en son cœur la première clause de la Déclaration : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux ». Je m'emploie, en particulier, à réaliser de manière tangible l'égalité des sexes, qui constitue un élément important de notre programme de gouvernement. Toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes sont traitées encore plus sévèrement. La Corée a souffert directement de la mobilisation par l'armée japonaise des femmes de réconfort. Nous participerons activement aux débats de la communauté internationale concernant la question des femmes et de la paix et de la sécurité. Nous travaillerons également de concert avec la communauté internationale dans le cadre des efforts visant à éliminer la violence sexuelle en période de conflit.

La lutte contre les changements climatiques et la transition vers une économie à faible émission de carbone sont les défis que devra relever notre génération. Le Gouvernement de la République de Corée augmentera à 20 % la part d'énergies renouvelables dans la production d'énergie totale du pays d'ici à 2030. Nous poursuivons scrupuleusement l'objectif de réduction des gaz à effet de serre d'ici à 2030, conformément à l'Accord de Paris, et appuyerons les pays en développement qui cherchent à atteindre le développement durable en les aidant à faire face aux changements climatiques.

Pour les deux Corées, l'Organisation des Nations Unies est plus importante que toute autre organisation internationale. Le 17 septembre 1991, à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale, les 159 États Membres de l'ONU de l'époque ont adopté à l'unanimité la résolution 46/1 relative à l'adhésion conjointe de la Corée du Sud et de la Corée du Nord à l'Organisation des Nations Unies. Il se trouve que ce jour-là était aussi la Journée internationale de la paix. Dans leurs déclarations respectives, les représentants de la Corée du Sud et de la Corée du Nord ont promis que, bien que la Corée du Sud et la Corée du Nord aient été admises séparément, elles finiraient un jour par devenir une par le biais de la réconciliation, de la coopération et de la paix (voir A/46/PV.1). Aujourd'hui, 27 ans plus tard, la Corée du Sud et la Corée du Nord réalisent la promesse faite ce

jour-là. Nous avons surmonté les barrières de la division et détruisons les murs érigés dans nos cœurs. Nous prouvons à la communauté internationale que lorsque nous agissons de concert, nous avons les moyens d'instaurer la paix.

Nous aspirons tous à la paix. La paix, ce sont nos proches, ce sont nos voisins que nous chérissons, ce sont nos villes natales qui nous manquent cruellement. La paix, c'est partager ce que nous avons en commun. Une paix pour laquelle nous avons œuvré ensemble est une paix qui nous appartient à tous. Je suis convaincu que tous les Membres continueront de nous accompagner sur la voie de la paix permanente et de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, ainsi que sur la voie d'un monde en paix.

**Le Président par intérim (parle en arabe) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie**

**Le Président par intérim (parle en arabe) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Roumanie.

*M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en arabe) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Iohannis (parle en anglais) :** Je suis particulièrement honoré de prendre la parole à l'occasion de la session de cette année, étant donné que 2018 est une année symbolique pour la Roumanie. Il y a 100 ans, les Roumains réalisaient leur grand rêve, celui de vivre ensemble dans un pays uni. Le centenaire de la Roumanie unie et moderne ne concerne pas seulement le passé de mon pays, c'est aussi et surtout, l'avenir. J'ai la ferme conviction qu'un avenir plus sûr et plus prospère pour le peuple roumain ne pourra se faire qu'aux côtés de sociétés pacifiques et durables partout dans le monde.

L'Organisation des Nations Unies a, elle aussi, des raisons de célébrer cette année. La Déclaration

universelle des droits de l'homme fête ses 70 ans, tout comme la Commission du droit international, principal organe des Nations Unies chargé de façonner le droit international afin que la communauté internationale devienne un endroit meilleur où l'état de droit international nous régit tous.

Ces anniversaires sont un rappel de notre détermination politique à défendre nos droits fondamentaux et le droit, même si le chemin n'a été ni court ni facile. Notre action en tant que dirigeants politiques est soutenue par notre responsabilité à l'égard de notre peuple. Nous sommes au service de notre peuple lorsque nous travaillons avec l'Organisation des Nations Unies, et chacun de nos citoyens doit pouvoir voir l'effet concret que cela a sur sa vie quotidienne et le changement positif qui en découle. C'est pourquoi je me félicite de l'invitation faite par le Président de l'Assemblée générale de formuler des observations sur la pertinence continue de l'Organisation des Nations Unies pour la vie et le bien-être de tous les peuples. Nous devons expliquer les défis actuels à la paix, à l'équité et à la durabilité de nos sociétés et parler davantage du rôle que joue l'ONU dans ces domaines. Nous devons expliquer que nous sommes confrontés à de graves menaces contre la sécurité, que le terrorisme appelle une réponse coordonnée à l'échelle mondiale et que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs demeure une menace existentielle à la sécurité mondiale. S'il est indispensable de signaler tous ces défis, cela ne suffit pas. Nous devons aussi y remédier en trouvant des solutions claires. La Roumanie œuvre à cette fin dans sa région. Malheureusement, il existe des conflits non réglés dans l'ensemble de la région de la mer Noire qui constituent de graves menaces pour la région elle-même et pour la sécurité internationale.

Il y a trois ans, nous avons adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, un programme universel unique en son genre en faveur du progrès, et fixé 17 objectifs ambitieux qui ont des répercussions significatives sur les impératifs les plus urgents de la vie quotidienne de nos populations. La Roumanie, comme de nombreux autres pays, est engagée dans un processus d'apprentissage. La présentation de notre examen national volontaire lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, en juillet, a été un exercice très utile. En même temps, nous avons une grande expérience à partager. C'est pourquoi, en avril 2019, en partenariat avec la Commission économique pour l'Europe, la Roumanie accueillera une conférence régionale sur le thème « Le

Programme de développement durable à l'horizon 2030 : partenariats pour le développement durable ». Les pays de notre région auront l'occasion de partager leurs bonnes pratiques et les enseignements qu'ils ont tirés du processus de mise en œuvre du Programme 2030, ainsi que d'identifier les possibilités stratégiques de s'attaquer aux principaux facteurs sociaux dans notre région et de se pencher sur des questions clés de durabilité et d'intérêts communs.

Par ailleurs, nous sommes satisfaits des efforts conjoints que nous déployons en vue de l'adoption de certains cadres de coopération internationale très importants d'ici la fin de l'année 2018. Le pacte mondial sur les réfugiés et le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières donneront lieu à une approche commune des migrations et des déplacements de populations au niveau mondial. De plus, nous sommes sur le point d'entamer les négociations sur un pacte mondial pour l'environnement. L'élaboration d'une convention sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale est en cours. Une nouvelle Conférence sur les océans aura bientôt lieu. Elle visera à poursuivre le dialogue pour une gestion sûre, propre et durable des océans à l'échelle mondiale. En outre, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et le Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent demeurent primordiaux.

La liste des réalisations ayant des répercussions directes sur nos vies ne s'arrête pas là, car nous continuons en permanence de progresser, ensemble, dans nos travaux à l'ONU. Et je crois que nous pouvons faire plus encore. Il nous faut encore travailler pour que l'ensemble du système des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, soit véritablement coordonné, efficace, transparent, responsable et adapté aux réalités de la communauté internationale du XXI<sup>e</sup> siècle. Les prochains mois seront décisifs pour la réforme de l'Organisation des Nations Unies. La mise en œuvre du cadre mis en place grâce aux efforts inlassables du Secrétaire général, avec l'appui des États Membres, reflétera le niveau de détermination politique de chaque pays. La Roumanie continuera d'appuyer cet effort.

En tant que prochaine Présidente du Conseil de l'Union européenne, au premier semestre 2019, la Roumanie est déterminée à renforcer le partenariat entre l'Union européenne et l'ONU. Et lorsque je parle de participation, je ne parle pas seulement des responsables politiques et des diplomates. Nous devons tendre

la main à nos jeunes, aux représentants de la société civile, aux journalistes et aux personnes du monde des affaires. Nous avons besoin de chacun d'entre eux pour la cause du multilatéralisme et du leadership mondial.

Comme l'Assemblée le sait, la Roumanie est candidate à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2020-2021. Par cette candidature, nous prenons notre part de responsabilité dans les efforts visant à accroître l'efficacité du Conseil. Nous espérons que notre bilan à l'ONU convaincra une fois de plus l'Assemblée que la Roumanie est déterminée à appuyer l'action des Nations Unies en faveur de la paix et du développement pour tous ses Membres. La paix, le développement et la justice sont des piliers fondamentaux de notre stratégie multilatérale. Nous respectons nos partenaires et tablons sur le dialogue. Nous comptons sur l'appui extrêmement précieux des membres à notre candidature. La Roumanie sera un partenaire responsable dans la promotion d'un programme commun de l'Organisation des Nations Unies.

Nous reconnaissons la responsabilité principale qui incombe au Conseil de sécurité en matière de paix et de sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies. Étant donné que de nombreuses crises sont aujourd'hui de nature multidimensionnelle, le Conseil de sécurité pourrait jouer un rôle plus important en s'attaquant à davantage d'aspects qui ont une incidence sur la paix et la sécurité. Par exemple, les changements climatiques sont devenus un des défis mondiaux les plus redoutables. Leurs conséquences, qu'il s'agisse des pénuries d'eau, de l'insécurité alimentaire, des déplacements de population ou de l'élévation du niveau des mers, menacent des vies partout dans le monde. Outre les efforts déployés par d'autres instances des Nations Unies pour s'attaquer aux risques liés au climat, le Conseil de sécurité pourrait créer un cadre pour y faire face de manière intégrée.

Nous nous sommes félicités de l'organisation, en juillet, d'un débat au Conseil de sécurité sur les aspects de la paix et de la sécurité liés aux changements climatiques (voir S/PV.8307), et nous sommes prêts à donner suite à cette question si nous sommes élus membre non permanent. Dans la perspective des préparatifs du Sommet sur le climat qui sera convoqué par le Secrétaire général l'année prochaine, la Roumanie accueillera, sous sa présidence du Conseil de l'Union européenne, une conférence internationale sur le thème « Renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles », qui servira de plateforme pour échanger des vues sur les moyens

d'évaluer et de traiter plus efficacement les risques liés au climat et à la sécurité et de renforcer les fondements d'un avenir résilient.

Je remercie la Présidente de l'Assemblée générale de son choix du thème du débat général de cette année et la félicite pour son accession à cette importante responsabilité. Je lui adresse nos meilleurs vœux de succès et l'assure une nouvelle fois de la pleine coopération de la Roumanie.

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Roumanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Point 8 de l'ordre du jour** (*suite*)

**Débat général**

**Allocution de M<sup>me</sup> Theresa May, Première Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*M<sup>me</sup> Theresa May, Première Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escortée à la tribune.*

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M<sup>me</sup> Theresa May, Première Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M<sup>me</sup> May** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Au nom du Royaume-Uni, je voudrais avant toute chose rendre hommage à un grand dirigeant de l'Organisation des Nations Unies qui, malheureusement, nous a quittés cet été. Kofi Annan a été l'un des grands Secrétaires généraux, un militant infatigable de la paix et du progrès et défenseur des droits de l'homme et de la dignité humaine dont l'influence continuera d'être ressentie dans le monde entier pendant des années. Il a été le témoin, de son vivant, des progrès extraordinaires que nous, la communauté de nations, avons accomplis depuis que l'Organisation a été créée, des progrès qui ont permis de réduire de moitié le nombre des personnes

vivant dans l'extrême pauvreté au cours de ce siècle seulement et de trois quart le nombre des personnes tuées dans les conflits en un plus de trois décennies. Ces progrès ont également permis que des millions de nos citoyens vivent plus longtemps et en meilleure santé et que, grâce aux avancées dans les domaines des connaissances humaines, de la médecine, de la science et de la technologie, d'énormes possibilités nous attendent dans les années à venir. Pourtant, aujourd'hui, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de savoir si ces progrès vont se poursuivre et qui appréhendent ce que l'avenir leur réserve.

Car la fin de la guerre froide n'a pas conduit, comme beaucoup le croyaient alors, à la suprématie inévitable d'économies ouvertes et de démocraties libérales coopérant sur la scène mondiale pour le bien commun. Aujourd'hui, en lieu et place, nous voyons une perte de confiance dans ces systèmes mêmes qui ont tant apporté. La foi dans le libre échange a été ébranlée par la crise financière de 2008, par les préoccupations de ceux qui se sentent laissés pour compte par la mondialisation, par l'angoisse face au rythme et à l'ampleur des avancées technologiques et ce que cela signifie pour l'emploi, et par les mouvements de population massifs et sans précédents à travers les frontières, avec toutes les pressions que cela implique. Et après l'interventionnisme militaire du début du siècle, les populations remettent en question la logique, et en fait la légitimité, du recours à la force et de notre implication dans des crises et des conflits que ne nous concernent pas, tout en se disant dans le même temps horrifiés par les massacres en Syrie et par notre incapacité à y mettre fin.

De telles interrogations sont tout à fait compréhensibles, de même que la demande de leadership. Ceux d'entre nous qui croient en des sociétés inclusives et des économies ouvertes ont l'obligation d'y répondre, de tirer les enseignements du passé, de répondre aux préoccupations des populations par des mesures pratiques et non en les berçant d'illusions, et de réaffirmer notre confiance dans les idées et les valeurs qui ont tant fait pour le bien d'un si grand nombre et pendant si longtemps. Car, il ne faut point en douter, si nous n'avons pas la confiance nécessaire pour le faire, d'autres le feront.

Au cours du siècle dernier, qu'il s'agisse de la montée du fascisme ou de la propagation du communisme, nous avons vu l'extrême droite et l'extrême gauche exploiter les craintes, attiser l'intolérance et le racisme, fermer les économies et les sociétés et détruire la paix des nations. Et aujourd'hui nous voyons à

nouveau ces tendances préoccupantes dans la montée de ces mouvements en Europe et au-delà. Nous avons vu ce qui se passe lorsque les pays glissent vers l'autoritarisme, écrasant lentement les libertés et les droits fondamentaux de leurs citoyens. Nous avons vu ce qui arrive lorsque des oligarchies corrompues détournent les richesses, les ressources et le capital humain de leurs pays qui sont si cruciaux pour construire un avenir meilleur pour leurs citoyens.

Nous avons vu ce qui se produit lorsque le patriotisme naturel, pierre angulaire d'une société saine, est déformé en un nationalisme agressif, exploitant la peur et l'incertitude pour promouvoir des politiques identitaires chez soi et la confrontation et l'hostilité à l'étranger, tout en violant les règles et en sapant les institutions. Nous voyons ce qui arrive lorsque des États comme la Russie violent de façon flagrante les normes internationales – de la saisie d'un territoire souverain à l'utilisation irresponsable d'armes chimiques dans les rues de la Grande-Bretagne par des agents de la Direction générale du renseignement russe (GRU). Nous devons montrer qu'il y a un meilleur moyen de répondre aux préoccupations de nos populations. Ce moyen, c'est la coopération mondiale entre des États forts et responsables fondés sur des économies ouvertes et des sociétés inclusives, un moyen qui garantisse que les États nations forts fournissent les liens qui unissent les citoyens et que les pouvoirs restent responsables vis-à-vis de ceux qu'ils servent; un moyen qui encense le système de libre échange et ait la volonté de le réformer pour qu'ils fonctionnent mieux; et un moyen qui montre que répondre aux besoins de ses citoyens ne doit pas se faire au détriment de la coopération mondiale et des valeurs, des règles et des idéaux qui la sous-tendent.

En effet, la coopération et la concurrence ne s'excluent pas mutuellement. Seule une coopération mondiale axée sur un ensemble de règles convenues peut garantir que la concurrence est équitable et qu'elle ne succombe pas au protectionnisme, avec sa voie assurée vers la perte d'emplois et la confrontation internationale. Seule la coopération mondiale peut transformer les intérêts nationaux légitimes en objectifs communs, produire des accords sur des défis mondiaux, comme les changements climatiques et la prolifération, et accroître une croissance économique inclusive. Nous voyons cette coopération ici aujourd'hui à l'ONU, comme nous l'avons vue aussi lors de la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth qui a eu lieu au début de l'année. Et ici aujourd'hui, en tant que Présidente en exercice du Commonwealth, je fais

cette déclaration au nom des chefs de gouvernement de ses 53 États membres égaux et indépendants. Nous réaffirmons notre volonté commune d'œuvrer de concert dans un système international fondé sur des règles pour relever les défis mondiaux communs et promouvoir un avenir plus juste, plus sûr, plus viable et plus prospère. Cet engagement tient compte des besoins particuliers des pays les moins avancés et des petites économies vulnérables, ainsi que des intérêts de tous nos citoyens et du monde entier.

Mais nous ne devons pas nous contenter de tout simplement plaider en faveur de la coopération. Il nous faut agir, à notre niveau et au sein de la communauté des nations, pour montrer comment nos idées et nos valeurs peuvent procurer des avantages concrets à tous nos peuples partout dans le monde. Il nous faut reconnaître que les préoccupations des populations sont légitimes et agir pour construire une économie mondiale avantageuse pour tous. Il nous faut investir dans le travail patient qui consiste à édifier des sociétés ouvertes où chacun est concerné par l'avenir. Et il nous faut agir pour préserver le système international fondé sur des règles et défendre nos valeurs en protégeant ceux qui viendraient à en souffrir s'il était violé. Qu'il me soit permis de parler de chacun de ses aspects.

Premièrement, nous devons répondre aux préoccupations de ceux qui ont le sentiment que l'économie mondiale ne leur est pas favorable; réduire le rythme de la mondialisation, qui a laissé un trop grand nombre de personnes de côté; apaiser la crainte que nos enfants et nos petits-enfants pourraient ne pas avoir l'éducation et les compétences nécessaires pour trouver du travail demain; et atténuer le risque que les changements technologiques pourraient devenir une source d'inégalité et de division plutôt que la plus grande opportunité de l'histoire. Au Royaume-Uni, nous sommes en train de promouvoir l'investissement dans les industries du futur pour créer de nouveaux emplois – des technologies à faible émission de carbone à l'intelligence artificielle. Nous sommes en train d'investir dans l'éducation et les compétences afin que les travailleurs soient prêts à tirer le meilleur parti des possibilités qui nous attendent. Et nous sommes en train de veiller à ce que les personnes respectent les règles afin que les entreprises et l'innovation soient célébrées parce qu'elles créent des emplois et non diabolisées pour faute de paiement des impôts et pour non respect des droits.

Tandis que nous nous efforçons de faire en sorte que nos propres économies soient au service de tous

nos citoyens, nous devrions faire de même au niveau mondial. Dans une économie de plus en plus mondialisée, il ne suffit pas de veiller à ce que les règles soient respectées par nos citoyens au niveau national. Nous voulons que la coopération mondiale établisse des règles équitables en matière de commerce, de fiscalité et de partage des données, et qu'elle les fasse respecter. Et ces règles doivent évoluer pour s'adapter à la nature changeante du commerce et de la technologie. Il nous faut donner à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) un mandat large, ambitieux et urgent pour réformer. Ce mandat doit couvrir les domaines où l'OMC ne fonctionne pas de manière efficace, s'attaquer aux questions qui ne sont pas actuellement couvertes, et maintenir la confiance dans un système qui est essentiel pour empêcher un retour au protectionnisme failli du passé.

Des règles équitables et respectées sont essentielles pour que les entreprises prospèrent et soient le moteur de la croissance. Mais l'histoire récente montre que cela ne saurait se maintenir sans des partenariats plus solides entre les gouvernements, les entreprises, les institutions financières internationales et la société civile pour garantir que la croissance profite à tous. Voilà pourquoi je me suis rendue dernièrement en Afrique, accompagnée de chefs d'entreprises britanniques, pour promouvoir le commerce et l'investissement, ainsi qu'un nouveau partenariat fondé sur une prospérité et une sécurité partagées. C'est pourquoi, dans le cadre de la présente session de l'Assemblée générale, j'ai organisé, conjointement avec le Premier Ministre Trudeau, le Président Kagame et le Président Akufo-Addo, une réunion appelant à davantage d'appui à l'investissement et à la création d'emplois pour les jeunes sur le continent. C'est la raison pour laquelle le Royaume-Uni maintiendra son engagement de consacrer 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement et placera son budget de développement au cœur de son programme international. Nous allons faire davantage pour créer des emplois, améliorer les compétences et renforcer les investissements dans les pays émergents – tant dans leur intérêt que dans le nôtre, car le meilleur moyen de résister au protectionnisme est de veiller à ce que ce siècle soit défini par des marchés libres qui profitent réellement à tous nos citoyens.

Deuxièmement, nous devons construire des pays, et non seulement des économies, qui fonctionnent pour tous : des sociétés inclusives où chaque citoyen a un intérêt dans l'avenir. Ce sont là les bases solides sur lesquelles sont construites des nations fortes et responsables. L'histoire nous a toujours enseigné que

la meilleure façon d'assurer la stabilité, la sécurité et la croissance économique était de donner un rôle à la population dans la société. Il n'y a pas une seule bonne façon d'atteindre cet objectif. Chaque pays doit choisir sa propre voie, mais les principes fondamentaux sont communs à l'ensemble du monde. Il s'agit notamment d'un gouvernement transparent et responsable, d'un pouvoir judiciaire indépendant pour faire respecter l'état de droit, de la tenue d'élections libres et régulières et de médias libres et ouverts. Ils comprennent également l'application fiable de la liberté d'expression, le droit à réparation et le droit de propriété, la liberté de pensée, d'opinion, de religion et de conscience – tous énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme signée il y a 70 ans.

Ceux d'entre nous qui croient en ces principes doivent montrer l'exemple en les défendant et en les renforçant dans leur pays et à l'étranger. C'est pourquoi nous devons dénoncer les discours haineux, l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes de préjugés et de discrimination à l'égard des minorités partout où nous les rencontrons. Comme beaucoup de dirigeants je suppose, je n'aime pas toujours lire ce que les médias de mon pays écrivent à mon sujet. Mais je défendrai leur droit de le dire, car l'indépendance de nos médias est l'une des plus grandes réalisations de mon pays et c'est le fondement de notre démocratie.

De même, je défendrai l'objectivité et l'impartialité face à ceux qui considèrent la vérité comme une opinion de plus à manipuler. L'essor des médias sociaux et de l'information en ligne ne fait que rendre cet enjeu encore plus complexe. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes mis d'accord, lors du Sommet du Groupe des Sept (G7) en juin, pour intensifier nos efforts de lutte contre la désinformation et pourquoi, de concert avec nos partenaires et des entreprises technologiques, nous dirigeons les efforts visant à reprendre Internet aux terroristes et autres personnes qui pourraient nous nuire.

Tout comme nous devons défendre les valeurs auxquelles nous adhérons, nous devons soutenir les pays et les dirigeants qui choisissent de prendre des mesures souvent difficiles pour aller vers une société plus inclusive. Le Royaume-Uni utilisera tous les leviers à sa disposition pour atteindre cet objectif. Grâce à notre budget de l'aide et à notre engagement en faveur des objectifs de développement durable, nous protégerons non seulement les États les plus vulnérables, mais nous renforcerons également les États menacés et

en aiderons d'autres à poursuivre leurs progrès. Par le biais de campagnes mondiales, nous aiderons des pays à mettre fin à des fléaux comme l'esclavage moderne et la violence sexuelle en période de conflit, et nous mobiliserons un appui plus large par l'intermédiaire de nos alliances et de notre adhésion à des organisations multilatérales – non seulement l'ONU mais également des institutions financières internationales, le G7, le Groupe des Vingt et l'OTAN.

De même qu'il n'existe pas de recette unique pour une société inclusive, il n'y a pas de modèle unique pour concilier les exigences démocratiques de notre population et l'impératif de coopérer à l'échelle internationale. Le vote par le peuple britannique de quitter l'Union européenne (UE) n'était pas un rejet du multilatéralisme ou de la coopération internationale; il reflétait clairement le besoin de voir les décisions et la responsabilité effective revenir plus près de chez nous. Je pense que le rôle des dirigeants dans ces circonstances est clair : il s'agit d'honorer les souhaits démocratiques du peuple et de coopérer à l'international avec nos alliés et partenaires dans la poursuite de nos valeurs communes.

Troisièmement, nous devons avoir la volonté et la confiance nécessaires pour agir lorsque les règles fondamentales qui régissent nos vies sont enfreintes. Il ne s'agit pas de répéter les erreurs du passé en tentant d'imposer la démocratie à d'autres pays par le biais d'un changement de régime, mais nous ne devons pas laisser ces erreurs nous empêcher de protéger les populations face aux pires violations des droits de l'homme et de la dignité humaine. Nous ne devons pas laisser ces erreurs paralyser la communauté internationale lorsque ses normes établies de longue date sont violées. Nous ne devons pas laisser notre incapacité à prévenir certains des pires conflits actuels nous empêcher de tout mettre en œuvre pour veiller à ce qu'ils ne se reproduisent pas à l'avenir. Si nous restons en retrait, nous laissons le monde se diviser en sphères d'influence au sein desquelles les puissants dominent les faibles et des griefs légitimes sont ignorés. Ce n'est pas seulement un impératif moral – c'est aussi une question d'intérêt personnel, car lorsque des actes barbares et des agressions restent impunis, les dictateurs et les terroristes s'enhardissent.

Par conséquent, nous devons avoir la confiance nécessaire pour agir. Lorsque le régime syrien a de nouveau utilisé des armes chimiques contre sa population en avril, c'est la Grande-Bretagne – avec la France et les États-Unis – qui a engagé des opérations militaires

pour affaiblir les capacités du régime syrien en matière d'armes chimiques et l'empêcher de les utiliser. Plus tôt cette année, lorsque la Russie a utilisé un agent neurotoxique dans une attaque révoltante dans les rues de Salisbury, le Royaume-Uni et ses alliés de l'OTAN, de l'UE et d'autres, ont pris des mesures, expulsant plus de 150 officiers du renseignement russe dans le cadre de la plus grande expulsion collective jamais organisée.

En Birmanie, à la suite du rapport accablant de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar, nous devrions susciter la même confiance pour demander des comptes aux auteurs des atrocités infligées régulièrement par l'armée birmane aux peuples Rohingya, Shan et Kachin depuis 2011. De même, nous devrions rassembler des éléments de preuve des crimes commis par Daech dans le monde entier, faire en sorte que justice soit rendue à ses victimes et dissuader ceux qui pourraient commettre de tels crimes à l'avenir. Mais, à elle seule, l'obligation de rendre compte ne suffit pas. Nous devons faire davantage collectivement pour prévenir de telles atrocités et nous attaquer aux causes de l'instabilité qui peuvent en être la cause.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer et dispose d'un large éventail de leviers pour le faire, allant des sanctions – qui montrent aux dirigeants de l'Iran et de la Corée du Nord qu'ils ne peuvent agir sans conséquence – aux missions de maintien de la paix, comme celle actuellement déployée au Soudan du Sud et qui aide à éviter les souffrances et l'effondrement de l'ordre public. Pour être en mesure de tirer efficacement parti de ces leviers, le Conseil de sécurité doit trouver la volonté politique d'agir dans notre intérêt collectif. Les organismes des Nations Unies doivent mettre en œuvre les réformes que le Secrétaire général a lancées afin de devenir plus agiles, plus transparents et mieux coordonnés sur le terrain. À l'appui de ces réformes, nous devons également veiller à ce qu'un financement adéquat soit spécifiquement destiné aux entités de l'ONU qui obtiennent des résultats.

Il y a 70 ans, l'Assemblée générale adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme. Aujourd'hui, nous devons renouveler les idéaux et les valeurs sur lesquelles cette Déclaration se base. Pour ce faire, nous devons tirer les leçons du passé et montrer par nos actes comment la coopération entre des États forts et responsables, dotés d'économies ouvertes et de sociétés inclusives, peut mieux assurer la sécurité et la

prospérité de tous. Comme l'a dit Kofi Annan au début de son second mandat de Secrétaire général,

« J'ai cherché à porter un regard franc sur les échecs de notre passé récent, afin d'évaluer plus clairement ce qu'il nous faudra faire pour réussir à l'avenir. » (A/55/PV.105, p.3)

Dans cet esprit, nous devons faire preuve d'une détermination inébranlable pour renouveler la promesse de liberté, d'égalité des chances et d'équité, une promesse qui a été tenue pour plus de personnes et dans plus d'endroits qu'à aucune autre période de notre histoire. Nous devons veiller à ce que cette promesse soit tenue pour nos enfants, nos petits-enfants et toutes les générations à venir.

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Theresa May, Première Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escortée de la tribune.*

**Allocution de M. Abdullah Abdullah, Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan**

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan.

*M. Abdullah Abdullah, Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim** (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Abdullah Abdullah, Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Abdullah** (Afghanistan) : Je voudrais tout d'abord adresser mes félicitations à M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés et lui souhaiter plein succès à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. Je voudrais également assurer la Présidente que de concert avec les États Membres et le système des Nations Unies, nous nous réjouissons à la perspective de faire avancer les sept priorités énoncées dans le programme de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale.

Du haut de cette tribune, je voudrais informer l'Assemblée générale des derniers faits nouveaux survenus en Afghanistan – à savoir les progrès, les possibilités et les défis que connaît mon pays en cette période critique – et présenter nos vues sur les autres grands défis mondiaux.

Le bilan des réalisations de cette institution au cours des 73 dernières années montre que, où que ce soit et quels que soient les individus concernés, nous ne pouvons pas échapper aux répercussions des liens mondiaux, nationaux, communautaires et humains qui nous unissent, que ce soit en ce qui concerne l'environnement, le climat, la finance internationale, le cyberspace ou les technologies, ou nous en dissocié. Par conséquent, nous devons impérativement aller au-delà des mots et éviter les chevauchements d'activité ou les modèles inefficaces qui entremêlent et parfois, promeuvent des intérêts contradictoires ou asymétriques.

Comme Albert Einstein l'a dit : « On ne peut pas résoudre un problème avec le même niveau de pensée qui l'a engendré ». Qu'il s'agisse de faire face à la faim, à la pauvreté extrême, aux changements climatiques, à la surpopulation, au terrorisme, aux conflits, aux déplacements, aux inégalités ou à la criminalité organisée, nous sommes tous touchés par les mêmes problèmes et nous y contribuons tous sous certains aspects et nous tirons collectivement des avantages ou des enseignements des solutions à ces problèmes. En conséquence, nous devons explorer de nouveaux moyens et trouver de nouveaux outils pour parvenir à un consensus plus large grâce à un dialogue plus réfléchi et à des actions axées sur les résultats.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas toujours de définition officielle du terrorisme qui soit acceptable sur le plan mondial. Le terrorisme est un phénomène néfaste utilisé par des acteurs étatiques ou non étatiques voyous ou criminels ayant des liens avec le milieu politique, sous des prétextes religieux, idéologiques, économiques ou psychologiques pour perturber le statu quo, remettre en question l'ordre mondial et national et atteindre des buts précis radicaux en ayant recours à une violence aveugle qu'aucune religion pure ne saurait cautionner.

Nous sommes déterminés à lutter vigoureusement contre les nouvelles versions du terrorisme, à savoir les quelques membres restants de Daech qui se trouvent dans quelques poches à l'intérieur de l'Afghanistan, mais nous avons toujours des difficultés à bien comprendre le

rôle que jouent les terreaux, les sanctuaires et les sources de financement du terrorisme, qui ont souvent des liens avec des réseaux criminels et de trafic de drogue, dans l'utilisation et la propagation du terrorisme. Nous n'avons pas encore trouvé les moyens de neutraliser le terrorisme en tant qu'instrument politique utilisé par certains pour promouvoir des intérêts particuliers.

Par exemple, depuis près d'un quart de siècle, en Afghanistan, des dizaines de milliers de personnes innocentes ont perdu la vie et nos infrastructures ont été gravement endommagées. Ceci est dû en partie à notre géographie et en partie à des stratégies myopes et des programmes régionaux qui ont donné lieu à une forte dépendance à l'égard d'acteurs non étatiques, qui ont été utilisés pour semer l'instabilité par la violence et promouvoir l'extrémisme. Ceci a entraîné une certaine complaisance et de l'impunité. Par conséquent, pour encourager le changement et le respect de l'obligation de rendre des comptes, nous devons faire davantage et aller au-delà de ces normes inefficaces. Nous avons demandé aux États voisins, notamment le Pakistan, d'aider les sociétés qui sont prises pour cible par ces activités, y compris la société pakistanaise, à faire face à cette menace. Nous attendons avec intérêt la mise en œuvre rapide et efficace du Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité, qui a été adopté récemment.

Toutes les parties prenantes doivent se mettre d'accord pour traiter toutes les formes de terrorisme au même pied d'égalité, éliminer les terreaux et les sanctuaires du terrorisme et poursuivre en justice ou de rapatrier les auteurs de violations. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que quelques rares réactions, ce qui ne suffit pas. Nous travaillons en collaboration avec tous les pays, proches et lointains, pour obtenir de meilleurs résultats. Sur cette base, l'Afghanistan est favorable à la mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Il faut également prendre des mesures sérieuses en cas de non-respect des dispositions. Par ailleurs, mon pays a entamé un processus de coopération structurée avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, et nous appuyons les initiatives régionales menées dans le cadre de forums qui s'occupent en priorité de ces questions. Nous continuerons de coopérer avec les acteurs régionaux à cet égard.

Depuis notre dernière rencontre, l'Afghanistan a tourné la page et a pris une décision sans précédent de tendre la main aux Taliban pour qu'ils prennent part à un processus de paix crédible, pris en charge et dirigé

par les Afghans, qui pourrait aboutir à un règlement politique juste et global par l'entremise des pourparlers et de la réconciliation. À plusieurs reprises, nous avons exprimé notre engagement en faveur d'un dialogue inter-afghan sans conditions et du rétablissement de tous les droits et privilèges de ceux qui acceptent de mettre fin au cycle de la violence. Nous avons même annoncé un cessez-le-feu unilatéral cette année, qui a été accepté par les Taliban pour une période de trois jours et a permis de donner aux Afghans un avant-goût de la paix. Malheureusement, à cause des intérêts étrangers, nous avons été dans l'impossibilité de décréter un deuxième cessez-le-feu tout récemment. Nous n'allons pas toutefois nous reposer sur nos lauriers. Nous devons poursuivre des objectifs qui sont à la fois justes et réalisables.

Je tiens à exprimer mes remerciements sincères à tous les pays, en particulier aux États-Unis, aux autres pays et parties concernés – notamment les Gouvernements du Royaume d'Arabie saoudite et de l'Indonésie, qui ont récemment accueilli les réunions de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) –, l'ONU et d'autres acteurs qui ont encouragé toutes les parties à préparer le terrain à un processus qui devrait conduire à des négociations et aboutir à un règlement juste et global. Suite à notre expérience des 25 dernières années, nous savons qu'une condition préalable aux pourparlers consiste à tirer des enseignements des efforts déployés par le passé en faveur de la paix. Nous estimons qu'il faut adopter une approche à deux volets pour parvenir à la paix, mais aussi pour protéger et préserver les acquis et les réalisations engrangés par notre peuple au prix d'efforts considérables, notamment l'ordre constitutionnel, la liberté d'expression, les droits de l'homme, les droits des femmes et la création de possibilités économiques.

À ce stade, je voudrais rendre hommage aux Afghans qui continuent de subir les conséquences de la violence, ainsi qu'à nos vaillantes Forces nationales de sécurité, qui défendent vigoureusement notre pays et se tiennent résolument en première ligne de la lutte contre le terrorisme.

Deux tests populaires importants se profilent à l'horizon pour l'Afghanistan : les élections législatives prévues pour le mois prochain et l'élection présidentielle prévue pour l'année prochaine. Sur la base des expériences passées, le Président Ashraf Ghani et moi-même convenons que la légitimité politique découle de la volonté du peuple. Tout en poursuivant nos efforts en

faveur de la paix et en continuant de nous attaquer aux défis en matière de sécurité et de gouvernance, nous ne devons pas oublier que compte tenu de notre situation, nous devons garantir la crédibilité du processus électoral et veiller à ce que l'électorat puisse accepter des résultats crédibles et légitimes. Peu importe qui gagne ou perd, l'avenir de l'Afghanistan repose sur l'édification d'un consensus national permettant une unité de but aux fins d'instaurer une paix et une stabilité politique tirant leur légitimité de fondations pluralistes, inclusives et démocratiques.

*La Présidente assume la présidence.*

À cet égard, je tiens à remercier l'ONU – en particulier la MANUA –, l'Union européenne et tous les autres contributeurs et donateurs, de nous aider à faire avancer le processus. En outre, nous attendons avec intérêt la prochaine conférence ministérielle de Genève sur l'Afghanistan qui aura lieu en novembre. Elle nous donnera une excellente occasion de faire le point sur le chemin qu'il reste à parcourir et sur le travail que nous avons accompli depuis notre dernière rencontre avec les donateurs.

Sur le plan humanitaire, de lourdes tâches attendent également l'Afghanistan du fait de la sécheresse imminente, de la réinstallation des réfugiés et des déplacements causés par les anomalies nationales et climatiques, l'insécurité alimentaire et les menaces sécuritaires. D'après les estimations, tous ces éléments ont une incidence sur les deux tiers du pays et les moyens de subsistance de plus de 4 millions de personnes, et risquent d'obliger un million de personnes supplémentaires à migrer. Nous devons absolument répondre à leurs besoins humanitaires. Je tiens à remercier le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les autres organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les donateurs de leurs contributions et de tout le travail accompli sur le terrain; néanmoins, nous exhortons la communauté internationale à financer intégralement le plan d'aide humanitaire 2018-2021 pour l'Afghanistan.

Le règlement pacifique des différends et la protection des populations opprimées sont des principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, qui favorisent la promotion et la préservation de la paix et de la sécurité internationales. Notre pays ayant été ravagé par la guerre, nous compatissons avec les Syriens, les Yéménites et les autres communautés persécutées dans le monde, et nous partageons leur peine. De même, nous plaçons pour que soit respecté

le droit fondamental du peuple rohingya, au Myanmar, à être protégé. L'Afghanistan appuie sans réserve tous les efforts déployés par l'ONU et la communauté internationale pour parvenir à un règlement juste, global et durable de la question de Palestine, notamment l'appel lancé par l'Assemblée générale pour créer un mécanisme international de protection des civils.

En outre, les activités de consolidation de la paix des Nations Unies doivent mettre dûment l'accent sur le principe d'appropriation nationale, sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et sur la promotion d'une plus grande cohérence entre les entités et organismes des Nations Unies compétents en matière de développement.

Pour ce qui est du programme de réforme, nous appuyons pleinement les efforts visant à consolider le rôle de l'ONU dans le contexte des initiatives du Secrétaire général. Nous accueillons favorablement la création du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, de même que celle du Bureau de lutte antiterroriste. Nous attendons avec intérêt la mise en œuvre de la résolution sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement et sommes convaincus que cela permettra de rehausser nos réalisations dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies pour l'Afghanistan.

Le rôle actif de l'Afghanistan au sein du système des Nations Unies est actuellement plus évident que jamais. Notre présidence de la Troisième Commission à la soixante-treizième session intervient à un moment crucial, car nous entendons présenter et adopter plusieurs projets de résolution sur des thèmes communs, comme les victimes du terrorisme et la menace des engins explosifs improvisés, en plus des questions relatives aux réfugiés et aux migrants, aux droits de l'enfant, à l'autonomisation des femmes, aux droits de l'homme et au développement social, entre autres points pertinents de l'ordre du jour de la Commission.

De plus, l'élection, pour la première fois, de l'Afghanistan au Conseil des droits de l'homme en 2017 a marqué notre engagement et illustré nos réalisations à cet égard. Nous sommes toujours partie aux principaux instruments et protocoles internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il me plaît d'informer l'Assemblée que l'Afghanistan a récemment adopté une série de lois nationales interdisant les traitements cruels et dégradants, a entériné la loi sur l'interdiction de la torture et la lutte contre la traite des êtres humains et des migrants, et adopté un code interdisant le recrutement

d'enfants dans nos forces de sécurité. En ce qui concerne ce dernier point, nous travaillons en étroite collaboration avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

Avant de quitter cette tribune, je tiens à présenter un concept ambitieux, que le Président Ghani a également évoqué récemment, et qui est susceptible de donner naissance à un paradigme nouveau et visionnaire pour mon pays et notre région, tandis que nous nous efforçons de mettre fin à 40 années de conflit et d'ouvrir un nouveau chapitre libéré de la violence et de l'application forcée d'idées stagnantes et des auteurs de troubles habituels. Il s'agit d'un concept qui s'attache à faire de l'Afghanistan une plateforme de cordialité pour la coopération régionale et hémisphérique au cours des prochaines années, et à en finir résolument avec le rôle de pion qu'on nous a donné et qui nous a transformés en zone d'instabilité et d'affrontement.

Notre peuple, qui ne représente un danger pour personne, exige l'avènement d'un changement fondamental qui lui permettra de jouer un rôle constructif et collaboratif au-delà des frontières, et de contribuer à faire de son pays une plaque tournante pour les populations, les biens, les services, les communications, la coopération et les idées de toute la région. Je suis convaincu que, avec l'aide de la communauté internationale, nous pouvons faire de ce concept une réalité. J'espère pouvoir continuer à mobiliser nos partenaires régionaux pour qu'ils nous aident à concrétiser cette vision. J'espère que l'Assemblée et tous les États Membres concernés joueront un rôle d'appui propice à mettre un terme à des années de souffrances et à ouvrir une nouvelle voie menant à une paix, une stabilité et une prospérité durables.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Abdullah Abdullah, Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan, est escorté de la tribune.*

**Allocution de M. Giuseppe Conte, Président du Conseil des Ministres de la République italienne**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil des Ministres de la République italienne.

*M. Giuseppe Conte, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, est escorté à la tribune.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Giuseppe Conte, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Conte** (Italie) (*parle en italien; interprétation anglaise assurée par la délégation*) : C'est un honneur pour moi que d'intervenir aujourd'hui devant l'Assemblée générale, en qualité de porte-parole de la volonté de mon gouvernement et de mon peuple, pour confirmer notre détermination à nous tenir aux côtés de l'Organisation des Nations Unies et à l'appuyer. La communauté internationale a besoin d'un multilatéralisme véritablement efficace et d'une ONU renforcée dans son rôle de pilier d'un système international fondé sur la paix, la justice et l'équité. C'est pourquoi nous continuons d'appuyer le plan de réforme du Secrétaire général, et ce, d'autant plus qu'il va se heurter à un délicat processus de mise en œuvre. Nous voulons une Organisation des Nations Unies plus proche des populations, capable de répondre à leurs besoins en matière de sécurité et de bien-être, et prête à les protéger contre les écueils de la mondialisation qui, si elle présente de nombreuses possibilités, est aussi susceptible de produire des effets pervers.

Le Gouvernement italien a fait de ces mêmes priorités le fondement de son action. Une action du Gouvernement qui ne mettrait pas l'accent voulu sur la nécessité de garantir à tous les citoyens des conditions de vie équitables et pleinement dignes n'est pas une action que je peux considérer comme moralement, et encore moins politiquement, acceptable. Lorsque certains nous accusent de souverainisme ou de populisme, j'aime faire observer que la souveraineté et le peuple sont énoncés à l'article 1 de la Constitution italienne. C'est précisément sur la base de cette disposition que j'interprète la notion de souveraineté et l'exercice de la souveraineté par le peuple. Cette approche ne modifie pas la position traditionnelle de l'Italie au sein de la communauté internationale et, partant, à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. La sécurité, la défense de la paix et les valeurs qui la préservent le mieux, ainsi que la promotion du développement et des droits de l'homme sont des objectifs que nous partageons et que nous continuerons de poursuivre avec courage et conviction aux niveaux national et international.

En ce soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Italie traduit cette conviction en présentant sa candidature au Conseil des droits de l'homme. Le respect des droits inviolables de l'homme est l'un des piliers sur lesquels la République italienne a été fondée. C'est notre phare, en particulier aujourd'hui, alors que l'on nous appelle à relever les immenses défis que posent les crises graves et prolongées dans l'espace euro-méditerranéen, notamment les flux migratoires. Pendant des années, l'Italie a mené des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée et a pu sauver des dizaines de milliers de personnes de la mort, souvent seule, comme cela a souvent été reconnu par ceux qui disent que l'Italie a sauvé l'honneur de l'Europe.

Les phénomènes migratoires auxquels nous sommes confrontés exigent des réponses à court, moyen et long terme de l'ensemble de la communauté internationale, des réponses qui sont coordonnées à différents niveaux. Voilà pourquoi nous appuyons le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Il s'agit d'un défi qui peut, et doit, être relevé par le biais d'une approche de responsabilité partagée, dans une logique de partenariat entre les pays d'origine, de transit et de destination des flux, tout en tenant compte de l'impératif de garantir la dignité de la personne, mais aussi en étant fermement déterminés à lutter contre ceux qui foulent aux pieds la dignité et la vie elle-même en se livrant à la traite des êtres humains.

L'Italie œuvre en faveur des objectifs de paix et de sécurité internationales, y compris en période de restrictions budgétaires. Nous sommes le huitième contributeur au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, et nous complétons cet engagement par des initiatives de développement, à la fois au niveau bilatéral et par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies. Ces initiatives s'inspirent des objectifs de développement durable qui sont énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La pauvreté, les inégalités, le chômage et les effets dévastateurs des changements climatiques sont des fléaux qui concernent tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.

La logique de l'assistance doit céder la place à un cadre de responsabilité mutuelle et de partenariat. C'est exactement ce que promeut l'Italie, sur le continent africain par exemple, afin que chaque acteur puisse contribuer au mieux de ses possibilités et de ses capacités.

L'Italie est fière d'être l'un des grands contributeurs aux opérations de maintien de la paix, un engagement que nous avons pris il y a des années déjà et qui nous a valu des remerciements, au premier rang desquels – et c'est là essentiel pour nous – ceux des communautés locales dans lesquelles nous opérons.

L'Italie est un pays qui a dans son ADN la promotion du dialogue et l'inclusivité dans les situations de crise. Ces principes sont fondamentaux à l'heure de faire face aux graves situations d'instabilité généralisée qui caractérisent aujourd'hui une région vitale pour la sécurité et la prospérité de l'Italie et de l'Europe dans son ensemble, à savoir la Grande Méditerranée.

Dans les semaines à venir, l'Italie accueillera une conférence sur la Libye dont l'objectif principal sera d'appuyer une voie politique commune et de contribuer à la stabilisation politique du pays. Cette voie promouvra la participation la plus large possible des parties prenantes libyennes, qui restent les maîtres de leur destin. L'Organisation des Nations Unies jouera un rôle central dans le cadre du plan d'action, vers lequel convergeront toutes les contributions des principales parties prenantes internationales et régionales.

Le long conflit qui sévit depuis sept ans en Syrie montre quelles sont les limites des solutions militaires. Nous avons le devoir de soutenir l'action de

l'Organisation des Nations Unies et de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura.

La responsabilité partagée à l'heure d'édifier des sociétés pacifiques, équitables et durables est un appel auquel nous souscrivons et que nous acceptons comme une invitation au changement, le même esprit de changement qui caractérise l'action du Gouvernement que je dirige. Mais nous devons également assumer cette responsabilité dans le cadre de la réforme du Conseil de sécurité, en faveur de laquelle l'Italie continuera d'œuvrer sans relâche, en concertation avec tous les États Membres, afin de parvenir à l'objectif d'une réforme commune.

Nous devons tous aspirer à un multilatéralisme efficace. Néanmoins, pour ce faire, tous les membres de la famille humaine doivent reconnaître le véritable leadership mondial de l'ONU et se tourner vers elle avec une foi renouvelée.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil des ministres de la République italienne de la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Giuseppe Conte, Président du Conseil des ministres de la République italienne, est escorté de la tribune.*

*La séance est levée à 15 heures.*